

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية
République Algérienne Démocratique et Populaire

Ministère de l'Enseignement Supérieur
et de la Recherche Scientifique

Ecole Nationale Supérieure de Management
Koléa



وزارة التعليم العالي و البحث العلمي

المدرسة الوطنية العليا للمناجمت
القلبية

MEMOIRE DE FIN D'ÉTUDES

En vue de l'obtention d'un Master Professionnel

En « Management Financier des Entreprises ».

**Les Pratiques de Financement de l'Économie Circulaire en Algérie :
Analyse Croisée de l'Expérience des Porteurs de Projets et des Acteurs
Institutionnels.**

Élaboré par :

LAHIANI Feriel.

Encadré par :

Dr. BOUCHETARA Mehdi.

Co-encadré par :

Dr. ABID Nabila.

Année Universitaire 2024/2025

Remerciements

*Je tiens à exprimer ma profonde reconnaissance à, mon encadrant **Dr. Mehdi BOUCHETARA**, et à ma Co-encadrante **Dr. Nabila ABID**, pour leur engagement et leur disponibilité ont été d'un apport inestimable, tant sur le plan académique que personnel.*

*Je remercie également Monsieur **Samy HAMADANE**, mon tuteur de stage au sein du Centre National des Technologies de Production Plus Propre, pour la confiance qu'il m'a accordée, son encadrement et la richesse des échanges que nous avons partagés.*

*Mes remerciements les plus chaleureux vont à ma famille : mon père, ma mère, ma sœur **Chiraz** et mes deux frères **Mouad** et **Ziad**, pour leur amour inconditionnel, leurs encouragements constants et leur soutien moral tout au long de ces dix-sept années d'aventure académique.*

*Mes pensées affectueuses vont à mes amies chères, **Aya, Ferial, Soundous**, pour leur présence, leur soutien et les moments partagés. Une mention spéciale à **Aymen**, dont l'aide précieuse, la générosité et le soutien sans faille ont été essentiels tout au long de mes deux années de Master.*

Je tiens aussi à adresser mes salutations respectueuses à toutes les personnes, de près ou de loin, ayant contribué à la réalisation de ce travail.

Enfin, je ne saurais clore ces remerciements sans exprimer ma gratitude envers ceux qui ont rêvé de diplômes en écrivant leurs espoirs sur les murs de leurs universités, à ceux qui ont porté leurs cahiers sur le chemin du savoir; mais dont l'histoire s'est brutalement interrompue.

Aux étudiants de Gaza, qui ont quitté ce monde avant que leur histoire ne s'achève... Merci à eux, pour leur courage.

ملخص

تهدف دراستنا إلى تحليل ممارسات تمويل حاملي المشاريع في مجال الاقتصاد الدائري في الجزائر، مع التساؤل حول مدى قدرة الآليات الحالية على تمكين هؤلاء الحاملين من تحويل مبادراتهم المستدامة إلى واقع ملموس. تعتمد الدراسة على منهجية نوعية تركز على مقابلات غير موجهة وشبه موجهة أجريت مع 10 حاملي المشاريع، والفاعلين المصرفيين، وخبراء في مجال التنمية المستدامة، وممثلي المنظمات الدولية، والمركز الوطني لتقنيات الإنتاج الأنظف، مع تحليل للبيانات باستخدام برنامج NVivo. تبرز النتائج وجود نظام تمويل غير منظم بشكل كافٍ لتلبية احتياجات الاقتصاد الدائري، حيث تُعتبر معايير التقييم التقليدية غير ملائمة، مع ضعف مشاركة المؤسسات المالية، وغياب آليات تحفيزية. لا تزال الآليات الحالية موجهة بشكل كبير نحو النماذج الاقتصادية الخطية التقليدية. تُقدم الدراسة مجموعة من الأفكار لتحسين الوصول إلى التمويل، والتغلب على العقبات المالية، ودمج خصوصيات المشاريع الدائرية، والاستجابة بشكل فعال لاحتياجات الواقع الميداني.

الكلمات المفتاحية: الاقتصاد الدائري – حاملو المشاريع – التمويل – المبادرات المستدامة – العقبات المالية.

Résumé

Notre recherche a pour objectif d'analyser les pratiques de financement des porteurs de projets dans le domaine de l'économie circulaire en Algérie, en s'interrogeant sur la mesure dans laquelle les mécanismes actuels permettent à ces porteurs de projets de concrétiser leurs initiatives durables. L'étude mobilise une méthode qualitative fondée sur des entretiens non directifs et semi-directifs menés auprès de 10 porteurs de projets, acteurs bancaires, d'experts en développement durable, de représentants d'organisations internationales et du Centre national des technologies de production plus propre, avec une analyse des données effectuée à l'aide du logiciel NVivo. Les résultats mettent en évidence un système de financement insuffisamment structuré pour répondre aux besoins de l'économie circulaire. Les dispositifs existants restent encore largement tournés vers les modèles économiques linéaires traditionnels. En réponse à ces constats, cette étude propose des axes d'amélioration concrets visant à renforcer l'accès au financement, lever les obstacles financiers, et à adapter les dispositifs existants aux spécificités des projets circulaires.

Mots-clés : économie circulaire – porteurs de projets – financement - initiatives durable- obstacles financiers.

Abstract

Our research aims to analyze the financing practices of project holders in the field of circular economy in Algeria, questioning the extent to which current mechanisms enable these holders to realize their sustainable initiatives. The study employs a qualitative method based on non-directive and semi-structured interviews conducted with 10 project holders, banking actors, Sustainable development experts, representatives of international organizations, and the National Center for Cleaner Production Technologies, with data analysis carried out using NVivo software. The results highlight a financing system insufficiently structured to meet the needs of the circular economy: classical evaluation criteria are inadequate, there is weak involvement of financial institutions, and a lack of incentive mechanisms. Existing arrangements remain largely oriented towards traditional linear economic models. The study proposes avenues for improving access to financing, overcoming financial obstacles, integrating the specificities of circular projects, and effectively responding to field needs.

Keywords: circular economy – project holders – financing – sustainable initiatives – financial obstacles.

Table des matières

Remerciements	I
Résumé	III
LISTE DES FIGURES	VIII
LISTE DES TABLEAUX	IX
LISTE DES ABRÉVIATIONS	X
INTRODUCTION	XII
1.1 Contexte et intérêt de la recherche.....	1
1.2 Objectif de la recherche.....	2
1.3 Problématique.....	3
1.4 Méthode.....	3
CHAPITRE 01	1
CADRE CONCEPTUEL ET REVUE DE LA LITTÉRATURE	1
Section 01 : Émergence et Fondements de l'Économie Circulaire	5
1.1 Genèse et Apparition de l'Économie Circulaire.....	5
1.1.1 Définition et Fondements de l'Économie Circulaire.....	7
1.1.2 Les Travaux de la Fondation MacArthur.....	9
1.1.3 Les Indices de la circularité 9R :.....	11
1.2 Économie Circulaire et Développement Durable.....	11
1.2.1 Définition du développement durable.....	12
1.2.2. Contribution de l'économie circulaire aux trois piliers du développement durable :.....	13
1.2.3 Importance de la durabilité dans le contexte économique actuel.....	13
1.3 Contribution aux Objectifs de Développement Durable (ODD).....	14
1.3.1. Présentation des ODD.....	14
1.3.2 Rôle de l'économie circulaire dans la réalisation des ODD.....	16
Section 02 : Le Financement des Projets d'Économie Circulaire	19
2.1 Les porteurs de projets circulaires.....	19
2.1.1 Typologie de porteur de projets circulaire.....	19
2.1.2 Besoins spécifiques en financement selon le type de porteur.....	20
2.2 Les Mécanismes de financement adaptés.....	21
2.2.1 Financement public.....	21
2.2.2 Financement privé.....	22
2.2.3 Partenariat public- privé et modèles hybrides.....	23
2.2.4 Instruments financiers innovants.....	24
2.3 Définitions et concept des start-ups circulaire :.....	26

2.3.2 Les principaux défis d'accès au financement	29
2.3.3 Les sources de financement adaptés aux start-ups circulaires.....	30
Section 03 : Le levier institutionnel du financement de l'économie circulaire	32
3.1 Institutions financières.....	32
3.1.1 L'économie circulaire comme levier de transformation pour les institutions financières	32
3.1.2 Le rôle des institutions financières dans la promotion de l'économie circulaire	33
3.1.3 Les limites pour les institutions financières face à l'économie circulaire.....	35
3.2 L'appui des organisations internationales au développement de l'économie circulaire.....	35
3.2.1 Le rôle de l'Union Européenne	35
3.2.2 Le rôle des agences onusiennes (PNUD, PNUE).....	36
3.3 Contexte Algérien.....	38
3.3.1 Transition circulaire en Algérie	38
3.3.2 Programmes de coopération en faveur de l'entrepreneuriat vert en Algérie	39
CHAPITRE 02 CADRE METHODOLOGIQUE ET PLAN ORGANISATIONAL	5
Section 01 : Choix méthodologique	41
1.1 Épistémologie de recherche	41
1.2 Démarche de recherche	41
1.3 Approche de recherche	42
Section 02 : Méthode de collecte de des données.....	42
2.1 Les outils de collecte des données.....	42
2.1.2 Ancrage scientifique des guides d'entretiens	44
2.1.3 Analyse des entretiens.....	46
2.1.4 Axes analytiques.....	47
2.1.5 Analyse documentaire.....	48
2.2 Plan organisationnel	48
CHAPITRE 03 RESULTATS ET DISSCUSIONS	51
Section 01 : Résultats obtenus	52
1.1 Perceptions générales sur la transition vers une économie circulaire en Algérie.....	52
1.2 Regards croisés sur les leviers et obstacles du financement de l'économie circulaire	57
1.2.1 Le rôle du Centre National des technologies de production plus propre	57
1.2.2 La position des institutions financières publiques face au financement circulaire	60
1.2.3 Les expériences et contraintes rencontrées par les porteurs de projets circulaires	62
1.2.4 La vision des experts	64
Section 02 : Discussions	66
2.1 Le rôle du CNTPP dans l'opérationnalisation de l'économie circulaire en Algérie.....	66
2.3 Le positionnement des institutions financières publiques face au financement vert et circulaire	68

2.4 L'influence des organisations internationales dans la structuration des initiatives circulaires locales.....	69
2.5 Les apports et recommandations des experts pour une transition circulaire efficace.....	70
CONCLUSION	52
1. Aperçu et objectifs de la recherche	74
2. Résultats et implications de la recherche	74
3.Limites de la recherche	75
4.Voie future de la recherche	75
BIBLIOGRAPHIE	77
ANNEXE (A)_GUIDE D'ENTRETIEN CNTPP	85
ANNEXE (B)_MATRICE CNTPP	88
ANNEXE (C) Document projets coopératifs_Projets relatifs à la coopération_Entre-le_CNTPP et l'Union Européenne	91
ANNEXE (D)_GUIDE D'ENTRETIEN INSTITUTIONS FINANCIERES	92
ANNEXE (E)_GUIDE D'ENTRETIEN PORTEURS DE PROJETS	95
ANNEXE (F)_GUIDE D'ENTRETIEN EXPERTS	98

LISTE DES FIGURES

Figure 1: Diagramme de Cradle-to-cradle design.	6
Figure 2: Processus C2C dans l'économie circulaire.....	8
Figure 3: Le diagramme « Papillon » de l'économie circulaire de Ellen MacArthur.	10
Figure 4: La pyramide des ODD	15
Figure 5: Mécanisme de fonctionnement d'une obligation verte.....	25
Figure 6: Nombre de plateformes de financement participatif par pays	25
Figure 7: Le marché mondial du financement participatif (crowdfunding).	26
Figure 8: Cartographie de l'écosystème de L'entrepreneuriat.....	50
Figure 9 : Nuage des mots issu des entretiens au CNTPP.	59
Figure 10: Nuage des mots issu des entretiens des banques.	60
Figure 11: Niveau de similarité entre les pratiques de financement des banques interviewées.	62
Figure 12: Nuage des mots issu des entretiens avec les porteurs de projets.	63

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 01 : Principales tendances dans la conceptualisation de l'économie circulaire (2017–2022).....	7
Tableau 02 : Comparaison des principales définitions de l'économie circulaire dans la littérature académique.....	10
Tableau 03 : Classification des Objectifs de Développement Durable (ODD) selon les dimensions de la durabilité.	14
Tableau 04 : Typologie des porteurs de projets circulaires et leurs besoins spécifiques en financement.	20
Tableau 05 :Typologie des Startups Circulaires.....	28
Tableau 06 : Renseignements des interviewés.....	43
Tableau 07 : Tableau de synthèse des thématiques et sources pour le guide d'entretien CNTPP.	44
Tableau 08 : Tableau de synthèse des thématiques et sources pour le guide d'entretien institutions financières.	45
Tableau 10 : Tableau de synthèse des thématiques et sources pour le guide d'entretien porteurs de projets.	45
Tableau 11 : Analyse thématique de l'entretien – Réponses de l'interviewé sur le thème 01.	52
Tableau 12 :Tableau 13 : Analyse thématique de l'entretien – Réponses de l'interviewé sur le thème 02.....	53
Tableau 13 :Analyse thématique de l'entretien – Réponses de l'interviewé sur le thème 03..	54
Tableau 14 :Principaux éléments issus de l'entretien avec le représentant du PNUD.	55
Tableau 15 :Tableau comparatif des réponses des experts sur les trois axes.....	64
Tableau 16 : Comparaison entre les recommandations théoriques et les pratiques observées en Algérie.	71

LISTE DES ABRÉVIATIONS

AHP	Analyse hiérarchique des processus.
ASF	Algerian Start-up Fund.
BEI	Banque Européenne d'Investissement.
BERD	Banque européenne pour la reconstruction et le développement.
CNTPP	Centre National des Technologies de Production Plus Propre.
C2C	Cradle to Cradle.
DD	Développement Durable.
EC	Economie Circulaire.
ESG	Environnementaux, Sociaux, de Gouvernance.
FAO	Food and Agriculture Organization of the United Nations.
GIIN	Global Impact Investing Network.
GIZ	Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit.
GPP	Green Public Procurement.
HSBC	Hongkong and Shanghai Banking Corporation.
ICMA	International Capital Market Association.
ING	Internationale Nederlanden Groep.
MATTE	Ministères Aménagement du territoire Transition écologique.
MECME	Ministère de l'Énergie, des Carburants et des Mines et Énergies.
MEQV	Ministère de l'Environnement et Qualité de vie.
MEFP	Ministère de l'Économie, des Finances et de la Prospective.
MESRS	Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique.
MIPH	Ministère de l'Industrie Pharmaceutique.
MF	Ministère des Finances.
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques.
ODD	Objectifs de Développement Durable.
OIT	Organisation Internationale du Travail.
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement.
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement.
PNS	Programme National de Soutien
PPP	Partenariats public-privé
SADE	Services d'Aide au Développement des Entreprises
SDD	Stratégie du développement durable.

SDG	Sustainable Development Goal.
ONU	Nations Unies.
UE	Union Européenne.
UNICEF	United Nations International Children's Emergency Fund.

INTRODUCTION

1.1 Contexte et intérêt de la recherche

L'économie circulaire est devenue un modèle clé dans le cadre des transitions écologiques mondiales, visant à optimiser l'utilisation des ressources naturelles tout en réduisant les déchets (Louhab, 2023). À l'échelle mondiale, selon le (Circularity Gap Report, 2025), seuls 7,2 % des matériaux extraits et utilisés entrent dans un cycle de réutilisation, contre 9,1 %, soulignant un recul alarmant de la circularité mondiale malgré l'augmentation des discours politiques autour de la durabilité.

Dans ce contexte, les pratiques de financement des projets circulaires jouent un rôle crucial, car elles déterminent la viabilité et la pérennité des initiatives écologiques à long terme. Les porteurs de projets dans ce secteur doivent adopter des stratégies financières innovantes afin d'attirer les financements nécessaires et d'assurer une gestion optimale de leurs ressources.(Tirth, Astrid, 2020), Selon une étude de la banque d'investissement européenne , 61 % des entrepreneurs circulaires dans les pays émergents identifient le financement comme le principal obstacle à la mise en œuvre de leurs projets.(European Investment Bank, 2020)

L'un des principaux défis rencontrés par les porteurs de projets dans l'économie circulaire réside dans la nature des financements nécessaires pour soutenir les activités qui visent à prolonger la durée de vie des produits et à minimiser les impacts environnementaux(Abbabsa & Zedira, 2024). En effet, les modèles économiques circulaires reposent souvent sur des retours sur investissement différés dans le temps, ce qui complique leur bancabilité face aux critères classiques des institutions financières.(OECD, 2023)

Des études récentes, montrent que l'intégration de stratégies de financement adaptées est essentielle pour garantir la réussite des projets d'économie circulaire (Gerges, 2024). Seulement 10 % des projets circulaires obtiennent un financement à leur première demande, contre 27 % pour les projets classiques (Ameli et al., 2025),ces chiffres mettent en lumière l'urgence de redéfinir les modèles de financement afin de mieux intégrer les spécificités et les risques propres à l'économie circulaire. Les auteurs suggèrent que les modèles financiers doivent être redéfinis pour répondre aux défis spécifiques de l'économie circulaire, en prenant en compte les risques financiers et les nouvelles dynamiques du marché.

Par ailleurs, les dispositifs publics d'accompagnement de ces éco-entrepreneurs restent peu développés dans les pays du Sud. Plus de 70 % des éco-entrepreneurs en Algérie déclarent rencontrer des difficultés liées à l'accès au financement, au manque de formation spécialisée et à l'absence de réseaux de soutien efficaces. En l'absence d'instruments financiers ciblés, beaucoup de projets peinent à dépasser le stade de l'idéation.(Bourdin et al., 2022).

L'intérêt de cette recherche réside dans l'analyse des pratiques actuelles de financement des porteurs de projets en économie. En identifiant les obstacles spécifiques et en explorant les perceptions des différentes parties prenantes, cette étude vise à proposer des recommandations concrètes pour améliorer l'accès au financement et favoriser le développement de l'économie circulaire dans le pays.

1.2 Objectif de la recherche

Cette recherche vise à :

- Identifier les modalités actuelles de financement des porteurs de projets œuvrant dans l'économie circulaire.
- Comprendre les principales difficultés financières rencontrées par ces acteurs, notamment en matière d'accès aux fonds, de garanties exigées, ou de méconnaissance des dispositifs existants.
- Analyser le rôle des institutions financières, publiques et privées, dans le soutien de ces projets circulaires.
- Étudier les contributions des structures d'appui telles que les centres de technologies propres, les incubateurs et les bailleurs de fonds internationaux.
- Proposer des pistes d'amélioration concrètes et adaptées pour optimiser l'accès au financement, encourager les pratiques innovantes et soutenir la transition vers une économie circulaire et durable en Algérie.

1.3 Problématique

Afin d'atteindre nos objectifs de recherche, et en nous inspirant des travaux menés sur les défis de financement des initiatives durables (Bienfait & Raufflet, 2023; Gerges, 2024; Meunié & Quenault, 2007) nous énonçons notre problématique de la manière suivante :

Dans quelle mesure les pratiques actuelles de financement en Algérie permettent-elles aux porteurs de projets de concrétiser des initiatives d'économie circulaire ?

Dans le but de répondre de manière rigoureuse et approfondie à cette interrogation centrale, nous avons jugé pertinent de la décliner en plusieurs sous-questions de recherche. Celles-ci nous permettront d'explorer les différentes dimensions du financement dans le contexte de l'économie circulaire en Algérie, en tenant compte à la fois des perceptions des parties prenantes, des pratiques institutionnelles et des dynamiques d'accompagnement. Ainsi, notre investigation s'articulera autour des interrogations suivantes :

- Comment les institutions financières évaluent-elles et soutiennent-elles les projets d'économie circulaire ?
- Quels sont les principaux obstacles financiers rencontrés par les porteurs de projets en économie circulaire ?
- Quel est le rôle des centres de technologie de production national, des organisations internationales dans le soutien financier et technique de ces projets ?
- Quelles stratégies pourraient être adoptées pour améliorer l'accès au financement des projets d'économie circulaire en Algérie ?

1.4 Méthode

Cette recherche s'inscrit dans une posture épistémologique interprétativiste avec une méthodologie qualitative pour étudier les pratiques de financement des porteurs de projets dans l'économie circulaire en Algérie, nous utilisons une double approche méthodologique, combinant une analyse qualitative assistée par logiciel et une analyse manuelle systématique des données collectées. Cette méthode permet d'approfondir la compréhension des enjeux financiers et d'obtenir des résultats fiables et validés.

Nous avons mené des entretiens semi-directifs avec des porteurs de projets, des représentants d'institutions financières, des experts en économie circulaire, ainsi que des acteurs du secteur public et privé soutenant ces initiatives. Ces entretiens ont été enregistrés et transcrits pour une analyse plus approfondie.

L'analyse des données est effectuée à l'aide du logiciel NVivo, qui nous aide à identifier et coder les thèmes centraux à partir des transcriptions d'entretiens et des documents pertinents. Simultanément. Cette double approche garantit une analyse rigoureuse et approfondie des pratiques financières des porteurs de projets dans le cadre de l'économie circulaire.

1.5 Annonce du plan

Afin de répondre aux objectifs de cette recherche, notre travail s'articule autour de trois chapitres principaux.

Le chapitre 1 est consacré au cadre conceptuel et à la revue de la littérature. Nous y abordons l'émergence de l'économie circulaire, ses fondements théoriques, ainsi que son lien étroit avec le développement durable et les Objectifs de Développement Durable (ODD). Ce chapitre explore également les mécanismes de financement actuels dédiés aux porteurs de projets circulaire, en insistant sur le rôle des institutions financières, des organisations internationales et sur les instruments financiers innovants. Une attention particulière est portée aux spécificités des start-ups circulaires, à leurs besoins financiers et aux obstacles auxquels elles sont confrontées.

Le chapitre 2 porte sur le cadre méthodologique. Il présente l'épistémologie retenue, la démarche et l'approche de recherche adoptées, ainsi que les outils utilisés pour la collecte et l'analyse des données, notamment les entretiens non directifs et semi-directifs réalisés auprès d'acteurs clés du financement de l'économie circulaire.

Enfin, le chapitre 3 est dédié à l'analyse et à la discussion des résultats. Il met en lumière les pratiques de financement observées chez les porteurs de projets circulaires en Algérie, les principales difficultés d'accès au financement, ainsi que les recommandations susceptibles d'améliorer le soutien financier à ce type d'initiatives durables

CHAPITRE 01
CADRE CONCEPTUEL ET REVUE DE
LA LITTÉRATURE

Section 01 : Émergence et Fondements de l'Économie Circulaire

Face aux limites du modèle économique linéaire et à l'urgence environnementale, l'économie circulaire s'impose comme une alternative durable (Castro et al., 2022). Cette section retrace l'émergence du concept, ses principales sources théoriques et les fondements qui en font aujourd'hui un modèle incontournable dans la transition écologique.

1.1 Genèse et Apparition de l'Économie Circulaire

L'économie circulaire n'est pas une invention récente. Ses racines remontent aux pratiques traditionnelles de réutilisation et de valorisation des déchets, bien avant l'ère industrielle. Cependant, c'est au cours des années 1970 que le concept commence à prendre forme dans la littérature académique, notamment avec les travaux de Walter Stahel sur l'économie de la fonctionnalité et ceux de Pearce et Turner qui introduisent explicitement le terme 'économie circulaire' dans un contexte économique. (Aggeri, Beulque, Micheaux, 2023)

Selon Ghisellini (2016) l'économie peut être perçue comme un système fermé, à l'image des cycles naturels. Dans cette perspective, l'économie circulaire émerge comme une réponse nécessaire au modèle linéaire traditionnel – basé sur l'extraction, la production et l'élimination devenu insoutenable face à la raréfaction des ressources et à l'aggravation des crises environnementales.

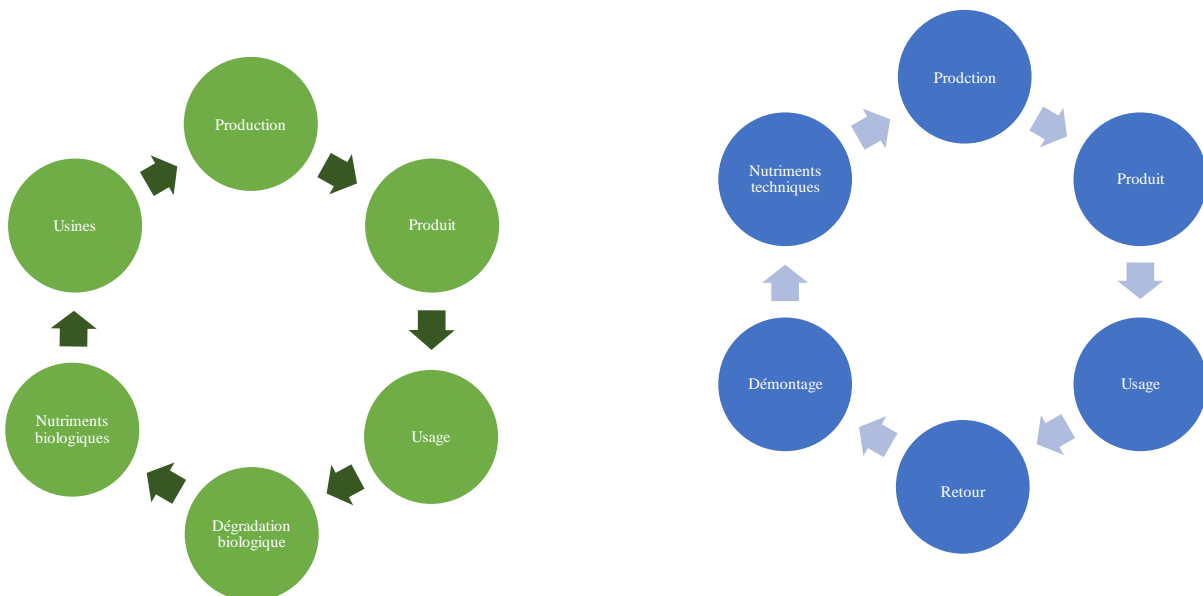
La genèse de l'économie circulaire trouve ses racines dans la nécessité de reconsidérer les modèles économiques fondés sur l'extraction, la consommation et l'élimination, en effet, ces modèles linéaires, bien qu'historiquement adaptés aux besoins industriels, ont progressivement montré leurs limites face aux enjeux de durabilité. C'est dans ce contexte que le concept d'économie circulaire a émergé, inspiré par des approches intégrées visant à boucler les flux de matières et d'énergie. (Arruda et al., 2021)

D'après Alcalde-Calonge (2022) plusieurs sources, l'économie circulaire s'inspire à la fois des anciennes pratiques de réutilisation et des principes de l'écologie industrielle. Elle commence à être reconnue officiellement dans les années 2000, notamment avec la Chine qui l'intègre à sa politique en 2008, suivie par l'Europe en 2012. Les recherches, d'abord axées sur des domaines comme le recyclage ou les zones industrielles écologiques, s'ouvrent peu à peu à des réflexions plus larges sur les modèles économiques et l'organisation des territoires.

D'autres approches théoriques ont aussi contribué à approfondir la réflexion autour de l'économie circulaire. Parmi elles, le concept Cradle to Cradle, proposé par Braungart et McDonough tel que cité dans l'article de [Omar & El-Hagggar, \(2017\)](#), met en avant un modèle de production qui s'inspire directement des cycles naturels, où les déchets deviennent des ressources. Cette logique est renforcée par la biomimétique, qui s'appuie sur les mécanismes du vivant pour innover, ainsi que par la permaculture, qui prône des systèmes agricoles durables et résilients. ([McDonough, William, Braungart, 2002](#))

La figure suivante illustre l'apport de ces différentes écoles de pensée à la vision systémique de l'économie circulaire.

Figure 1: Diagramme de Cradle-to-cradle design.



Source : ([McDonough, William, Braungart, 2002](#))

Contrairement au modèle linéaire "du berceau à la tombe" (cradle-to-grave), où les produits finissent en déchets, le C2C envisage deux cycles distincts :

- Cycle biologique : les matériaux organiques sont conçus pour se biodégrader et retourner à la nature sans nuire à l'environnement.
- Cycle technique : les matériaux synthétiques sont conçus pour être réutilisés indéfiniment sans perte de qualité, favorisant la réutilisation et le recyclage

1.1.1 Définition et Fondements de l'Économie Circulaire

L'économie circulaire a fait l'objet de multiples conceptualisations au fil des années, le chercheur [Kirchherr \(2023\)](#) propose une analyse approfondie de 221 définitions académiques de l'EC publiées entre 2017 et 2022, les résultats montrent le suivant :

Tableau 01: Principales tendances dans la conceptualisation de l'économie circulaire (2017–2022).

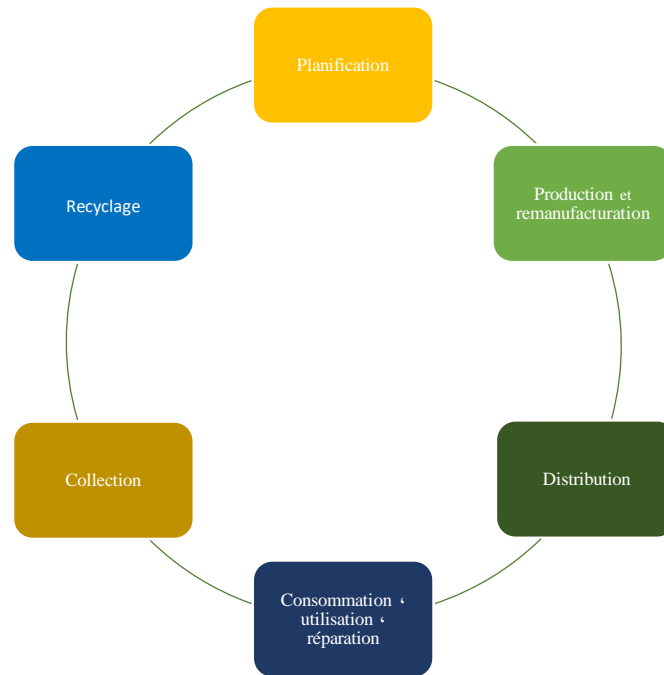
Dimensions	Tendances Observées	Données Chiffrées / Évolution
Consolidation	Les 3R (RRR) deviennent une base commune	Présents dans >70 % des définitions
Diversification	De nouveaux R apparaissent (ex. : récupérer)	8 % (2017) → 24 % (2022)
Perspective systémique	Vision globale (chaînes de valeur, écosystèmes, boucles fermées)	Fortement renforcée depuis 2020
Lien au développement durable	Lié aux enjeux de durabilité et de résilience économique	11 % (2017) → 27–31 % (2022)
Objectifs fréquemment cités	Réduction déchets, efficacité des ressources, maintien de la valeur, équité sociale	Mots-clés récurrents dans les définitions
Acteurs mentionnés	Approche multi-acteurs : entreprises, consommateurs, politiques, chercheurs	Producteurs (52 %), consommateurs (34 %), etc.
Leviers de transition	Rôle des technologies, compétences, politiques publiques	Mentionnés de plus en plus dans les travaux récents

Source : Auteure, à partir des résultats présenté par [\(Kirchherr et al., 2023\)](#).

L'économie circulaire se présente comme une nouvelle approche économique qui remet en question le modèle linéaire classique basé sur l'extraction, la production, puis l'élimination. Elle cherche à limiter le gaspillage en favorisant la réutilisation, la réparation et le recyclage des ressources, tout en s'inspirant du fonctionnement des écosystèmes naturels pour prolonger la durée de vie des produits et des matériaux. [\(Normandin et al., 2016\)](#)

Elle repose sur une logique de renouvellement constant, où les matériaux sont réutilisés autant que possible dans le processus de production, ce qui permet de réduire les déchets tout en améliorant à la fois la performance économique et la préservation de l'environnement. (Alhawari, Awan, et al., 2021) (Castro et al., 2022)

Figure 2:Processus C2C dans l'économie circulaire.



Source : Giacomo, Melella, Sabatano, 2023.

Selon Castro (2022), l'économie circulaire vise à découpler la croissance économique de l'épuisement des ressources naturelles en s'appuyant sur des systèmes régénératifs. Elle cherche à préserver la valeur des ressources en limitant déchets, émissions et consommation d'énergie. Au-delà de la gestion des matériaux, elle repose sur l'innovation, des pratiques durables comme l'écoconception, l'analyse du cycle de vie, et l'optimisation des flux, tout en intégrant les comportements des consommateurs.

Elle propose un modèle conçu pour régénérer les ressources, en rompant le lien direct entre croissance économique et exploitation des matières premières. Elle s'appuie sur des stratégies telles que la réparation, la réutilisation, le recyclage ou encore le reconditionnement, afin de prolonger l'usage des produits et préserver leur valeur économique et écologique (Royo et al., 2023). Les Fondements de l'économie circulaire selon cette vision :

- Régénération des ressources : concevoir des systèmes où les matériaux circulent de manière continue, tout en permettant le renouvellement des ressources naturelles.
- Fermeture des cycles : mettre en œuvre des pratiques telles que le recyclage, la réutilisation, la réparation ou le reconditionnement pour limiter les pertes de matière.
- Allongement de la durée de vie des produits : favoriser des solutions qui retardent l'obsolescence afin de réduire la pression sur les ressources.
- Transformation de la notion de déchet : considérer les objets en fin d'usage non comme des rejets, mais comme des ressources réintégrables dans le cycle économique.
- Vision systémique : articuler la conception des produits avec celle des services associés, dans une logique de conservation optimale de la valeur.

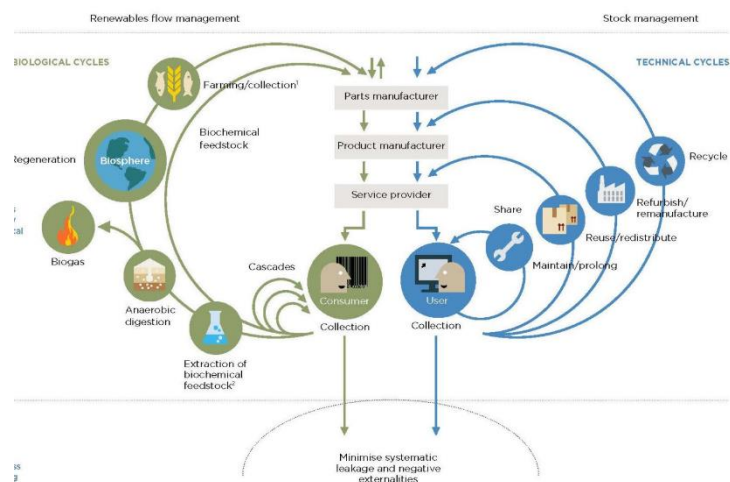
1.1.2 Les Travaux de la Fondation MacArthur

La Fondation Ellen MacArthur, fondée en 2010 par la navigatrice Ellen MacArthur, est une organisation à but non lucratif dédiée à l'accélération de la transition vers une économie circulaire. En tant qu'acteur clé à l'échelle mondiale, elle œuvre pour la recherche et la sensibilisation sur ce modèle économique auprès des entreprises, gouvernements et institutions.

Selon la Fondation, l'économie circulaire est un modèle "restaurateur et régénératif par nature", visant à préserver la valeur des produits, matériaux et composants à chaque étape de leur cycle de vie. Elle cherche à découpler la croissance économique de la consommation de ressources limitées. ([Fabienne Collard, 2020](#))

D'après [Fabienne Collard, \(2020\)](#) l'Ellen MacArthur Foundation définit trois principes clés de l'économie circulaire : minimiser l'utilisation des ressources naturelles en favorisant leur régénération et les sources renouvelables, prolonger la durée de vie des produits par la réparation, la réutilisation et le recyclage, et optimiser le système économique global en réduisant les impacts négatifs comme la pollution et l'épuisement des ressources.

Figure 3:Le diagramme « Papillon » de l'économie circulaire de Ellen MacArthur.



Source : Ellen MacArthur Foundation, 2019.

Afin d'illustrer la diversité des approches conceptuelles de l'économie circulaire, le tableau ci-dessous compare plusieurs définitions issues de la littérature académique. Il met en évidence les mots-clés récurrents, les différences d'angle (écologique, économique, systémique), et les auteurs majeurs ayant structuré la compréhension actuelle de ce concept.

Tableau 02: Comparaison des principales définitions de l'économie circulaire dans la littérature académique.

Auteurs (année)	Définition	Mots-clés / concepts centraux	Approche
Geissdoerfer, (2017)	L'économie circulaire est un modèle régénératif visant à maintenir la valeur des ressources, produits et matériaux aussi longtemps que possible tout en minimisant les impacts environnementaux.(Geissdoerfer et al., 2017).	Régénération, valeur, durée de vie, environnement.	Environnementale et économique.
Kirchherr, (2017)	Un système économique visant à prolonger le cycle de vie des produits et découpler la croissance économique de l'utilisation des ressources.(Kirchherr et al., 2017)	Découplage, cycle de vie, système économique.	Systémique et économique.

Ellen MacArthur Foundation (2013)	Un système industriel restauratif et régénératif fondé sur trois principes : préserver le capital naturel, optimiser les rendements, et améliorer l'efficacité des systèmes.(Geissdoerfer et al., 2017a)	Boucles fermées, design, efficacité, durabilité.	Industrielle et écologique.
Bocken, (2016)	L'économie circulaire inclut des stratégies de conception durable, d'économie de fonctionnalité, et de symbiose industrielle.(Bocken et al., 2016)	Conception, fonctionnalité, symbiose.	Design stratégique.

Source : Auteure, à partir des résultats de (Bocken et al., 2016; Geissdoerfer et al., 2017; Kirchherr et al., 2017).

1.1.3 Les Indices de la circularité 9R :

Selon Muñoz et al, (2024) de circularité 9R est un outil d'évaluation structuré qui s'appuie sur la hiérarchie des 9 stratégies circulaires (Refuser, Réduire, Réutiliser, Réparer, Rénover, Remanufacturer, Réaffecter, Recycler, Récupérer). En utilisant des méthodes comme l'analyse hiérarchique des processus (AHP), il attribue un poids à chaque action selon son impact environnemental. Les stratégies situées en amont, telles que Refuser ou Réduire, sont les plus valorisées, car elles permettent de limiter la consommation de ressources dès la conception. (Muñoz et al., 2024)

Ce cadre méthodologique aide les projets circulaires à mesurer leur performance circulaire, à cibler les axes d'amélioration et à comparer leur position dans leur secteur. Au-delà de l'évaluation, il offre une base stratégique pour renforcer la durabilité et la compétitivité dans un contexte de transition vers une économie plus responsable. (Ang et al., 2021)

1.2 Économie Circulaire et Développement Durable

L'économie circulaire s'inscrit pleinement dans la logique du développement durable, car elle vise à concilier efficacité économique, préservation de l'environnement et équité sociale. En repensant les modes de production et de consommation, elle contribue à un modèle de développement plus résilient et respectueux des limites planétaires (Gueddar, 2022 ; Fikri & Rhalma, 2023). Avant de comprendre ce lien, il convient d'abord de définir ce qu'est le développement durable.

1.2.1 Définition du développement durable

D'après [Gueddar, \(2022\)](#) Le concept de développement durable, introduit en 1987 dans le rapport Brundtland, va bien au-delà de la simple conservation des ressources naturelles. Il s'articule autour de trois dimensions fondamentales : la protection de l'environnement et des individus, la viabilité économique orientée vers le bien-être collectif, ainsi que la responsabilité envers les générations futures. Ce modèle cherche à équilibrer les enjeux sociaux, économiques, environnementaux et culturels, dans une démarche participative visant à construire une société plus équitable et durable.

UNICEF définit le développement durable comme un engagement à améliorer les conditions de vie actuelles tout en préservant les ressources pour l'avenir ([UNICEF, 2015](#)), les actions concrètes de l'UNICEF en matière de développement durable se traduisent par des résultats tangibles.

Par ailleurs, l'organisation forme chaque année près d'un million d'enfants aux Objectifs de Développement Durable (ODD) grâce à son réseau d'écoles partenaires, créant ainsi une génération consciente des enjeux environnementaux et sociaux ([UNICEF, Programme Éducation 2023](#)). Ces initiatives démontrent comment l'UNICEF opérationnalise sa vision du développement durable en conciliant besoins présents et futurs.

Il ne s'agit pas simplement d'une expression à la mode, mais d'un cadre stratégique global adopté par les politiques publiques, les entreprises, les ONG et les citoyens. Son objectif est de construire une société plus juste, équitable et écologiquement viable. ([Fikri & Rhalma, 2023](#))

Comme le souligne [Fikri & Rhalma, \(2023\)](#) face aux enjeux actuels tels que la crise climatique, la raréfaction des ressources et les inégalités croissantes, la durabilité s'impose comme un impératif stratégique. Des référentiels internationaux comme les normes ISO 14001 et ISO 26000 soutiennent cette transition en intégrant l'environnement et la responsabilité sociétale dans les organisations. À l'échelle mondiale, les Objectifs de Développement Durable de l'ONU offrent un cadre structurant, tandis que l'Union européenne, à travers son Pacte vert, vise une économie circulaire inclusive et neutre en carbone, soutenue par des financements et des exigences réglementaires.

1.2.2. Contribution de l'économie circulaire aux trois piliers du développement durable :

L'économie circulaire s'aligne étroitement avec les objectifs du développement durable en apportant des bénéfices concrets sur les plans environnemental, économique et social. Elle s'impose comme une approche transversale qui permet non seulement de préserver l'environnement, mais aussi de stimuler l'innovation économique et de renforcer la cohésion sociale. (Fikri & Rhalma, 2023)

- **Sur le plan environnemental** : réduction des déchets, protection des écosystèmes, limitation de l'empreinte carbone, et préservation des ressources naturelles grâce à des cycles fermés de production.
- **Sur le plan économique** : promotion de la croissance verte, création d'emplois durables, développement de modèles d'affaires innovants et encouragement à la consommation responsable.
- **Sur le plan social** : réduction des inégalités, amélioration de l'accès aux services essentiels, et consolidation de la gouvernance participative et inclusive.

L'Union européenne a intégré le développement durable comme objectif fondamental. Sa première stratégie adoptée en 2001 et renforcée en 2006, visait à concilier croissance économique, cohésion sociale et protection de l'environnement. Les priorités portaient notamment sur le climat, les transports, la santé publique et la gestion des ressources naturelles. Au fil du temps, de nouveaux enjeux ont été intégrés : consommation responsable, inclusion sociale, lutte contre la pauvreté, éducation, recherche et innovation. Depuis 2016, la stratégie européenne s'aligne sur l'Agenda 2030, avec une politique intégrant les ODD dans toutes les initiatives de la commission. (UE-SDD, 2017)

1.2.3 Importance de la durabilité dans le contexte économique actuel

Face aux défis environnementaux et sociaux actuels, la durabilité devient un levier incontournable pour assurer la résilience des organisations. Driouich (2024) soulignent que depuis les années 2000, elle s'impose comme une réponse stratégique à la raréfaction des ressources et aux inégalités croissantes. L'exemple d'Insertech (2020), *présenté dans Organisations et Territoires*, illustre concrètement cette dynamique : en combinant la réutilisation de matériel informatique et l'insertion professionnelle, l'économie circulaire y est mise au service d'une performance à la fois économique, sociale et environnementale. Ce

modèle démontre l'intérêt croissant pour une durabilité intégrée, capable de dépasser les limites du schéma linéaire classique.

L'étude de [Boar et al., \(2020\)](#), montre qu'elle stimule la redéfinition des modèles économiques, notamment à travers l'économie de partage, qui privilégie l'usage à la propriété. Cette approche limite la surconsommation et le gaspillage, tout en favorisant une production plus responsable. L'étude souligne aussi que plusieurs Objectifs de Développement Durable, comme les ODD 8, 11, 12 et 13, sont étroitement liés à l'adoption de modèles circulaires et collaboratifs. Face à la raréfaction des ressources, aux exigences réglementaires et aux attentes sociétales, intégrer ces principes devient essentiel pour garantir la compétitivité et la résilience des entreprises.

Tableau 03 : Classification des Objectifs de Développement Durable (ODD) selon les dimensions de la durabilité.

Dimension	SDG
Economie	SDG 8, 9, 10, 12
Société	SDG 1, 2, 3, 4, 5, 7, 11, 16
Environnement	SDG 6, 13, 14, 15

Source : [The SDGs, \(2016\)](#).

1.3 Contribution aux Objectifs de Développement Durable (ODD)

1.3.1. Présentation des ODD

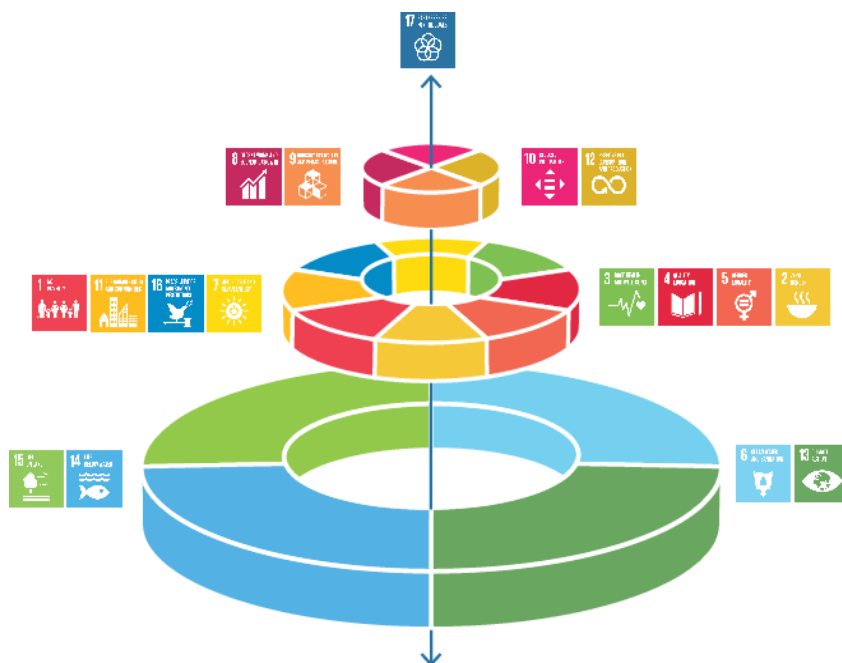
Les Objectifs de Développement Durable (ODD) constituent un ensemble de 17 objectifs universels adoptés en 2015 par les 193 États membres des Nations Unies dans le cadre de Classification des Objectifs de Développement Durable (ODD) selon les dimensions de la durabilité. ([l'UE 2017](#); [UNICEF, 2015](#))

L'Agenda 2030. Ils visent à éradiquer la pauvreté, protéger la planète et garantir la prospérité pour tous d'ici à 2030. Ces objectifs sont interconnectés et couvrent les trois dimensions du développement durable : économique, sociale et environnementale. ([Nations UNIES, 2017](#); [PNUD, 2023](#))

- Mettre fin à la pauvreté (ODD 1)
- Garantir la sécurité alimentaire (ODD 2)

- Assurer l'accès à la santé pour tous (ODD 3)
- Offrir une éducation de qualité (ODD 4)
- Promouvoir l'égalité entre les sexes (ODD 5)
- Faciliter l'accès à l'eau potable (ODD 6)
- Fournir une énergie propre et abordable (ODD 7)
- Encourager le travail décent et la croissance économique (ODD 8)
- Développer l'innovation et les infrastructures durables (ODD 9)
- Réduire les inégalités (ODD 10)
- Favoriser des villes durables (ODD 11)
- Encourager une consommation responsable (ODD 12)
- Agir contre les changements climatiques (ODD 13)
- Préserver la vie aquatique (ODD 14)
- Protéger les écosystèmes terrestres (ODD 15)
- Promouvoir la paix, la justice et des institutions solides (ODD 16)
- Renforcer les partenariats pour atteindre ces objectifs (ODD 17)

Figure 4:La pyramide des ODD



Source : The SDGs Wedding Cake, (2016).

1.3.2 Rôle de l'économie circulaire dans la réalisation des ODD

L'économie circulaire suscite un intérêt croissant en tant que modèle de développement capable de répondre simultanément aux enjeux économiques, environnementaux et sociaux. De nombreuses études et institutions internationales reconnaissent désormais son apport concret dans l'atteinte des Objectifs de Développement Durable (ODD). À ce titre, plusieurs contributions académiques et rapports officiels soulignent sa pertinence dans la mise en œuvre de ces objectifs.

« L'économie circulaire (EC) est de plus en plus reconnue comme un levier fondamental pour atteindre plusieurs des Objectifs de Développement Durable (ODD), notamment l'ODD 12 (consommation et production responsables), l'ODD 13 (action pour le climat) et l'ODD 8 (travail décent et croissance économique). » ([Rapport AIODIS, COI, 2023](#))

« L'économie de partage peut contribuer à la réalisation des ODD tels que la croissance économique (ODD 8), l'innovation (ODD 9) ou encore la consommation durable (ODD 12). » ([Boar et al., 2020](#))

Les jardins urbains peuvent également contribuer à l'action climatique (ODD 13) et à l'enrichissement de la biodiversité locale (ODD 15). »([Boar et al., 2020](#))

Ainsi, l'économie circulaire s'impose comme un vecteur opérationnel clé pour l'agenda 2030, en contribuant simultanément à des ODD de nature économique (8, 9), environnementale (12, 13, 15) et sociale.

A) ODD 9 : Industrie, innovation et infrastructure

L'objectif de développement durable occupe une place clé dans la transition vers un modèle économique plus durable. Il rejoint directement les principes de l'économie circulaire, qui vise à optimiser l'utilisation des ressources, limiter le gaspillage et favoriser l'innovation industrielle. L'étude de [Kirchherr \(2023\)](#), révèle que seuls 9 % des entreprises mondiales adoptent actuellement des pratiques circulaires, bien que la tendance soit à la hausse. En Europe, l'application de ces solutions dans les infrastructures industrielles a déjà permis une baisse de 25 % des émissions de CO₂, notamment dans les secteurs de la construction, de l'automobile et de l'électronique.

L'innovation dans les infrastructures et la gestion des ressources est essentielle pour réduire les empreintes carbone des industries tout en maximisant leur efficacité. Par exemple, l'adoption de technologies de recyclage avancées et la digitalisation des processus industriels permettent de réaliser des économies substantielles, tant en termes de coûts que de réduction des déchets.(Boar, 2020).

Le rapport de l'Organisation Internationale du Travail (OIT) estime que la transition vers une économie circulaire pourrait générer plus de 10 millions de nouveaux emplois dans le monde d'ici 2030. Ces emplois proviendraient principalement de la gestion des ressources, du recyclage et de la réparation des produits, secteurs dont l'innovation est au cœur des stratégies pour la durabilité.(International Labour Organization, 2023)

B) ODD 12 : Consommation et production responsables :

Le (Rapport AIODIS, COI, 2023) souligne que l'économie circulaire est un levier clé pour atteindre l'ODD 12, axé sur la consommation et la production responsables. Cela implique une meilleure gestion des ressources, la réduction des déchets et la revalorisation des produits en fin de cycle. Dans cette dynamique, plusieurs pays de l'océan Indien adoptent des initiatives locales circulaires. Le rapport insiste aussi sur l'importance de renforcer les cadres juridiques et les compétences locales pour soutenir et diffuser les innovations écologiques à l'échelle régionale.

C) ODD 13 : Lutte contre les changements climatiques

Le rapport de la Commission de l'Océan Indien (2023) met en évidence le lien entre l'ODD 13 et l'économie circulaire, en montrant comment cette dernière peut contribuer à la lutte contre le changement climatique. La réduction des émissions de CO₂ passe notamment par la réutilisation des ressources et la gestion optimisée des déchets. Le rapport appelle à intégrer ces approches dans les politiques climatiques nationales, en renforçant la recherche, l'innovation verte et la coopération régionale. (Rapport AIODIS, COI, 2023)

L'économie circulaire joue un rôle clé dans l'atteinte de l'ODD 15, en limitant la dégradation des sols et la perte de biodiversité. Selon le rapport de la Commission de l'Océan Indien (2023), une meilleure gestion des ressources, via le recyclage et la valorisation des déchets organiques, contribue à restaurer les écosystèmes terrestres. De plus, la FAO (2021) encourage l'agriculture

circulaire pour réduire l'usage intensif des intrants chimiques et préserver la biodiversité des sols (FAO; IFAD; PAHO; WFP; UNICEF,2021)

D) 15 : Vie terrestre

Les modèles circulaires et collaboratifs peuvent contribuer à une gestion durable des ressources naturelles, à la réduction des déchets, et à la préservation des écosystèmes, en lien direct avec l'économie circulaire(Boarr, Bastida, Marimon, 2020).En réduisant la pression sur les écosystèmes terrestres.

L'économie circulaire joue un rôle clé dans l'atteinte de l'ODD 15, en limitant la dégradation des sols et la perte de biodiversité. Selon le rapport de la Commission de l'Océan Indien (2023), une meilleure gestion des ressources, via le recyclage et la valorisation des déchets organiques, contribue à restaurer les écosystèmes terrestres. De plus, la FAO (2021) encourage l'agriculture circulaire pour réduire l'usage intensif des intrants chimiques et préserver la biodiversité des sols. (FAO ; IFAD ; PAHO ; WFP ; UNICEF,2021)

Par exemple, la valorisation des déchets organiques et la prolongation du cycle de vie des produits permettent de limiter l'extraction excessive des ressources naturelles et la déforestation. Selon les auteurs, une mise en œuvre à grande échelle de la circularité pourrait prévenir la perte de biodiversité, notamment en favorisant des modèles agricoles régénératifs et une gestion économe de l'usage des terres (Kirchherr et al., 2023), et renforcer la résilience aux changements climatiques. Cette approche vise à transformer les modèles économiques traditionnels en systèmes plus durables et inclusifs.(PNUD, 2022)

En conclusion, loin d'être une simple tendance, l'économie circulaire repose sur des bases théoriques solides, une vision systémique et des principes régénératifs. Toutefois, pour qu'elle se concrétise à grande échelle, elle nécessite des mécanismes de financement adaptés et innovants, qui feront l'objet de la section suivante.

Section 02 : Le Financement des Projets d'Économie Circulaire

Dans cette section, nous allons analyser les différents types de porteurs de projets engagés dans l'économie circulaire, en mettant en lumière leurs caractéristiques, leurs motivations ainsi que les défis qu'ils rencontrent en matière de financement. Cette analyse permettra de mieux cerner leurs besoins spécifiques et d'identifier les leviers financiers les plus adaptés pour accompagner la mise en œuvre et le développement de leurs initiatives circulaires.

2.1 Les porteurs de projets circulaires

Les porteurs de projets circulaires représentent une nouvelle génération d'acteurs économiques qui opèrent une transformation fondamentale des modes de production et de consommation. Leur action s'inscrit dans le cadre conceptuel de l'économie circulaire, envisagée comme un système industriel régénératif et intentionnel. Ces acteurs se caractérisent par leur capacité à repenser intégralement les flux de matières et d'énergie, transformant les déchets en ressources et créant ainsi des boucles de valeur fermées. [\(Lecat et al., 2017\)](#)

Selon [Boldrini, \(2018\)](#) leur approche ne se limite pas à des améliorations marginales mais implique une refonte complète des chaînes de valeur, intégrant dès la phase de conception les principes d'écoconception, de durabilité et de régénération des écosystèmes. Leur modèle économique transcende la simple recherche de profit pour englober une création de valeur multidimensionnelle, combinant performance économique préservation environnementale et bénéfices sociaux.

2.1.1 Typologie de porteur de projets circulaire

La diversité des porteurs de projets circulaires peut être appréhendée à travers plusieurs catégories principales. Les entrepreneurs circulaires, qu'il s'agisse d'individus ou de startups, se distinguent par leur caractère pionnier dans le développement de technologies propres et l'adoption de modèles économiques innovants tels que l'économie de fonctionnalité ou les plateformes collaboratives. [\(Boldrini, 2018\)](#)

Les entreprises traditionnelles en transition représentent une autre catégorie engagée dans un processus progressif d'écologisation de leurs activités et de leurs produits. Les collectivités territoriales jouent quant à elles un rôle central en tant que planificateurs, coordinateurs et investisseurs dans les infrastructures circulaires, Enfin, les réseaux hybrides et écosystèmes

collaboratifs, composés d'alliances entre entreprises, centres de recherche et société civile, illustrent la dimension collective et partenariale de cette nouvelle économie. (Lecat et al., 2017)

2.1.2 Besoins spécifiques en financement selon le type de porteur

Selon l'étude de Linder (2023) il apparaît que les besoins en financement varient significativement selon le type de porteur de projet circulaire, en raison de la diversité des modèles économiques, des stades de développement et des profils de risque associés. Cette hétérogénéité rend nécessaire une adaptation fine des dispositifs de soutien financier.

Nous avons formulé une synthèse des besoins spécifiques en financement selon le type de porteur de projet circulaire sous forme de tableau :

Tableau 04: Typologie des porteurs de projets circulaires et leurs besoins spécifiques en financement.

Type de porteur de projet	Besoins= spécifiques en financement	Obstacles principaux
Startups circulaires	Financement d'amorçage, capital-risque, subventions à l'innovation	Faible historique financier, modèle non conventionnel difficile à évaluer
PME circulaires	R&D, modernisation des équipements, formation, acquisition de technologies circulaires	Accès limité au crédit bancaire, manque de garanties, méconnaissance des actifs circulaires
Entreprises établies en transition	Investissements lourds pour transformer la chaîne de valeur, technologies propres	Besoin de rentabilité rapide, inertie organisationnelle
Collectivités territoriales	Partenariats publics-privés, financement d'infrastructures circulaires à long terme	Cadres réglementaires complexes, dépendance aux financements publics

Source : D'après Linder et al.,(2023).

Ainsi, cette typologie met en lumière que le financement des projets d'économie circulaire ne peut reposer sur une approche uniforme. Il requiert des instruments adaptés à la maturité du projet, au type d'acteur, et aux spécificités du modèle économique circulaire.

2.2 Les Mécanismes de financement adaptés

2.2.1 Financement public

Le financement public joue un rôle central dans la promotion de l'économie circulaire, en particulier à travers des subventions, des prêts à faible taux d'intérêt et des garanties de prêt. Ces instruments permettent aux gouvernements de soutenir l'adoption de pratiques circulaires, le développement technologique et l'innovation.

A) Les subventions publiques

Les subventions publiques s'inscrivent directement dans le Plan d'action pour l'économie circulaire de la Commission européenne ([COMMISSION EUROPEENE,2019](#)) dont l'objectif est d'accompagner la conception de produits durables, de renforcer la production sobre en ressources et de déployer des modèles économiques circulaires au sein des chaînes de valeur .

Les subventions, non remboursables, sont souvent allouées selon les priorités nationales, avec pour objectif de renforcer la compétitivité, stimuler la croissance durable et créer des emplois, notamment dans les régions moins développées ([Majid & Naji, 2024](#))

Les aides peuvent couvrir des dépenses telles que l'acquisition de machines circulaires, la gestion des déchets ou la recherche et développement de technologies vertes. Des institutions publiques comme la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) et la Banque européenne d'investissement (BEI) soutiennent également les modèles circulaires à travers des programmes de cofinancement et des prêts, avec des investissements de plusieurs milliards d'euros dans les infrastructures de recyclage et l'économie circulaire. ([Zakariae Majid, Siham Naji, 2024](#); [Olga Aristeido, 2021](#))

B) Incitations fiscales

Selon [Vence & López Pérez \(2021\)](#), Ils proposent de supprimer les avantages fiscaux qui encouragent les modèles linéaires, comme les exonérations sur l'extraction de ressources naturelles, et de les remplacer par des incitations fiscales en faveur de l'économie circulaire (réparation, réemploi, remanufacturing). Cela consisterait à réorienter la fiscalité : réduire les taxes sur les activités nécessitant beaucoup de main-d'œuvre et augmenter celles sur l'utilisation de ressources non renouvelables, notamment via des taxes sur leur extraction ou leur importation.

Parallèlement, ils recommandent de stimuler l'éco-innovation en introduisant des mesures fiscales avantageuses : réduction de la TVA pour les services de réparation, crédits d'impôt pour la R&D liée à l'économie circulaire, et déductions pour les investissements dans les technologies de reconditionnement. Ils insistent aussi sur l'importance de la transparence en proposant un registre public des dépenses fiscales et une évaluation de leur impact environnemental. Les recettes générées par cette réforme pourraient ensuite être réinjectées dans le soutien aux PME innovantes et au développement d'infrastructures circulaires comme le tri et le recyclage. (Vence & López Pérez, 2021)

2.2.2 Financement privé

Le financement privé constitue un levier essentiel pour soutenir l'économie circulaire, en apportant aux entreprises des ressources financières à long terme. Il inclut divers acteurs tels que les fonds de capital-risque, les investisseurs providentiels (Business Angels) et les banques. Les fonds de capital-risque investissent dans des entreprises en démarrage ou en phase de croissance, notamment celles développant des solutions durables comme la récupération de matériaux ou la production d'énergie renouvelable. Ces investisseurs prennent des risques élevés en échange de rendements potentiellement importants. (Ameli et al., 2025)

Les Business Angels verts investissent leur propre argent dans des projets alignés avec la durabilité environnementale. Les chercheurs (Wustenhagen & Teppo, 2006) montrent que ces investisseurs jouent un rôle important dans les premières étapes des projets circulaires en leur apportant du financement patient et des conseils stratégiques.

A) Capital-risque durable

Le capital-risque durable finance des startups proposant des innovations écologiques et circulaires. Selon Polzin & Sanders (2020), l'essor de ces fonds est crucial car ils comblent l'écart entre l'idée et la commercialisation à grande échelle. Cependant, seulement 6 % des investissements de capital-risque dans l'UE en 2016 étaient liés à des activités « vertes », montrant que ce marché reste encore marginal par rapport au capital-risque classique.

B) Les fonds d'investissement à impact

Les fonds d'investissement à impact, tels que décrits par Karim Harji, Edward T. Jackson, (2018), visent à générer un retour financier tout en ayant un impact social ou environnemental mesurable. À l'échelle mondiale, les actifs sous gestion pour l'investissement d'impact étaient

estimés à 228 milliards USD en 2018 selon la GIIN (Global Impact Investing Network), avec une part croissante dédiée aux projets liés à l'économie circulaire.(Pardo, 2023)

Ils reposent sur une intention claire de transformation et une exigence de résultats concrets, comme la réduction des émissions ou la promotion de l'économie circulaire. Dans ce cadre, ils soutiennent des projets innovants – souvent portés par des start-ups – en favorisant le recyclage, l'écoconception ou la valorisation des déchets. Véritables leviers de changement, ces fonds comblent les limites du financement traditionnel et accompagnent la transition vers un modèle économique plus durable.(Crifo et al., 2020)

L'investissement à impact dans les projets circulaires permet d'attirer des capitaux tout en respectant des critères ESG (Environnementaux, Sociaux, de Gouvernance).Jackson et Harji, (2018) indiquent que près de 70 % des investisseurs à impact recherchent des projets dans les secteurs environnementaux, notamment la gestion des déchets et les énergies renouvelables.

Cependant, malgré une demande croissante pour des produits durables, l'accès à ce type de financement reste difficile en raison des attentes élevées en matière de rentabilité rapide et du risque perçu élevé lié aux modèles circulaires.

2.2.3 Partenariat public- privé et modèles hybrides

D'après Majid & Naji, (2024), ces dispositifs hybrides s'accompagnent de flux financiers complexes. Les pouvoirs publics y contribuent via des subventions, des marchés publics ou des dotations. Mais ces partenariats posent aussi des problèmes : conflits juridiques, manque de transparence ou objectifs environnementaux parfois flous.

Selon Kampelmann,(2016), ces PPP réunissent des acteurs publics régionaux, tels que l'Agence Bruxelles-Propreté, avec de grandes entreprises privées comme SUEZ, VEOLIA ou INDAVER. Ils forment des alliances où les responsabilités et les investissements sont partagés.

La combinaison de financements publics et privés est essentielle pour surmonter les risques élevés liés aux innovations circulaires. Selon Polzin & Sanders, (2020), les projets cofinancés par des fonds publics et privés avaient 50 % plus de chances de réussir leur mise en marché.

2.2.4 Instruments financiers innovants

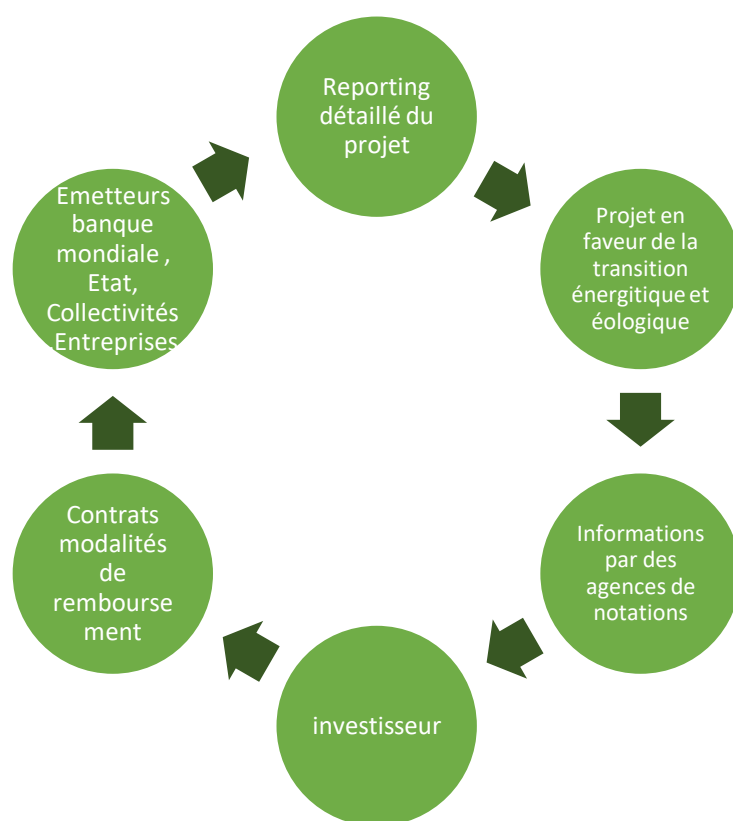
A) Les Obligations vertes (GREEN BONDS)

Les obligations vertes représentent désormais un outil essentiel pour canaliser des financements vers la transition écologique, en particulier au service de l'économie circulaire. Elles offrent aux États, aux entreprises et aux institutions une solution pour collecter des fonds dédiés à des projets ayant un impact environnemental. Dans ce cadre, elles sont notamment employées pour soutenir des actions en matière de gestion des déchets, de réemploi des matériaux, d'amélioration de l'efficacité énergétique et de valorisation des ressources. (Aishwarya Anandrao Shinde , 2021)

L'émission des obligations vertes est encadrée par des standards internationaux, notamment les Green Bond Principles édictés par l'International Capital Market Association (ICMA). Ces principes définissent quatre piliers fondamentaux : l'utilisation des fonds, le processus d'évaluation et de sélection des projets, la gestion des produits et l'obligation de reporting. (Ministères Aménagement du territoire Transition écologique, 2025)

Ce mode de structuration assure aux investisseurs que les capitaux levés seront effectivement consacrés à des projets ayant un impact environnemental réel. De plus, les émetteurs sont tenus de fournir des rapports réguliers précisant l'utilisation des fonds ainsi que les bénéfices environnementaux escomptés ou obtenus. Cette obligation de transparence joue un rôle clé dans le maintien de la confiance des parties prenantes et dans la prévention du greenwashing, c'est-à-dire la présentation fallacieuse d'initiatives comme écologiquement responsables alors qu'elles ne le sont pas réellement. (Andersson et al., 2015)

Figure 5:Mécanisme de fonctionnement d'une obligation verte.



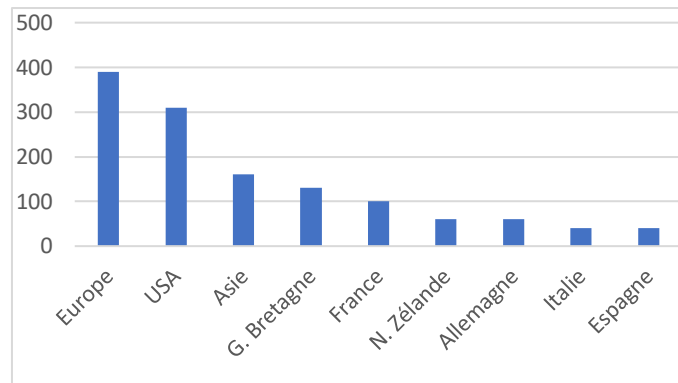
Source : [Ministères Aménagement du territoire Transition écologique, \(2025\)](#).

B) Financement participatif vert : Le crowdfunding vert

Le financement participatif, ou crowdfunding, est une forme de levée de fonds qui repose sur la contribution financière d'un grand nombre de personnes, généralement via des plateformes en ligne dédiées. Il s'agit d'une version moderne et collaborative d'un concept ancien : la souscription publique. Ce mode de financement a connu une croissance rapide ces dernières années. ([Firmin Maloba, 2016](#)) .

Le crowdfunding vert émerge comme une alternative accessible intéressante aux porteurs de projets ou aux entreprises n'ayant pas accès aux circuits de financement traditionnels pour financer des projets circulaires. [Goran Calic, Elaine Mosakowski, \(2016\)](#) constatent que les projets avec une orientation écologique sur les plateformes de financement participatif avaient 32 % plus de chances d'être financés avec succès que d'autres projets, car ils attirent une communauté de financeurs sensibles aux enjeux environnementaux

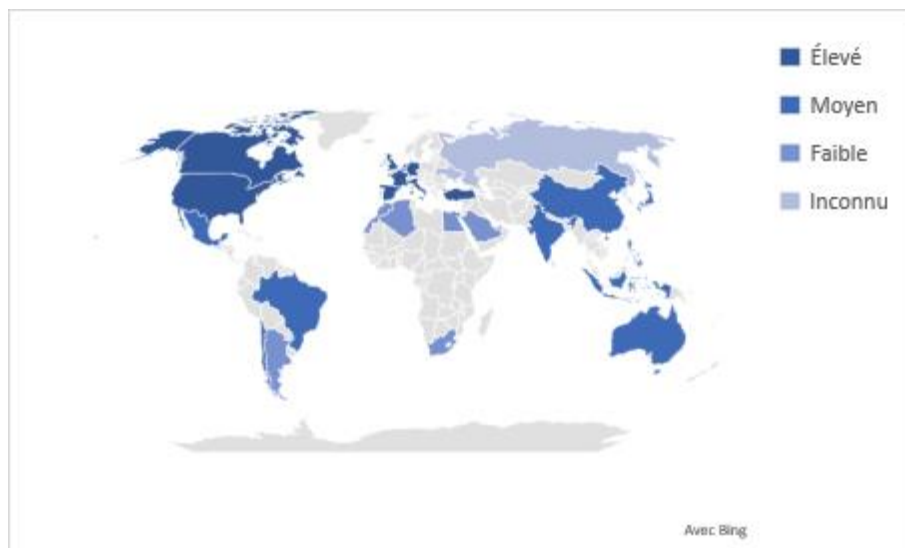
Figure 6:Nombre de plateformes de financement participatif par pays



Source : [Research Gate](#), (2021).

Il existe deux types de prêts : les prêts non rémunérés, où seul le capital est remboursé, et les prêts rémunérés, encadrés par le droit du crédit, souvent en "dernier rang" ([Firmin Maloba, 2016](#)).

Figure 7: Le marché mondial du financement participatif (crowdfunding).



Source : [Mordor Intelligence](#), (2021).

2.3 Définitions et concept des start-ups circulaire :

Les startups circulaires jouent un rôle clé dans la transition vers une économie durable. Grâce à leur flexibilité et à une culture d'entreprise créée autour des principes circulaires ([Claudia Aparecida De Mattos, Thiago Lourenço Meira De Albuquerque 2018](#)) elles peuvent innover rapidement et transformer les institutions existante ([Närvänen et al., 2021](#)) Toutefois, elles font face à plusieurs défis, notamment l'accès au financement, la création de valeur

environnementale et économique, ainsi que l'intégration des innovations dans leurs modèles d'affaires. (Ariztia & Araneda, 2022; Henry et al., 2023)

A) Définitions des startups circulaires

Une startup circulaire est une jeune entreprise innovante qui adopte dès sa création un modèle d'affaires basé sur la circularité, visant à minimiser l'extraction de ressources vierges, à maximiser la durée de vie des produits et à régénérer les systèmes naturels, en intégrant des stratégies comme l'éco-conception, la réutilisation, la remanufacturation et le recyclage. (Henry et al., 2020 ; Kirchherr et al., 2017)

Par ailleurs, ces startups jouent un rôle stratégique dans l'innovation institutionnelle en perturbant les anciens modèles économiques et en créant de nouvelles normes durables avorissant ainsi une transition plus rapide vers une économie circulaire(Närvänen et al., 2021). De plus, l'évolution technologique, notamment avec l'Industrie 4.0 leur permet d'intégrer des outils numériques pour optimiser la circularité de leurs processus.(Da Silva & Sehnem, 2024)

B) Evolution et Les Typologies des Start-ups circulaire

Selon(Mattos, Albuquerque 2018; Geissdoerfer et al., 2017) les startups circulaires connaissent une évolution remarquable depuis quelques années, marquant une transition progressive vers des modèles économiques plus durables. Contrairement aux entreprises traditionnelles, les startups circulaires ont l'avantage de pouvoir intégrer dès leur création les principes de circularité, car elles construisent leur culture organisationnelle sur des bases nouvelles et adaptées aux enjeux environnementaux.

L'étude de [Genois-Lefrançois, \(2024\)](#) montre que en 2024 en France, plus de 500 startups sont engagées dans des projets de l'économie circulaire , les recherches ont traité ces jeunes entreprises sous l'angle des "Green Startups", mais une spécialisation a émergé avec la reconnaissance des "Circular startups" comme une catégorie distincte. D'après [Henry, \(2020\)](#) les chercheurs ont proposé une typologie qui distingue cinq types de startups circulaires : design-based, waste-based, platform-based, service-based, et nature-based.

Aujourd'hui, 40 % de ces startups intègrent déjà des technologies numériques telles que l'IoT ou l'IA pour optimiser leurs processus circulaires ([European Circular Economy Stakeholder Platform, 2025](#)). Aujourd'hui, les startups circulaires ne se contentent plus de proposer des alternatives écologiques : elles réinventent profondément les logiques de production et de

consommation. À l'échelle mondiale, la transition vers une économie circulaire, soutenue par ces startups, pourrait générer jusqu'à 4,5 trillions de dollars de valeur économique d'ici 2030 (Ellen MacArthur Foundation, 2021)

Conformément aux travaux de Henry et al., (2020), qui ont analysé 128 modèles d'affaires de startups circulaires afin de mieux comprendre comment ces jeunes entreprises intègrent les principes de l'économie circulaire. Leur recherche a permis d'identifier cinq archétypes distincts de startups circulaires, le tableau suivant récapitule les principales typologies des startups circulaires identifiées par le chercheur :

Tableau 05: Typologie des Startups Circulaires.

Typologie	Focus	Exemple
Startups axées sur le design	Conçoivent des produits durables, modulables, réparables ou recyclables.	Conçoivent des produits durables, modulables, réparables ou recyclables.
Startups valorisant les déchets	Utilisent des déchets ou des matériaux recyclés comme matière première pour créer de nouveaux produits.	Transformation des déchets plastiques en mobilier, upcycling textile.
Startups de plateformes	Développent des plateformes pour favoriser la location, partage, réutilisation ou seconde vie des produits.	Plateformes de location d'objets, de vêtements, ou de revente entre particuliers.
Startups de services	Remplacent la vente de produits par la vente de services liés à l'usage des biens.	Location d'appareils électroniques avec maintenance incluse, vélos en abonnement mensuel.
Startups basées sur la nature	S'inspirent des processus naturels et biologiques pour créer des produits ou services circulaires.	Fabrication de matériaux biodégradables à partir de champignons, compostage circulaire.

Source : Réalisé par l'Auteure, à partir de Henry et al., (2020).

C) Les spécificités financières des start-ups circulaires

Les start-ups circulaires présentent des caractéristiques financières distinctes, qui influencent leur accès au financement et leur développement économique. Leur modèle repose sur la création de valeur régénérative, nécessitant des investissements lourds au départ pour atteindre une rentabilité sur le long terme. Selon l'étude de Lu (2024), les entreprises à forte orientation

d'impact, notamment circulaires, mettent en moyenne 20 % de plus de temps pour atteindre un seuil de rentabilité que les entreprises traditionnelles à but purement lucratif.

Selon une étude récente, environ 62 % des start-ups engagées dans l'économie circulaire rencontrent des difficultés spécifiques en matière de financement, souvent en raison de leur profil perçu comme risqué. Cette perception découle notamment de l'incertitude liée à leurs marchés émergents et à leurs innovations de rupture, mais aussi du manque de référentiels financiers adaptés pour évaluer ces modèles. Ainsi, leur accès aux financements traditionnels reste restreint : seules 15 % d'entre elles obtiennent un prêt bancaire en phase de lancement, contre 35 % pour les start-ups technologiques classiques. Les institutions financières traditionnelles peinent à intégrer les retombées positives environnementales ou sociales dans leurs critères de crédit. (Pardo, 2023)

2.3.2 Les principaux défis d'accès au financement

En complément de l'analyse des spécificités financières, l'étude de Lu (2024) a également mis en évidence les principaux défis auxquels les start-ups circulaires font face en matière d'accès au financement. Ces travaux soulignent que :

Les start-ups circulaires rencontrent plusieurs obstacles spécifiques lorsqu'elles cherchent à obtenir des financements. L'un des principaux défis est l'incertitude perçue par les investisseurs concernant la viabilité commerciale des solutions climatiques. Selon les auteurs les investissements en capital-risque dans les start-ups technologiques liées au climat servent de signal pour valider le potentiel commercial de ces solutions. Cependant, en l'absence de tels signaux, les investisseurs peuvent hésiter à financer des initiatives perçues comme risquées.

Un autre défi réside dans la complexité des modèles d'affaires circulaires, qui diffèrent des modèles traditionnels. Cette complexité peut rendre difficile l'évaluation des performances financières futures, ce qui dissuade certains investisseurs. De plus, les start-ups circulaires peuvent manquer de garanties tangibles, rendant l'accès aux prêts bancaires plus difficile.

Enfin, les politiques publiques et les incitations fiscales peuvent ne pas être suffisamment alignées pour soutenir efficacement les modèles économiques circulaires. L'absence de cadres réglementaires clairs et de soutien institutionnel peut limiter l'accès au financement pour ces start-ups.

2.3.3 Les sources de financement adaptés aux start-ups circulaires

A) Financement public

A.1) Subventions vertes et aides à l'innovation circulaire

Les gouvernements soutiennent activement start-ups engagées dans l'économie circulaire en proposant des subventions ciblées. Ces aides visent à encourager l'expérimentation et la mise en œuvre de solutions innovantes en matière de durabilité. Elles permettent aussi d'abaisser les coûts initiaux souvent élevés liés à la transition écologique. Ce type de soutien est crucial pour surmonter les défaillances du marché et stimuler l'adoption de nouveaux modèles d'affaires circulaires. (Marianna Mazzucato 2014 ; Polzin et al., 2016).

A.2) Financements européens pour la transition écologique

Les programmes européens tels qu'Horizon 2020 ou LIFE offrent des ressources substantielles pour financer la recherche, l'innovation et le déploiement de projets d'économie circulaire. Ces dispositifs permettent non seulement de soutenir les start-ups mais aussi de renforcer la collaboration transnationale entre universités, institutions et acteurs privés. Les financements européens sont souvent perçus comme des leviers puissants pour faire évoluer les écosystèmes industriels vers des modèles plus durables. (Rizos et al., 2016)

A.3) Financements nationaux et politiques publiques incitatives

À l'échelle nationale, des programmes publics soutiennent la transition verte à travers des instruments financiers adaptés aux priorités locales. Cela inclut des aides fiscales, des incitations à l'investissement ou encore des dispositifs de financement public-privé. Ces mesures permettent de structurer un cadre économique propice à l'économie circulaire tout en favorisant l'engagement des initiatives écologiques à long terme. (Bocken et al., 2014)

A.4) Rôle catalyseur de l'État dans les marchés émergents

L'État ne se limite pas à financer des projets : il intervient aussi comme architecte du changement structurel. En assumant un rôle de premier investisseur dans des secteurs encore peu matures, il réduit le risque perçu par les investisseurs privés et attire ainsi davantage de capitaux. Ce rôle de catalyseur est particulièrement visible dans les secteurs innovants et écologiquement stratégiques, comme le souligne Marianna Mazzucato, (2014) dans sa théorie de « l'État entrepreneur ».

B) Financement privé :

Dans le cadre du financement des startups circulaires, la littérature récente souligne l'importance croissante des incubateurs et accélérateurs spécialisés comme mécanismes d'appui stratégique et financier. Ces structures ne se contentent plus d'offrir un accompagnement entrepreneurial classique ; elles se positionnent désormais comme des plateformes d'innovation durable, ciblant spécifiquement les projets intégrant des principes de circularité. Elles fournissent un financement d'amorçage via des subventions, des prêts d'honneur ou des prises de participation, tout en mettant les entrepreneurs en relation avec des investisseurs à impact sensibles aux objectifs environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG). (Lit et al., 2024)

Par ailleurs, elles favorisent l'expérimentation à travers des écosystèmes collaboratifs qui intègrent entreprises, chercheurs, collectivités locales et institutions financières, renforçant ainsi la capacité des startups à accéder à des financements plus conséquents en phase de croissance.

B.1) Corpo-rate Venture

Certaines grandes entreprises créent des fonds de corporate venture pour financer des startups circulaires, dans une logique d'open innovation. [Rapport KPMG, \(2015\)](#) a montré que 56 % des grandes entreprises interrogées dans le secteur industriel prévoyaient d'augmenter leurs investissements dans des startups « vertes » pour intégrer rapidement des innovations circulaires dans leurs chaînes de valeur.

B.2) Les marchés publics écologiques (Green Public Procurement - GPP)

D'après [Opstal, Borms, \(2023\)](#) les marchés publics écologiques sont aujourd'hui considérés comme un levier indirect mais stratégique pour soutenir financièrement les startups circulaires. En intégrant des exigences environnementales dans leurs appels d'offres, les acheteurs publics favorisent l'émergence de solutions durables comme l'éco-conception ou le réemploi. Cela permet aux jeunes entreprises d'accéder à des revenus réguliers issus de contrats institutionnels, renforçant ainsi leur stabilité financière.

Par ailleurs, obtenir un marché public constitue un gage de crédibilité auprès d'investisseurs potentiels. Certains dispositifs vont même jusqu'à réserver des opportunités spécifiques aux acteurs de l'économie circulaire ou à inclure des clauses d'innovation, facilitant davantage l'accès à ces marchés pour les startups. Bien qu'encore peu exploités, ces outils sont de plus en

plus mis en avant dans la recherche comme moteurs de développement pour les modèles circulaires.

En somme, les porteurs de projets circulaires présentent des profils variés, ce qui engendre des besoins financiers diversifiés. Cependant, leur accès au financement reste limité en raison de la nouveauté de ces modèles, du manque de compréhension par les acteurs traditionnels, et de l'absence d'outils d'évaluation adaptés. D'où la nécessité de concevoir des instruments financiers innovants et ciblés pour accompagner efficacement la transition vers une économie circulaire.

Ainsi, les banques, les institutions financières et les organisations internationales jouent un rôle clé dans la mise en place d'une offre de financement adaptée aux spécificités de l'économie circulaire. Leur implication est essentielle pour structurer des mécanismes cohérents, accessibles et alignés avec les objectifs de durabilité, comme nous l'aborderons dans la prochaine section.

Section 03 : Le levier institutionnel du financement de l'économie circulaire

Dans un contexte mondial marqué par la transition vers un modèle économique plus durable, les institutions financières, les organisations internationales et les structures nationales jouent un rôle central dans le financement et la promotion de l'économie circulaire. Cette section explore d'une part, la manière dont les institutions financières s'adaptent à cette nouvelle logique économique, et d'autre part, le rôle stratégique des organisations internationales ainsi que le positionnement de l'Algérie dans cette dynamique globale.

3.1 Institutions financières

3.1.1 L'économie circulaire comme levier de transformation pour les institutions financières

Les banques jouent un rôle central dans la transition vers une économie circulaire, en orientant leurs financements vers des modèles durables. De grandes institutions financières telles qu'ING, HSBC ou encore la BEI ont déjà exprimé leur engagement en ce sens (EMF, 2020). Ce type d'investissement offre aux banques des avantages stratégiques, notamment la diversification de leur portefeuille, en finançant des entreprises perçues comme moins risquées. (Arbenius & Norling, 2023)

D'après ([Adnane MEHIRIG, 2022](#)) aujourd'hui, les banques s'engagent dans le financement de l'économie circulaire dans le but de redorer leur image et de se distancier de la perception selon laquelle elles sont uniquement des agents axés sur le profit. Par ailleurs, la transition circulaire pourrait générer jusqu'à 1 800 milliards d'euros de gains nets d'ici 2030 en Europe, grâce à une meilleure efficacité des ressources. Cet engagement permet également aux banques d'améliorer leur image, entachée depuis la crise de 2008, et de répondre aux attentes sociétales et réglementaires en matière de durabilité, tout en réduisant leur exposition aux risques réputationnels.

Les institutions financières, au-delà des banques, tirent également des avantages stratégiques de l'économie circulaire. Par exemple, les compagnies d'assurance peuvent développer des produits spécifiques pour les biens réutilisés, favorisant leur usage prolongé et renforçant la confiance des consommateurs dans les produits recyclés. ([Ilic, Đukić, Balaban, 2020](#))

Les fonds d'investissement et les hedge funds perçoivent l'économie circulaire comme un levier de rentabilité durable, en transformant les contraintes environnementales en opportunités d'investissement à long terme. En finançant des projets circulaires, ils génèrent des rendements ajustés aux critères de durabilité, ce qui renforce l'attractivité de ces marchés auprès des investisseurs institutionnels. Parallèlement, les institutions de microfinance profitent de soutiens croissants de la part des grandes banques, ce qui leur permet d'appuyer les initiatives circulaires portées par de petites entreprises et de jeunes entrepreneurs, favorisant ainsi l'innovation locale et l'inclusion économique. ([Arbenius & Norling, 2023](#))

Selon ([Adnane MEHIRIG, 2022](#)) les institutions financières non bancaires jouent un rôle clé dans la transition vers l'économie circulaire en offrant des financements plus flexibles et accessibles que les banques traditionnelles. Elles facilitent ainsi l'accès aux ressources pour les porteurs de projets circulaires. En finançant le développement de marchés secondaires pour les produits recyclés, elles contribuent à revaloriser ces produits, augmentant les revenus des producteurs tout en limitant les risques liés aux prêts. Par ailleurs, en créant des fonds durables collectifs et en s'appuyant sur des technologies d'évaluation avancées, elles renforcent le soutien aux projets circulaires d'envergure.

3.1.2 Le rôle des institutions financières dans la promotion de l'économie circulaire

Selon un rapport de la [FONDATION ELLEN MACARTHUR, \(2023\)](#) Les acteurs financiers renforcent progressivement leur implication dans la dynamique de l'économie circulaire,

traduisant une évolution notable des flux de capitaux. Depuis 2020, les encours des fonds publics d'actions ayant pour objectif — total ou partiel — de soutenir ce modèle économique ont été multipliés par six, atteignant plus de deux milliards de dollars. Cette progression est portée notamment par de grandes institutions telles que BlackRock, Crédit Suisse et Goldman Sachs, qui ont lancé plusieurs fonds spécialisés entre 2017 et 2020.

Par ailleurs, de nouveaux instruments financiers adaptés aux besoins des projets circulaires ont vu le jour. Parmi eux, les obligations circulaires ont permis à des entreprises de mobiliser des financements dédiés, grâce à l'appui de banques telles que BNP Paribas, HSBC ou ING. Le capital-risque orienté vers les modèles circulaires connaît lui aussi une forte croissance, avec une multiplication par dix du nombre de fonds depuis 2016. (FONDATION ELLEN MACARTHUR, 2023)

Certaines banques prennent des initiatives ambitieuses : par exemple, Intesa Sanpaolo a mis à disposition une ligne de crédit de 5 milliards d'euros pour appuyer les initiatives circulaires. À un niveau plus global, la Banque européenne d'investissement, en partenariat avec cinq établissements bancaires majeurs, a structuré un programme de co-investissement et de prêts d'un montant de 10 milliards d'euros dédié à cette transition. (FONDATION ELLEN MACARTHUR, 2023)

L'innovation touche aussi le secteur des assurances : des groupes comme AXA conçoivent désormais des produits adaptés aux nouveaux usages circulaires, notamment ceux liés à la location, la réutilisation ou l'économie du partage, afin de mieux gérer les risques spécifiques à ces pratiques. (FONDATION ELLEN MACARTHUR, 2023)

Enfin, un changement profond se dessine dans le rôle des institutions financières, qui ne se limitent plus à financer, mais accompagnent désormais les entreprises dans l'intégration de la circularité au sein de leurs modèles économiques. Elles contribuent ainsi à transformer leur image, souvent perçue comme strictement tournée vers la rentabilité, en celle d'acteurs responsables et engagés pour la durabilité. Cette évolution est également soutenue par un cadre réglementaire plus exigeant, à travers des outils comme la taxonomie verte européenne ou des référentiels d'évaluation tels que Circulytics, qui renforcent la transparence et la mesure des performances circulaires. (FONDATION ELLEN MACARTHUR, 2023)

3.1.3 Les limites pour les institutions financières face à l'économie circulaire

Les institutions financières rencontrent plusieurs obstacles dans la promotion de l'économie circulaire. Elles font face à un manque de données fiables et harmonisées sur la performance des modèles circulaires, ainsi qu'à l'absence d'outils de mesure standardisés largement adoptés. Les cadres réglementaires et comptables actuels ne sont pas adaptés à la valorisation de ces modèles, et les incitations fiscales ou réglementaires restent limitées. ([Adnane MEHIRIG, 2022](#))

De plus, l'incertitude sur les rendements à long terme, le manque d'expertise, la difficulté à financer les infrastructures circulaires, et la résistance au changement des acteurs traditionnels freinent leur engagement ([FONDATION ELLEN MACARTHUR, 2023](#)). Cela implique d'intégrer la circularité dans les standards comptables et d'encourager la transparence, afin de guider plus efficacement les décisions d'allocation de capitaux.

3.2 L'appui des organisations internationales au développement de l'économie circulaire

3.2.1 Le rôle de l'Union Européenne

L'Union européenne a placé l'économie circulaire au cœur de sa stratégie de développement durable ([Dragomir, 2024](#)), notamment à travers le Pacte vert pour l'Europe et le programme Horizon Europe. Face à une dépendance notable environ 50 % des matières premières sont importées l'UE vise à renforcer l'autonomie économique tout en réduisant son empreinte écologique. ([Horizon 2020 - European Commission](#))

La transition vers un modèle circulaire s'appuie sur une évolution du principe des 3R (Réduire, Réutiliser, Recycler) vers une logique plus complète des 9R ([Dragomir, 2024](#)), intégrant la réparation, la régénération ou encore la remanufacturation. La Commission européenne a mis en place un paquet réglementaire dédié, ciblant les secteurs clés comme le textile, l'électronique, le plastique ou le bâtiment, avec des normes de durabilité, d'écoconception et de recyclabilité. ([Horizon 2020 - European Commission](#))

Le programme Horizon Europe, doté d'un budget de plus de 95,5 milliards d'euros pour la période 2021-2027, finance des projets novateurs dans des domaines variés tels que la valorisation des biodéchets, le traitement des eaux usées, ou encore la fabrication de produits biodégradables. Des appels à projets comme "Circular Economy and Bioeconomy Sectors" ou

"Decarbonisation of industries through circular approaches" visent à encourager des boucles de production fermées. ([Horizon 2020 - European Commission](#))

En parallèle, le Centre pour des villes circulaires (C3) accompagne les collectivités locales dans l'intégration de modèles durables à leur échelle, contribuant à l'objectif global de neutralité carbone d'ici 2050, avec une étape intermédiaire de réduction de 55 % des émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030 ([De Pascale et al., 2023](#)). L'ensemble de ces mesures traduit l'ambition de l'UE de construire une économie résiliente, sobre en carbone et ancrée dans des cycles vertueux de production et de consommation.

3.2.2 Le rôle des agences onusiennes (PNUD, PNUE)

A) PNUD (Programme des Nations Unies pour le développement)

Le PNUD joue un rôle central dans la promotion du financement durable en intégrant les principes de l'économie circulaire dans ses programmes. Par exemple, l'initiative "Climate Promise" du PNUD soutient les pays dans l'élaboration de plans climatiques ambitieux, en mettant l'accent sur des solutions circulaires pour réduire les émissions de gaz à effet de serre et renforcer la résilience aux changements climatiques. Cette approche vise à transformer les modèles économiques traditionnels en systèmes plus durables et inclusifs. ([PNUD, 2022](#))

Le PNUD soutient activement des projets locaux qui intègrent l'économie circulaire comme levier de développement durable. En Tunisie, par exemple, un projet pilote à Djerba a été lancé pour valoriser les déchets organiques en compost, impliquant les communautés locales et créant des emplois verts. Ce modèle est en cours de répliation dans d'autres régions du pays. Au Burundi, le PNUD accompagne l'entreprise sociale Kaze Green Economy, qui produit du charbon écologique à partir de déchets agricoles, contribuant ainsi à la lutte contre la déforestation et à la gestion durable des ressources. ([PNUD, 2025](#))

B) PNUE (Programme des Nations Unies pour l'Environnement)

Le PNUE joue un rôle central dans la promotion de l'économie circulaire à l'échelle mondiale. En 2022, il a publié une feuille de route soulignant que la transition vers une économie circulaire pourrait générer une économie de 1 270 milliards de dollars, en tenant compte des coûts et des recettes liées au recyclage, et éviter 3 250 milliards de dollars supplémentaires grâce aux externalités évitées en matière de santé, de climat, de pollution et de dégradation des écosystèmes marins ([UNEP - UN Environment Programme, 2023](#))

Le PNUE collabore activement avec les gouvernements pour intégrer l'économie circulaire dans leurs politiques nationales. Par exemple, au Pakistan, le PNUE a aidé à mettre en place des réglementations visant à améliorer l'efficacité énergétique, ce qui devrait entraîner des économies d'énergie annuelles de 1,3 TWh d'ici à 2030 et des réductions d'émissions équivalant au retrait de 630 000 voitures particulières de la circulation.([UNEP - UN Environment Programme, 2023](#)). De plus, le PNUE a lancé l'Engagement mondial pour une nouvelle économie des plastiques, en partenariat avec la Fondation Ellen MacArthur, rassemblant des entreprises et des gouvernements autour d'une vision commune d'une économie circulaire des plastiques.([Diana Barrowclough, Carolyn Deere Birkbeck, 2022](#))

Le PNUE affirme qu'une transition vers des modèles circulaires pourrait permettre de réduire jusqu'à 80 % de la pollution plastique d'ici 2040. Dans cette optique, le PNUE encourage une refonte globale des systèmes de production, de consommation et de gestion des déchets, soutenue par une coopération internationale renforcée et des mécanismes de financement adaptés. Du côté de l'Union européenne, l'économie circulaire est intégrée comme un pilier fondamental du Pacte vert pour l'Europe, dont l'objectif est d'atteindre la neutralité carbone d'ici 2050, avec une étape clé consistant à réduire de 55 % les émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030.

Le programme Horizon Europe, bras financier de la politique de recherche et d'innovation de l'UE, mobilise un budget conséquent de 95,5 milliards d'euros sur la période 2021-2027. Ce programme finance des projets axés sur la valorisation des déchets, l'écoconception, la bioéconomie circulaire, et les technologies de récupération des matériaux, avec des appels à projets ciblés comme Circular Economy and Bioeconomy Sectors ou From Waste to Resources. ([UNEP - UN Environment Programme, 2023](#))

La Banque européenne d'investissement (BEI) soutient également cette dynamique en mobilisant des fonds pour le développement d'infrastructures circulaires, soulignant que les besoins d'investissement dans ce domaine sont estimés à plusieurs centaines de milliards d'euros au niveau européen dans les décennies à venir. ([Tour d'horizon, 2024](#))

3.3 Contexte Algérien

3.3.1 Transition circulaire en Algérie

L'étude de (Louhab, 2023) met en lumière les limites du modèle économique algérien, longtemps fondé sur une logique linéaire et fortement carbonée. La crise du COVID-19 a révélé les fragilités sociales et économiques de ce système, exacerbant la précarité de l'emploi et l'instabilité des chaînes d'approvisionnement. Dans ce contexte, des solutions comme l'éco-conception, le réemploi, la valorisation des déchets apparaissent comme des pistes crédibles pour une transition vers une économie plus résiliente et créatrice d'emplois durables.

L'Algérie affiche une volonté politique affirmée de soutenir la transition écologique et circulaire, notamment à travers des programmes destinés aux PME et startups. En 2020, le ministère de l'Environnement et des Énergies Renouvelables a lancé une "Stratégie nationale de l'économie circulaire" pour réduire la dépendance aux ressources naturelles, encourager la réutilisation des déchets, et promouvoir des projets verts (Ministère de l'Environnement et de la Qualité de la Vie, 2020).

Cette dynamique s'est renforcée avec l'adhésion de l'Algérie au programme SwitchMed, une initiative financée par l'Union européenne qui vise à soutenir les écosystèmes d'entrepreneuriat vert et circulaire en Méditerranée. Dans ce cadre, plus de 150 entrepreneurs verts ont été formés en Algérie depuis 2020 selon (Switchmed, 2023).

Cependant, la contribution des petites et moyennes entreprises (PME) à cette dynamique reste limitée. Malgré une volonté affichée d'impliquer les PME dans la transition verte, ces structures souffrent d'un manque d'innovation, d'un faible accès aux financements, ainsi que de modèles économiques encore fragiles et peu flexibles. Cela freine leur capacité à adopter des modèles circulaires performants. (Abbabsa & Zedira, 2024)

En matière de législation, plusieurs textes ministériels ont récemment encouragé les projets verts :

- Le **Décret exécutif n° 20-254** du 15 septembre 2020 relatif aux incitations fiscales pour les projets utilisant des énergies renouvelables ou favorisant l'économie verte.
- La **Loi n° 04-20** relative à la prévention des déchets, leur valorisation et leur élimination, qui pose un cadre pour l'économie circulaire.

- Le **Plan National Climat 2020-2030**, qui intègre l'économie verte comme levier pour la création d'emplois verts et le soutien aux initiatives entrepreneuriales.

Par ailleurs, l'Algérie ambitionne de recycler 60% des déchets inertes, 47% des déchets dangereux et d'atteindre un taux de réutilisation de l'eau purifiée de 40% d'ici 2035. ([Ministère de l'Environnement et de la Qualité de la Vie, 2025](#)).

Ainsi, si l'Algérie a posé les premières pierres d'une économie circulaire inclusive, la pleine exploitation de ce potentiel passera nécessairement par une meilleure structuration de l'écosystème startup, l'accès à des financements adaptés, et l'intégration de la recherche et de l'innovation technologique dans les modèles d'affaires circulaires.

Par ailleurs, les travaux de recherche sur les startups circulaires et leurs financements en Algérie sont quasi inexistantes. Aucune donnée statistique officielle ne recense actuellement ces jeunes entreprises engagées dans l'économie circulaire, ce qui témoigne d'un manque de visibilité et de reconnaissance de leur rôle potentiel. Cette lacune scientifique et institutionnelle représente un frein majeur à la structuration d'un écosystème circulaire dynamique.

3.3.2 Programmes de coopération en faveur de l'entrepreneuriat vert en Algérie

Selon le rapport de ([La GIZ, 2021](#)), l'Algérie bénéficie d'un accompagnement international croissant en matière de transition vers une économie circulaire. Des programmes tels que FILREC visent à structurer les filières de recyclage, tandis que des initiatives conjointes avec le PNUD mobilisent des financements (à hauteur de 0,87 million USD) pour renforcer la résilience climatique à travers des solutions innovantes comme l'assurance inclusive. Par ailleurs, le programme Switch Med, soutenu par l'Union européenne, a permis de former plus de 150 entrepreneurs verts en Algérie depuis 2021, illustrant un appui concret au développement de l'entrepreneuriat circulaire. ([La GIZ, 2021](#))

Le tableau suivant présente une synthèse des principales initiatives soutenues par la GIZ, le PNUD et l'Union européenne, illustrant les actions concrètes mises en œuvre en Algérie pour appuyer le développement de l'économie circulaire et l'entrepreneuriat vert :

Tableau 06: Synthèse des initiatives de soutien à l'économie circulaire en Algérie (GIZ, PNUD, Switch Med).

Initiative / Programme	Objectifs	Acteurs impliqués	Actions principales	Chiffres clés	Source
FILREC (Renforcement des Filières de Recyclage)	Structurer et améliorer les filières de tri, collecte et recyclage	GIZ, Ministère de l'Environnement	Accompagnement technique, sensibilisation, structuration du marché du recyclage	-	(GIZ, 2021)
Soutien aux PME et startups vertes	Promouvoir les modèles économiques durables et circulaires	GIZ, PME locales	Formations en éco-conception, ateliers sur les modèles circulaires, accompagnement au financement	-	(GIZ, 2021)
Programme d'appui à l'innovation verte (avec PNUD)	Renforcer la résilience économique et l'innovation écologique	GIZ, PNUD, Ministères algériens	Développement de solutions d'assurance inclusive, financement vert	0,87 million USD alloués	(UNDP, 2023)
Switch Med	Soutenir l'entrepreneuriat circulaire en Méditerranée	Union Européenne, GIZ, SCP/RAC, Ministère algérien de l'Environnement	Formation des entrepreneurs, accompagnement à l'élaboration de business plans verts	120 entrepreneurs verts formés en Algérie depuis 2021	(SWITCHMED, 2021)

Source : Auteure, à partir de (SWITCHMED, 2023; GIZ, 2021; UNDP, 2023)

En conclusion, le financement de l'économie circulaire nécessite l'implication renforcée des acteurs institutionnels à tous les niveaux. Malgré des avancées, des défis persistent en matière de réglementation, de coordination et d'accès aux financements. En Algérie, les initiatives existantes restent limitées. Une stratégie plus cohérente et des capacités institutionnelles accrues sont indispensables.

CHAPITRE 02
CADRE METHODOLOGIQUE
ET
PLAN ORGANISATIONEL

Section 01 : Choix méthodologique

Cette section a pour but d'exposer les fondements théoriques et conceptuels sur lesquels repose cette recherche. Elle permet de situer l'étude dans son cadre académique en définissant les notions clés et en identifiant les principales approches adoptées par la littérature existante. Ce cadre de référence est essentiel pour orienter l'analyse et appuyer les choix méthodologiques qui seront présentés ultérieurement.

1.1 Épistémologie de recherche

Car notre étude est une étude qui s'inscrit dans une problématique complexe mêlant innovation financière, durabilité et changement de paradigme économique, nous optons pour l'intérêt d'une posture interprétativiste. Selon (Thanh, 2015) l'approche interprétativiste cherche à comprendre les phénomènes à travers l'expérience vécue des acteurs concernés.

Elle nous permet ainsi de saisir en profondeur la diversité des représentations, des logiques d'action et des perceptions des parties prenantes autour du financement de l'économie circulaire. Ce cadre paraît particulièrement adapté pour analyser la manière dont les porteurs de projet et les institutions perçoivent et exploitent les enjeux et les opportunités liés au financement circulaire, dans un contexte de remise en question des schémas financiers traditionnels.

1.2 Démarche de recherche

Cette recherche s'inscrit dans une démarche qualitative exploratoire, cohérente avec celle de travaux récents (Ameli et al., 2025; Arbenius & Norling, 2023; Bienfait & Raufflet, 2023), dont nombre d'entre eux ont mobilisé des méthodes qualitatives pour analyser les logiques institutionnelles, les perceptions des acteurs impliqués dans l'économie circulaire et les pratiques de financement dans ce champ.

Cette orientation méthodologique s'inscrit également dans le cadre défini par Aktouf, O, (1987) pour qui, l'approche qualitative cherche à appréhender la complexité des phénomènes sociaux en s'appuyant sur l'étude des discours, des comportements et des interactions, tels qu'ils se manifestent dans leur environnement réel.

1.3 Approche de recherche

L'approche méthodologique adoptée repose sur un raisonnement inductif, qui consiste à partir d'observations concrètes pour construire progressivement des généralisations ou des cadres théoriques. Cette méthode s'appuie sur la collecte de données spécifiques, dans le but de repérer des tendances ou des régularités permettant de dégager des interprétations explicatives. Comme le mentionne (Thomas, 2006), l'analyse inductive facilite la synthèse des données brutes en une forme structurée, en assurant une cohérence entre les objectifs de la recherche et les résultats obtenus, tout en contribuant à l'émergence d'un modèle interprétatif des phénomènes étudiés.

Cette approche a été choisie pour cette recherche, car elle permet d'élargir progressivement la compréhension des pratiques de financement dans le secteur de l'économie circulaire et pour comprendre comment les acteurs financiers adaptent leurs stratégies d'investissement pour soutenir des projets circulaires en s'appuyant sur les données empiriques collectées sur le terrain.

Section 02 : Méthode de collecte de des données

Après avoir précisé la posture et la logique de recherche, la section suivante présentera le terrain d'enquête, les acteurs rencontrés, ainsi que les modalités pratiques de collecte et d'analyse des données.

2.1 Les outils de collecte des données

La collecte des données s'effectuera par le biais d'entretiens semi-directifs. Ce type d'entretien combine des questions ouvertes prédéfinies avec la flexibilité d'explorer des thèmes émergents en fonction des réponses des participants, favorisant ainsi une compréhension approfondie des perceptions et expériences relatives aux stratégies de financement pour l'économie circulaire. (Kallio, 2016) Soulignent que les entretiens semi-directifs sont largement utilisés dans la recherche qualitative afin d'obtenir une compréhension commune d'un sujet tout en permettant aux participants de soulever des questions importantes pour eux.

Afin d'assurer la pertinence et la comparabilité des entretiens, quatre guides d'entretien distincts ont été élaborés, chacun adapté au profil des personnes interrogées :

- Un guide destiné aux responsables du CNTPP, orienté sur les dispositifs d'accompagnement, les enjeux institutionnels et les partenariats intersectoriels ;

- Un guide pour les représentants des institutions financières axé sur les critères d'évaluation, la perception du risque et les mécanismes de financement ;
- Un guide destiné aux porteurs de projets et fondateurs de startups circulaires, visant à recueillir leurs parcours, obstacles rencontrés, besoins spécifiques et expériences de terrain ;
- Un guide conçu pour les experts dans le domaine avec une approche plus ouverte, afin de recueillir des visions stratégiques et prospectives.

En complément de ces entretiens semi-directifs, des entretiens non directifs ont également été menés spécifiquement avec des experts nationaux et internationaux du domaine. Ce format, qui laisse une totale liberté de parole à l'interviewé, vise à recueillir des récits et points de vue spontanés, riches en interprétations.

L'entretien débutait systématiquement par une question ouverte du type : Selon vous quels sont aujourd'hui les principaux freins ou leviers au financement des projets d'économie circulaire en Algérie ? Cette formulation visait à engager une réflexion libre, sans orienter les réponses, tout en restant centrée sur la problématique de recherche.

D'après [Gélinas Proulx & Dionne, \(2010\)](#), l'entretien non directif se caractérise par une forme d'échange fluide, qui encourage les participants à raconter librement leur vécu, tout en permettant à l'intervieweur et à l'interviewé de construire ensemble la signification des propos.

Tableau 07: Renseignements des interviewés.

Interviewé	Poste	Catégories	Institution	Technique
1	Experts Conseiller Technique projet SENEC.	Organisations internationales.	GIZ	Non-directif.
1	Déléguée de la jeunesse et assistante de projet.	Organisations internationales.	PNUD	Non-directif.
3	Chef de service coopération internationale / Chef de département administration générale/Chef de département.	Organisme public.	CNTPP	Semi-directif.

7	Sous-directeur /analystes crédit /chargé d'affaires / directeur d'agence/ conseiller en financement.	Institutions financière publiques.	Banques	Semi-directif.
10	Porteur de projet.	Profil entrepreneurial innovant / traditionnel	-	Semi-directif.

Source : Auteure.

2.1.2 Ancrage scientifique des guides d'entretiens

Dans le cadre de cette recherche, quatre guides d'entretien ont été élaborés afin d'explorer de manière approfondie les différentes dimensions du financement dans l'économie circulaire. Chaque guide est structuré en plusieurs axes thématiques, choisis en fonction de leur pertinence pour le sujet étudié. La construction de ces axes repose sur une revue rigoureuse de la littérature scientifique, garantissant ainsi un ancrage théorique solide. Les articles et travaux académiques sélectionnés ont permis de définir des thématiques clés et d'orienter la formulation des questions, assurant la pertinence et la validité des entretiens réalisés. Le tableau suivant présente pour chaque guide d'entretien, les axes correspondants ainsi que les références scientifiques qui ont servi à leur élaboration.

Tableau 08 : Tableau de synthèse des thématiques et sources pour le guide d'entretien CNTPP.

Guide d'entretien	Axes	Articles scientifiques / Sources
Guide 01 CNTPP	Situation générale et perception	(Abbabsa & Zedira, 2024 ; Ghisellini et al., 2016)
	Actions mises en place	(Arbenius & Norling, 2023 ; « La nouvelle stratégie nationale de l'environnement » ; Stratégie de l'UE pour le Développement Durable (UE-SDD), 2017)
	Sensibilisation et comportement des acteurs	(Abbabsa & Zedira, 2024 ; Castro et al., 2022)
	Cadre réglementaire et institutionnel	(Crifo et al., 2020 ; Vence & López Pérez, 2021)
	Financement de l'économie circulaire	(Arbenius & Norling, 2023 ; Gerges, 2024 ; Majid & Naji, 2024 ; Polzin & Sanders, 2020)
	Défis et perspectives	(Alcalde-Calonge et al., 2022 ; Ameli et al., 2025 ; Crifo et al., 2020)

Source : Auteure.

Ce tableau offre une vue d'ensemble claire des grands axes du guide d'entretien CNTPP (voir ANNEXE A) et des références scientifiques mobilisées pour chaque axe, il facilite la compréhension de l'ancrage théorique des questions et garantit la rigueur méthodologique de l'enquête.

Tableau 9 : Tableau de synthèse des thématiques et sources pour le guide d'entretien institutions financières.

Guide d'entretien	Axes	Articles scientifiques / Sources
Guide 02 Institutions financières	Stratégies actuelles ou en cours de développement	(Bourdin et al., 2022 ; European Investment Bank, 2020 ; « La nouvelle stratégie nationale de l'environnement », Linder et al., 2020)
	Mise en place d'un système de financement de l'économie circulaire orienté projets/ startup	(Bourdin et al., 2022 ; Genois-Lefrançois et al., 2024 ; Horizon 2020 - European Commission)
	Résultats attendus	(Bocken et al., 2014; Muñoz et al., 2024; Wustenhagen & Teppo, 2006)

Source : Auteure.

Les axes retenus s'appuient directement sur les références bibliographiques listées tout en intégrant des thématiques issues du guide CNTPP et de l'analyse du premier entretien pilote. Le guide détaillé est disponible en (Annexe D).

Tableau 10 : Tableau de synthèse des thématiques et sources pour le guide d'entretien porteurs de projets.

Guide d'entretien	Axes	Articles scientifiques / Sources
Guide 03 Porteurs de projets	Présentation générale	(Abbabsa & Zedira, 2024 ; Ariztia & Araneda, 2022 ; Henry et al., 2023 ; Kirchherr et al., 2023)
	Accompagnement et environnement	(Bourdin et al., 2022 ; « Startups and Circular Economy Strategies », 2023)
	Besoins et défis	(Arbenius & Norling, 2023; Majid & Naji, 2024)
	Financement	(Afrique ; Financing-the-circular-economy-Capturing-the-opportunity.pdf ; Ameli et al., 2025 ; Crifo et al., 2020 ; Lu et al., 2024)

Source : Auteure.

Ce tableau synthétise, pour le guide porteur de projets (ANNEXE E), les principaux axes d'entretien enrichis par les références académiques mobilisées.

Pour le guide à destination des experts (Annexe F), nous avons procédé en deux étapes complémentaires :

➤ **Ancrage bibliographique et méthodologique**

Nous avons puisé dans les études récentes sur le financement de l'économie circulaire afin de repérer les obstacles récurrents, les attentes des porteurs de projet et les leviers d'action.

Ces travaux ont directement inspiré la construction des trois axes, obstacles au financement, attentes et leviers, stratégies et critères bancaires, en couvrant à la fois les dimensions économiques, institutionnelles et pratiques constatées sur le terrain.

➤ **Itération à partir du terrain**

Lors du premier entretien pilote, les acteurs interrogés (représentants de banques, porteurs de projets) ont identifié des points saillants : difficultés d'accès, attentes précises vis-à-vis des établissements financiers, critères d'analyse souvent inadaptés.

Nous avons reformulé et enrichi chaque question pour qu'elle réponde directement à ces besoins exprimés, garantissant ainsi que l'entretien expert permette de confirmer, nuancer ou challenger les constats empiriques tout en s'appuyant sur un cadre théorique robuste.

2.1.3 Analyse des entretiens

Les entretiens non directifs, menés principalement avec des représentants d'organisations internationales (PNUD, GIZ), ont été traités manuellement en raison de leur nature plus libre et de leur nombre limité.

L'analyse a consisté à :

- Lire attentivement les verbatim ;
- Identifier les points saillants liés aux dynamiques de financement durable ;
- Regrouper les extraits selon les axes analytiques principaux ;
- Intégrer les contributions dans la grille générale d'analyse.

Cette méthode a permis de conserver la richesse de la parole experte tout en assurant une cohérence avec les autres données recueillies.

Les entretiens semi-directifs ont été analysés à l'aide du logiciel NVivo, qui facilite le traitement et la structuration de données qualitatives. Le processus d'analyse via NVivo s'est articulé selon les étapes suivantes :

a) Transcription et importation

Tous les entretiens ont été retranscrits intégralement sous forme de verbatim, puis importés dans NVivo, classés par catégorie d'acteur afin de faciliter la gestion du corpus.

b) Pré-codage

Une lecture exploratoire a permis de repérer les premières unités de sens. Des notes analytiques ont été prises pour initier le processus de codage ouvert.

c) Codage thématique

Des nœuds thématiques ont été créés pour regrouper les extraits selon les thématiques émergentes : obstacles au financement, dispositifs existants, rôle des institutions, recommandations, etc. Le codage a été réalisé manuellement dans NVivo, en s'appuyant sur une grille inductive construite à partir des données du terrain.

d) Regroupement et structuration

Les codes ont été regroupés en catégories analytiques autour de trois grands axes : obstacles, leviers, recommandations. Cette étape a permis de structurer la réflexion en croisant les regards des différents acteurs.

e) Requêtes et visualisation

Les outils intégrés à NVivo (requêtes de cooccurrence, nuages de mots, matrices) ont permis de valider les régularités identifiées et d'explorer les écarts de perception entre acteurs.

2.1.4 Axes analytiques

L'ensemble du processus d'analyse a permis de dégager trois grands axes de réflexion, qui structurent l'interprétation des résultats :

1. **Les obstacles rencontrés** par les porteurs de projets circulaires en matière de financement (inadéquation des produits financiers, méconnaissance du modèle circulaire, absence d'évaluation adaptée, faible prise de risque des institutions financières) ;
2. **Les leviers d'action identifiés**, qu'ils soient institutionnels, financiers ou opérationnels (accompagnement, subventions, soutien international, engagement public) ;
3. **Les recommandations formulées** par les acteurs interrogés, portant sur l'adaptation des politiques publiques, l'innovation financière, et la nécessité de dispositifs spécialisés.

Cette méthode vise à croiser les données empiriques et les perspectives sectorielles afin de dégager une compréhension fine des dynamiques de financement durable dans le contexte de la transition circulaire en Algérie.

2.1.5 Analyse documentaire

En complément des entretiens semi-directifs et non directifs menés auprès des acteurs clés sur le terrain, une analyse documentaire a également été réalisée. Cette méthode a permis de renforcer la compréhension du sujet étudié en accédant à des informations qui ne sont pas toujours disponibles directement sur le terrain.

C'est pourquoi une analyse documentaire a été menée en parallèle. Elle a porté sur un ensemble de documents pertinents tels que :

- Des rapports et publications officiels émanant du Ministère de l'Environnement ;
- Des conventions internationales ratifiées par l'Algérie ;
- Des programmes nationaux et stratégiques liés à la transition verte, à la gestion des ressources ou à l'économie circulaire ;

2.2 Plan organisationnel

Dans le cadre de cette recherche, l'enquête de terrain a été menée principalement au sein du Centre National des Technologies de Production plus Propre (CNTPP), qui a constitué une structure d'accueil pertinente en raison de son positionnement central dans la promotion de l'économie circulaire en Algérie. Toutefois, afin de recueillir une diversité de points de vue et de compléter l'analyse, plusieurs déplacements ciblés ont été effectués auprès d'autres

structures-clés impliquées, directement ou indirectement, dans le financement et l'accompagnement des projets circulaire en Algérie.

Le Centre National des Technologies de Production plus Propre (CNTPP), établi par le décret exécutif n° 02-262 du 17 août 2002, est un établissement public à caractère industriel et commercial, placé sous la tutelle du Ministère de l'Environnement et des Énergies Renouvelables. Il joue un rôle central dans la mise en œuvre de la politique environnementale industrielle de l'Algérie, en se concentrant sur la promotion des technologies de production plus propres et la prévention de la pollution à la source.

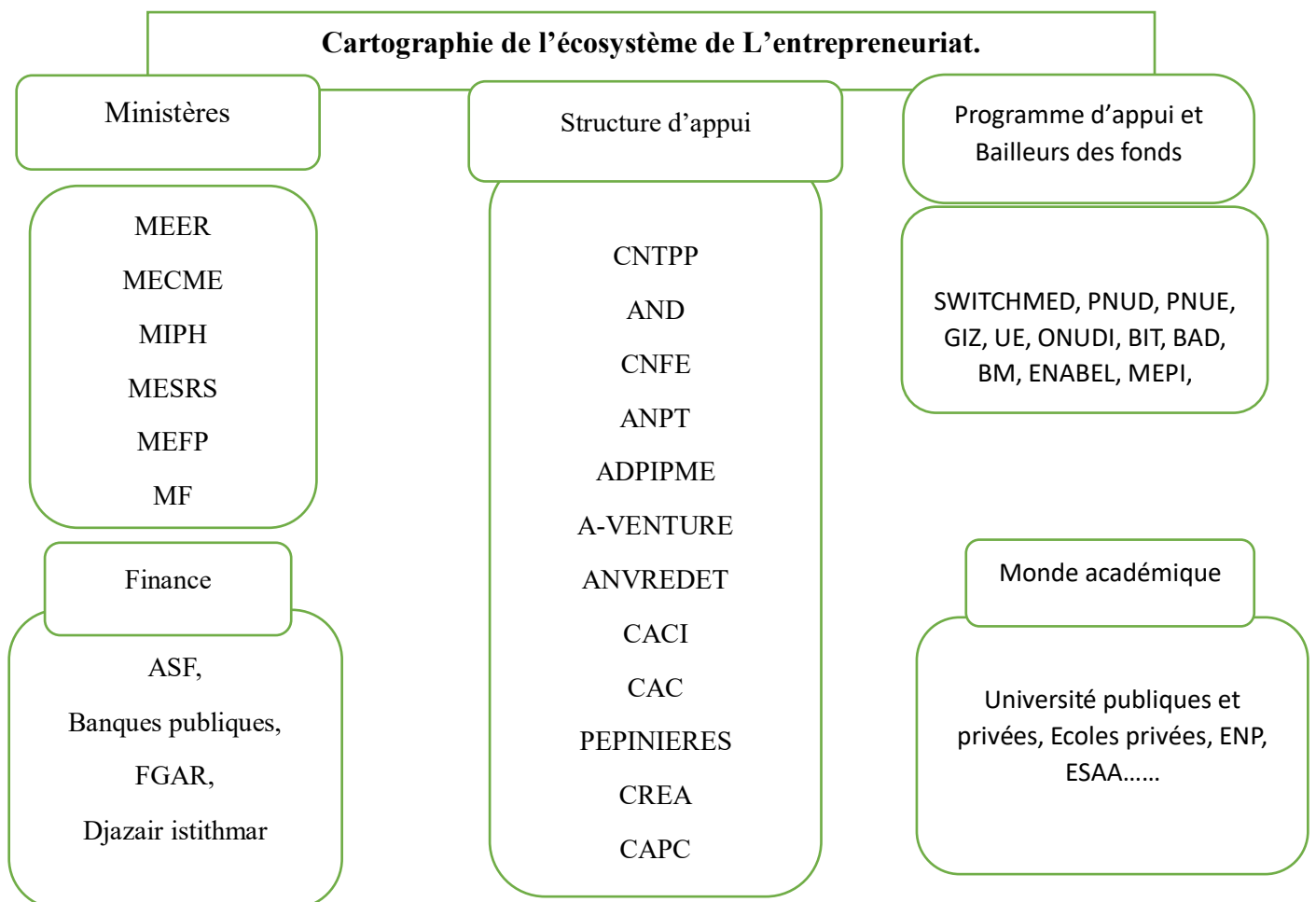
Le CNTPP poursuit plusieurs objectifs stratégiques dans le domaine environnemental :

- **Promotion et sensibilisation** : Le centre œuvre activement à la diffusion du concept de production plus propre, en sensibilisant les parties prenantes aux avantages environnementaux et économiques de l'adoption de technologies propres. Il organise des campagnes de sensibilisation, des événements et des ateliers pour informer les entreprises, les décideurs et le grand public sur ces technologies.
- **Assistance technique et soutien aux investissements** : Il fournit une expertise technique et des conseils aux entreprises et investisseurs souhaitant adopter des technologies respectueuses de l'environnement, facilitant ainsi la transition vers des pratiques industrielles durables.
- **Fourniture d'informations et de ressources** : Le CNTPP met à disposition des industries des informations pertinentes pour améliorer leurs procédés de production, en mettant l'accent sur l'accès aux technologies plus propres et l'accompagnement aux certifications associées.
- **Coopération internationale** : Il développe des partenariats avec des institutions et organisations internationales pour favoriser le transfert de technologies, l'innovation et la mise en œuvre de pratiques durables à l'échelle régionale et mondiale.
- **Évaluation environnementale** : Le CNTPP assume une mission de service public en évaluant le passif environnemental du secteur industriel et en réalisant des études pour identifier les impacts environnementaux des activités industrielles, proposant ainsi des mesures de mise à niveau et d'amélioration.

Afin d'enrichir la compréhension des mécanismes de financement, une exploration approfondie a été réalisée auprès de différentes parties prenantes :

- **Des institutions financières** ont été sollicitées pour identifier les modalités actuelles de financement des startups à dimension circulaire et les critères d'évaluation utilisés ;
- **Des porteurs de projets et des fondateurs de startups** circulaires ont été interrogés afin de recueillir leurs retours d'expérience concrets sur l'accès au financement, les freins rencontrés et les leviers mobilisés ;
- **Des institutions publiques** telles que Fonds Algérien pour les startups (ASF) ont apporté une vision sur les politiques publiques et les instruments d'aide existants ;
- **Des organisations internationales** ont été consultées pour comprendre leur rôle dans le financement indirect, le plaidoyer, et le transfert d'expertise dans le domaine de l'économie verte.

Figure 8: Cartographie de l'écosystème de L'entrepreneuriat.



Source : Document interne du CNTPP.

CHAPITRE 03
RESULTATS ET DISSCUSIONS

Section 01 : Résultats obtenus

Dans cette section, nous présentons une analyse approfondie des pratiques de financement des porteurs de projets d'économie circulaire. À travers une série d'entretiens qualitatifs menés avec des experts d'organisations internationales, des représentants d'institutions publiques, des acteurs financiers et des porteurs de projets eux-mêmes, cette étude cherche à comprendre les dynamiques actuelles du financement circulaire.

1.1 Perceptions générales sur la transition vers une économie circulaire en Algérie

L'entretien a été mené avec un expert, conseiller technique de projet au sein de la GIZ, dans le cadre de notre étude sur les pratiques de financement liées à l'économie circulaire. La discussion, d'une durée d'environ deux heures, s'est déroulée de manière libre et ouverte, sans guide d'entretien structuré, afin de permettre à l'expert de développer ses idées selon sa propre logique.

À partir des informations fournies, nous avons organisé et synthétisé les propos recueillis autour de trois thèmes clés liés à la coopération internationale, aux mécanismes de financement, et à la situation de l'économie circulaire en Algérie

La structuration en tableau ci-dessous vise à restituer de manière claire et analytique le contenu de cet échange.

Tableau 11 : Analyse thématique de l'entretien – Réponses de l'interviewé sur le thème 01.

Thème 01 Cadre institutionnel et politique	Informations clés
Fragmentation des responsabilités	L'économie circulaire en Algérie reste un sujet transversal sans cadre institutionnel centralisé. Plusieurs ministères (Environnement, Industrie, Start-up, Agriculture) s'y intéressent mais de façon isolée, sans réelle coordination nationale.
Absence de stratégie nationale intégrée	Contrairement à la France ou à l'UE, l'Algérie ne dispose pas encore d'un plan national dédié à l'économie circulaire, avec des objectifs clairs, des budgets affectés et un cadre juridique incitatif.

Faible intégration dans les politiques publiques	L'économie circulaire n'est pas encore intégrée de manière systémique dans les politiques de développement durable ou industrielle. Elle est souvent limitée aux aspects de gestion des déchets, sans vision globale de transformation des modèles de production et de consommation.
---------------------------------------------------------	--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

Source : Auteure, à partir de l'entretien réalisé.

Interprétation :

Ce premier thème met en lumière un constat assez fréquent dans les politiques publiques algériennes : une dispersion des responsabilités et une absence de coordination réelle. L'économie circulaire reste abordée de manière ponctuelle, souvent sous l'angle environnemental, alors qu'elle devrait faire l'objet d'une vision transversale. L'absence d'une stratégie nationale claire et partagée freine la lisibilité des actions sur le terrain et empêche de mobiliser les acteurs autour d'une même dynamique. On comprend ici que, sans une volonté politique forte et un cadre institutionnel cohérent, il sera difficile d'enclencher un changement à grande échelle.

Tableau 12: Analyse thématique de l'entretien – Réponses de l'interviewé sur le thème 02.

Thème 02 Mécanismes de financement et appuis disponibles	Informations clés
Implication des banques locales	Les banques algériennes n'offrent que très peu de produits adaptés au financement de projets circulaires. L'absence de "crédit vert" ou de lignes de financement dédiées freine l'émergence d'initiatives entrepreneuriales durables.
Insuffisance des incitations financières publiques	Il existe peu de subventions, d'avantages fiscaux ou de garanties publiques pour soutenir les projets circulaires. Les instruments comme ceux utilisés en Europe (exonérations, bonus écologiques) sont quasi inexistant dans le contexte algérien.
Dépendance aux projets internationaux pilotes	Plusieurs projets circulaires en Algérie sont portés par la coopération internationale (GIZ, PNUD, UE), mais leur portée reste limitée. Ils sont souvent expérimentaux, sans continuité structurelle ou financement pérenne de l'État.

Source : Auteure, à partir de l'entretien réalisé.

Interprétation :

Ce deuxième tableau fait apparaître une réalité bien connue des porteurs de projets en Algérie, le financement est un véritable point de blocage. Les banques n'ont pas encore développé d'outils spécifiques pour l'économie verte ou circulaire, et l'appui de l'État reste limité. Les initiatives restent souvent dépendantes de financements extérieurs, notamment via les projets de coopération. Cela crée une forme de fragilité structurelle, car une fois les projets pilotes terminés, il y a rarement une continuité. Ce constat renforce l'idée qu'un écosystème financier adapté est indispensable pour faire émerger des modèles économiques circulaires durables.

Tableau 13 : Analyse thématique de l'entretien – Réponses de l'interviewé sur le thème 03.

Thème 03 Enjeux, opportunités	Informations clés
Potentiel économique et écologique non exploité	L'économie circulaire peut générer des emplois, valoriser les déchets industriels et ménagers, et réduire la dépendance aux ressources vierges. En Algérie, ce potentiel est encore sous-estimé et peu intégré aux politiques de relance économique.
Importance de l'accompagnement technique et de la formation	Les porteurs de projets manquent d'expertise pour structurer des modèles circulaires viables. Les initiatives comme les ateliers de formation sont utiles mais insuffisantes à grande échelle.
Nécessité d'un changement de paradigme productif	L'approche linéaire "produire-consommer-jeter" domine encore. L'économie circulaire nécessite un changement culturel et industriel profond, impliquant l'éco-conception, la réparation, la mutualisation, etc. Cela demande une stratégie nationale ambitieuse.

Source : Auteure, à partir de l'entretien réalisé.

Interprétation :

Ce dernier thème nous rappelle que malgré toutes les limites institutionnelles et financières, l'économie circulaire représente une vraie opportunité pour l'Algérie. Le pays produit une quantité importante de déchets valorisables, et de nombreux secteurs pourraient bénéficier d'approches circulaires. Mais le manque de compétences techniques, d'accompagnement et surtout de changement dans les mentalités freine cette dynamique. Tant que la logique "produire, consommer, jeter" reste dominante, il sera difficile de faire émerger un modèle plus

responsable. Ce thème montre donc que la transition vers une économie circulaire n'est pas seulement une question technique, mais aussi culturelle et politique.

Tableau 14 : Principaux éléments issus de l'entretien avec le représentant du PNUD.

Point abordé	Contenu de la réponse
Rôle du PNUD en Algérie	Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) joue un rôle de partenaire technique stratégique des institutions publiques algériennes. Il soutient la transition écologique, le développement durable, la résilience climatique et économique, ainsi que la gouvernance inclusive. Ses interventions couvrent également l'inclusion économique, la promotion de l'innovation, et l'autonomisation des jeunes et des femmes à travers des programmes structurants.
Partenariat avec le ministère de l'Environnement	Le PNUD collabore étroitement avec le ministère de l'Environnement dans le cadre de projets visant la protection des ressources naturelles, comme la gestion durable des déchets, la lutte contre la désertification à travers le projet du Barrage Vert, et la mise en œuvre de politiques environnementales. Cette coopération vise à renforcer les capacités techniques et institutionnelles du ministère et à promouvoir l'économie verte.
Lien avec le financement de porteur de projets	Bien qu'aucun partenariat direct ne soit établi avec le ministère de l'Économie de la connaissance et des Start-up, le PNUD agit à travers d'autres canaux pour soutenir les porteurs de projets. Il met en œuvre des initiatives favorisant l'inclusion économique via l'économie sociale et solidaire (ESS), en particulier pour les jeunes et les femmes. Ces actions incluent : le soutien aux incubateurs ESS, le renforcement de l'écosystème entrepreneurial local, et la mise à disposition d'espaces d'innovation collaboratifs. Le PNUD contribue ainsi indirectement au financement et à la pérennisation des projets par l'accompagnement, la mise en réseau et le renforcement de capacités.
Appui à l'innovation sociale et inclusive	Le PNUD a récemment lancé des projets pilotes comme l'incubateur ESS, qui accompagne les jeunes porteurs d'idées vers la concrétisation de projets à fort impact social. Ces initiatives visent à rendre l'écosystème de l'innovation plus inclusif, durable et ancré dans les réalités locales. Elles favorisent la création de coopératives, d'entreprises sociales et

	d'organisations à but non lucratif, avec une attention particulière portée aux zones marginalisées.
--	-----------------------------------------------------------------------------------------------------

Source : Auteure, à partir de l'entretien réalisé.

Interprétation :

L'analyse des échanges avec le représentant du PNUD met en lumière le positionnement institutionnel de cette organisation dans le cadre de la transition écologique. Le PNUD joue un rôle d'accompagnement stratégique en soutenant les institutions publiques à travers une assistance technique ciblée, mais il ne participe pas directement au financement des porteurs de projets. Cela reflète un modèle d'intervention centré davantage sur le renforcement des capacités que sur l'appui entrepreneurial direct.

Ce tableau met ainsi en évidence le rôle multidimensionnel du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) en Algérie, en tant qu'acteur clé de l'appui à la gouvernance environnementale et à l'innovation sociale. Le PNUD se positionne comme un partenaire technique et stratégique des institutions publiques, en apportant un appui à la mise en œuvre de politiques nationales orientées vers la transition écologique, la résilience climatique et le développement durable. Son intervention repose sur une logique de transfert de compétences, de renforcement des capacités institutionnelles, et de promotion d'une gouvernance verte et inclusive.

Le partenariat établi avec le ministère de l'Environnement, notamment à travers des projets phares tels que la gestion durable des déchets ou encore le Barrage vert, illustre cette logique d'intervention systémique. Ces projets visent à lutter contre la dégradation des terres, renforcer la résilience des écosystèmes et améliorer la capacité d'action des cadres techniques du secteur public.

En revanche, l'absence de coordination avec le ministère de l'Économie de la connaissance et des Start-up révèle un manque d'intégration entre les initiatives publiques et les dynamiques entrepreneuriales émergentes. Le PNUD ne propose pas de mécanismes directs de financement pour les start-ups, mais il soutient indirectement les porteurs de projets à travers des actions de structuration de l'écosystème entrepreneurial, en particulier dans le champ de l'économie sociale et solidaire (ESS).

Des projets comme l'incubateur ESS, récemment lancé, visent à accompagner les jeunes et les femmes entrepreneurs, en particulier dans les régions vulnérables, en les aidant à passer de l'idée à la concrétisation de projets à impact social et environnemental. Ce type d'intervention témoigne d'une volonté de créer un environnement favorable à l'innovation inclusive, sans pour autant se substituer aux dispositifs publics de financement.

Ainsi, le PNUD se positionne non pas comme un bailleur de fonds, mais comme un catalyseur de transformation systémique, en cohérence avec les Objectifs de Développement Durable (ODD), notamment :

- ODD 5 – Égalité entre les sexes,
- ODD 8 – Travail décent et croissance économique,
- ODD 9 – Industrie, innovation et infrastructure,
- ODD 13 – Lutte contre les changements climatiques.

1.2 Regards croisés sur les leviers et obstacles du financement de l'économie circulaire

Après avoir recueilli des informations riches et qualitatives à travers des entretiens non directifs menés avec des représentants d'organisations internationales, il nous a été possible de dégager une première compréhension générale des dynamiques de coopération, des politiques d'appui ainsi que des limites institutionnelles entourant la promotion de l'économie circulaire en Algérie. Ces premiers échanges ont permis de poser un cadre d'analyse large, à l'échelle macro-institutionnelle.

À présent, nous allons nous intéresser aux résultats issus d'entretiens plus ciblés, réalisés auprès d'acteurs relevant d'organisations nationales, publiques et institutionnelles. Cette seconde série d'entretiens vise à approfondir l'analyse sur le terrain, en explorant les pratiques concrètes, les dispositifs existants et les perceptions des acteurs locaux directement impliqués dans le développement de l'économie circulaire.

1.2.1 Le rôle du Centre National des technologies de production plus propre

Trois responsables ont été ciblés dans le cadre de cette étude : le chef de service de la coopération internationale, le chef du département de l'administration générale, ainsi que la cheffe du département de la mise à niveau environnementale des entreprises industrielles. Le choix de ces interlocuteurs repose non seulement sur la complémentarité de leurs fonctions,

mais également sur leur implication directe dans les pratiques d'accompagnement des porteurs de projets au sein du CNTPP.

Le guide d'entretien (**ANNEXE A**) qui leur a été adressé s'articule autour de plusieurs axes thématiques, mettant particulièrement l'accent sur l'accompagnement des porteurs de projets et des start-uppeurs, les modalités de financement, ainsi que les perspectives futures en matière d'économie circulaire. Les entretiens ont été analysés à l'aide du logiciel NVivo afin d'assurer un traitement rigoureux et structuré des données qualitatives.

Une matrice détaillée (**ANNEXE B**) regroupant les principales thématiques abordées est également présentée. Elle met en lumière les liens entre les documents consultés et les axes de recherche, révélant notamment une insuffisance marquée des dispositifs de financement adaptés aux projets d'économie circulaire en Algérie. Malgré ce constat, certaines initiatives commencent à structurer un écosystème de soutien, notamment à travers des programmes internationaux comme SWITCHMED, financé par l'Union Européenne et mis en œuvre par l'ONUDI.

Le programme SWITCHMED II, dont la mise en œuvre est assurée en Algérie par le CNTPP, vise à transformer les modèles économiques en Afrique du Nord en encourageant l'adoption de pratiques respectueuses de l'environnement. Dans ce cadre, le Programme de Soutien aux Switchers constitue une composante centrale. Il propose un accompagnement technique, mais aussi un appui financier, via des conventions de coopération avec des bailleurs de fonds internationaux. Une convention de collaboration signée entre le CNTPP et l'ONUDI (**ANNEXE C**) illustre cet engagement, en facilitant l'identification, la structuration et le financement d'initiatives circulaires innovantes à travers des appels à projets, des mécanismes de financement hybride, ou des fonds de soutien.

Le budget alloué par SWITCHMED s'élève à **21 100 000 DZD**, avec une enveloppe de **800 000 DZD** par projet. Le financement est conditionné par l'impact attendu du projet, ce qui en fait un financement à impact. Les bénéficiaires doivent présenter des justificatifs de dépenses, des bilans financiers restructurés, et au moins trois devis contradictoires pour chaque dépense engagée.

Au total, **231** porteurs de projets ont été présélectionnés via un questionnaire d'évaluation, chaque candidat devant obtenir au moins 50 points pour être éligible. À la suite de cette sélection, **120** porteurs ont bénéficié effectivement d'un accompagnement et d'un financement.

En parallèle, des informations ont également été recueillies sur le **PISE – Programme d'Innovation Sociale et Entrepreneuriale**, également financé par l'Union Européenne en partenariat avec le Ministère du Travail algérien. Ce programme vise à soutenir des projets à **fort impact social**, réalisables sur une durée de **6 à 12 mois**, avec un accent mis sur des **secteurs prioritaires** tels que l'agriculture, la pêche, et le recyclage. Pour être éligibles, les porteurs doivent présenter un dossier solide comprenant un business plan, une évaluation de l'impact, et des garanties de durabilité. À ce jour, le programme a permis le financement de 100 start-ups.

En complément de l'analyse thématique réalisée avec NVivo, un nuage de mots a été généré à partir des verbatims recueillis lors des entretiens menés au CNTPP. Cet outil visuel met en évidence les termes les plus fréquemment utilisés par les répondants, révélant ainsi les préoccupations majeures autour des notions de « **projet** », « **start-ups** », « **financement** », et « **partenariat** ». Il vient ainsi renforcer l'analyse qualitative en illustrant les champs lexicaux dominants et les préoccupations centrales autour des pratiques de financement et de l'accompagnement en économie circulaire.

Figure 9 : Nuage des mots issu des entretiens au CNTPP.



Source : Réalisé par logiciel Nvivo.

l'absence de mécanismes différenciés pour les projets à impact environnemental est également perceptible à travers la rareté des termes liés directement à la durabilité ou au recyclage.

Passons à présent à la matrice d'analyse thématique issue du traitement des entretiens à l'aide du même logiciel. Cette matrice permet de mettre en lumière les éléments clés évoqués par les représentants des banques concernant leurs pratiques de financement,

Interprétation :

L'étude révèle que le financement bancaire dédié aux porteurs de projet circulaire en Algérie demeure embryonnaire et peu structuré. En effet, aucune des banques interrogées ne dispose actuellement d'une politique claire, spécifique ou différenciée pour les projets relevant de l'économie verte ou circulaire. Ces projets sont, dans la majorité des cas, analysés et traités selon les mêmes critères classiques que tout autre projet entrepreneurial, ce qui constitue un frein majeur à leur développement.

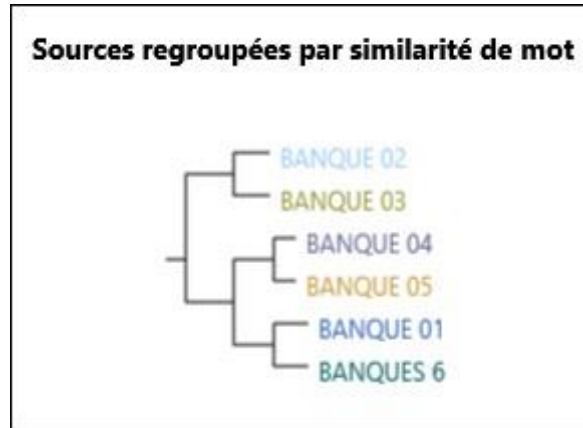
Les banquiers reconnaissent toutefois l'importance stratégique de ces initiatives, notamment en matière de durabilité, de création d'emplois verts et d'attractivité des financements internationaux. Certains responsables bancaires vont même plus loin en proposant la mise en place de lignes de crédit vertes, des mécanismes d'incitations fiscales, ou encore des partenariats public-privé (PPP) pour sécuriser les investissements à long terme. Ces suggestions, bien que prometteuses, restent à l'état de projet ou d'intention, faute de cadre réglementaire incitatif ou de volonté politique forte.

Parmi les banques interrogées, la Banque Nationale d'Algérie (BNA) a évoqué l'existence d'un projet en cours baptisé MACHROUI destiné à encourager l'entrepreneuriat. Toutefois, ce programme ne constitue pas un mécanisme spécifique à l'économie circulaire. Il s'agit principalement d'un dispositif de soutien classique, qui se traduit par la mise à disposition d'équipements et le recours aux modes de financement traditionnels (crédits bancaires classiques), sans intégrer de critères environnementaux différenciés ou de logique circulaire formalisée.

Afin de mieux visualiser les similarités et les différences entre les systèmes de financement adoptés par les banques publiques interrogées, un schéma de corrélation a été élaboré. Ce dernier met en évidence les connexions les plus fortes en matière de dispositifs, d'approches

d'évaluation, présentent des mécanismes proches, notamment en matière de financement de projets de jeunes entrepreneurs via des dispositifs classiques,

Figure 11: Niveau de similarité entre les pratiques de financement des banques interviewées.



Source : Réalisé par logiciel Nvivo.

Les critères actuels de sélection (rentabilité immédiate, garanties matérielles, historique financier solide) ne sont pas adaptés à la logique d'impact à long terme qui caractérise l'économie circulaire.

1.2.3 Les expériences et contraintes rencontrées par les porteurs de projets circulaires

Après avoir exploré la vision des acteurs d'appui technique tels que le CNTPP, ainsi que celle des acteurs financiers représentés par les banques publiques, il est désormais essentiel de se tourner vers les principaux concernés : les porteurs de projets circulaires. Ces derniers constituent le cœur de notre recherche, car ce sont eux qui traduisent concrètement les principes de l'économie circulaire à travers des initiatives sur le terrain.

Des entretiens semi-directifs ont été réalisés, le choix de dix porteurs de projets a été guidé par le principe de saturation, non seulement en termes de répétition des thématiques abordées, mais également en ce qui concerne le niveau de satisfaction exprimé vis-à-vis des dispositifs d'accompagnement et de financement.

Interprétation :

La matrice représente les réponses des porteurs de projets sur les questions de l'entretien. L'analyse croisée des dix entretiens révèle des tendances fortes quant aux conditions de

développement des startups engagées dans l'économie circulaire en Algérie. Tous les porteurs de projet soulignent un accompagnement institutionnel utile mais fragmenté : les structures d'incubation offrent un encadrement technique (accès aux laboratoires, formations, orientation), mais l'appui financier demeure quasi inexistant. Le financement initial, jugé critique pour amorcer la production ou structurer une chaîne de valeur, constitue le principal frein : aucun des dix projets n'a bénéficié d'un prêt bancaire, en raison des garanties exigées, du manque de produits financiers adaptés à leur modèle circulaire, ou d'une méconnaissance du secteur par les institutions financières.

Sur le plan réglementaire, les entrepreneurs dénoncent un vide juridique entourant le recyclage, la traçabilité des matières premières secondaires, et l'absence de normes pour certifier les produits écologiques, ce qui limite leur crédibilité sur le marché. L'accès à la commande publique reste très limité, et l'absence de labels écologiques nationaux empêche toute valorisation commerciale.

Malgré les contraintes, les entrepreneurs visent l'industrialisation locale, la création d'emplois et l'export. Ils appellent à un écosystème national pour la transition verte, incluant guichets uniques, financements hybrides et labellisation. Cette dynamique vise à structurer durablement les filières vertes.

En outre, le nuage des mots généré à partir des discours des porteurs de projets révèle des termes tels que financement, accompagnement, faible, limité, difficulté, certification, processus. Cela traduit une préoccupation centrale liée à l'accès aux ressources financières, mais aussi à la complexité des démarches administratives et au manque d'appui technique continu. Ces éléments viennent renforcer l'idée que les porteurs de projet circulaire évoluent dans un écosystème encore peu structuré et faiblement.

Figure 12: Nuage des mots issu des entretiens avec les porteurs de projets.



Source : Réalisé par logiciel Nvivo.

1.2.4 La vision des experts

Dans le but d'enrichir davantage cette étude et de bénéficier d'une lecture stratégique et analytique sur les problématiques soulevées, il a été jugé pertinent de recueillir les avis d'experts nationaux disposant d'une connaissance approfondie du financement de l'économie circulaire en Algérie. À cet effet, la plateforme LinkedIn a été mobilisée en tant que canal de mise en relation professionnelle, permettant d'identifier et de contacter plusieurs profils spécialisés dans ce domaine.

Malgré un certain nombre de sollicitations, seules deux personnes ont accepté de participer aux entretiens, menés sous forme semi-directive. Il s'agit d'un expert en énergies renouvelables et d'un expert en développement durable, dont les perspectives ont permis d'apporter un éclairage complémentaire et contextualisé à l'étude. Le guide d'entretien utilisé repose sur trois axes principaux :

1. Les obstacles actuels liés au financement des projets circulaires en Algérie ;
2. Les attentes récurrentes exprimées par les porteurs de projet vis-à-vis des acteurs publics et financiers ;
3. Les leviers d'action et les solutions stratégiques pouvant être proposées aux institutions financières pour encourager un système de financement plus durable et inclusif.

Tableau 15 : comparatif des réponses des experts sur les trois axes.

Axe	Expert 01	Expert 02
Axe 1 : Obstacles au financement des projets d'économie circulaire	<p>Label start-up actuel pas suffisant et manque de transparence</p> <p>Accompagnement des promoteurs de projets verts trop court et peu consistant</p> <p>Niveau de maturation insuffisant des projets d'économie circulaire</p> <p>Engagement insuffisant des industriels et bailleurs de fonds</p>	<p>N'a pas encore été confronté à des projets d'économie circulaire</p> <p>Absence de normes et évaluation incertaine du rendement à long terme Manque de données disponibles</p> <p>Infrastructures et technologies de recyclage insuffisantes</p> <p>Faible volume actuel des financements correspondants</p>
Axe 2 : Attentes des porteurs de	<p>Création d'un bonus "économie circulaire" pour les projets verts et solution au problème de garant Leviers : mécanismes</p>	<p>Produits financiers flexibles, meilleure compréhension des modèles d'affaires circulaires, accompagnement stratégique Leviers :</p>

Projets vis-à-vis des banques et leviers prioritaires	institutionnels simples de financement, création d'un fond spécifique de garantie ou d'assurance, investissement des fonds privés (patronat) dans l'innovation	développement de produits financiers spécifiques, renforcement des capacités des banques, création d'un écosystème collaboratif, innovation financière, intégration des critères ESG, application du modèle des 3R (Risk, Revenue, Reputation)
Axe 3 : Stratégies recommandées aux banques et critères d'évaluation	Stratégies : participation active aux levées de fonds en prenant une part dans le projet Critères : volet innovation du projet, volet vert "bas carbone", profil du promoteur (chercheur-universitaire et jeune)	Stratégies : assurances innovantes pour les risques spécifiques, logique du "réparer plutôt que remplacer", collaboration avec incubateurs et hubs d'innovation, promotion de matériaux recyclés, digitalisation des chaînes de valeur Critères : potentiel de réduction des risques, modèle de revenus, impact réputationnel, maturité technologique, disponibilité des données, capacité de mesure de l'impact circulaire

Source : Auteure, à partir d'entretien réalisé.

Interprétation :

Les experts identifient des freins complémentaires : l'Expert 01 se concentre sur les défaillances structurelles (label start-up inadapté, accompagnement insuffisant, manque d'engagement) tandis que l'Expert 02 souligne les problématiques techniques et méthodologiques (absence de normes, incertitudes sur les rendements, insuffisances technologiques). Cette complémentarité révèle que les obstacles sont à la fois institutionnels et techniques, nécessitant une approche holistique.

Les deux experts s'accordent sur l'importance des mécanismes institutionnels, mais avec des nuances importantes. L'Expert 01 privilégie des solutions top-down (garanties financières, fonds spécifiques) alors que l'Expert 02 propose une approche plus systémique intégrant le développement de compétences, l'écosystème collaboratif et le cadre d'analyse des 3R (Risk, Revenue, Réputation). Cette différence traduit deux visions du changement : l'une basée sur les instruments financiers, l'autre sur la transformation globale du système.

L'Expert 01 propose une approche d'investissement direct relativement classique tandis que l'Expert 02 développe une vision plus innovante et holistique (assurances spécifiques, logique circulaire "réparer plutôt que remplacer", écosystème d'innovation). Au niveau des critères d'évaluation, l'Expert 02 présente un cadre plus élaboré qui intègre l'ensemble du cycle de vie et de la chaîne de valeur des projets circulaires.

Section 02 : Discussions

La présente section vise à mettre en perspective les résultats obtenus à travers les différents entretiens réalisés, en les confrontant aux éléments théoriques abordés dans le cadre conceptuel, cette discussion constitue ainsi une étape essentielle pour enrichir la réflexion et proposer des pistes concrètes d'amélioration.

2.1 Le rôle du CNTPP dans l'opérationnalisation de l'économie circulaire en Algérie

Selon la littérature, le soutien institutionnel aux porteurs de projets circulaires repose largement sur la mise en place de dispositifs hybrides combinant accompagnement technique, financement dédié et partenariats internationaux. Le PNUD met ainsi l'accent sur des programmes intégrant directement l'économie circulaire dans les plans climatiques nationaux (Climate Promise) et sur la mobilisation de fonds locaux pour valoriser les déchets organiques ou développer des solutions de bioéconomie. (PNUD, 2022; 2025)

De même, le PNUE plaide pour des mécanismes financiers adaptés prêts verts, garanties partagées ou fonds d'amorçage afin de surmonter les barrières à l'investissement dans les modèles circulaires. (UNEP, 2023)

Pourtant, nos entretiens au CNTPP montrent que, même si des mécanismes de financement sont bien en place via SWITCHMED II en partenariat avec l'ONUDI, ceux-ci restent essentiellement destinés aux phases initiales des projets : le montant des financements de démarrage est très limité et il n'existe pas de lignes de crédit pérennes ni de subventions régulières spécifiquement dédiées aux initiatives circulaires. Cette situation reflète parfaitement les obstacles soulignés dans la littérature, à savoir la « méconnaissance des financeurs » des modèles circulaires et la « complexité administrative » qui freine l'engagement des investisseurs. (Bienfait & Raufflet, 2023 ; Gerges, 2024).

En outre, alors que le cadre théorique insiste sur l'importance d'un partenariat public-privé renforcé pour garantir des financements pérennes et à moyen terme (Meunié & Quenault, 2007), les entretiens montrent que le CNTPP reste cantonné à un rôle de facilitateur ponctuel, sans pouvoir structurer un fonds national ou établir de garanties partagées. Le projet de création du Partenariat National de Soutien aux Switchers (PNS) esquissé par le CNTPP répond certes à ces recommandations, mais il est encore en phase de conception et faute de ressources budgétaires propres, il risque de reproduire le modèle fragmenté que dénonce la littérature.

Enfin, si l'on compare aux expériences tunisienne ou burundaise soutenues par le PNUD où les porteurs de projets ont pu accéder à des subventions locales et à des facilités de crédit pour la valorisation de déchets organiques ou la production de biocarburants (PNUD, 2022) l'Algérie pâtit d'une structuration financière embryonnaire. Les résultats obtenus au CNTPP mettent ainsi en évidence la nécessité d'institutionnaliser des instruments financiers dédiés (prêts verts, subventions d'amorçage, garanties publiques), comme le recommandent les travaux sur les défis de financement des initiatives durables, afin de passer d'un simple accompagnement technique à une véritable politique de financement de l'économie circulaire en Algérie.

2.2 Les porteurs de projets circulaires et leurs difficultés

La littérature met en évidence les porteurs de projets circulaires qui se caractérisent par une grande diversité (startups pionnières, PME en transition, réseaux collaboratifs) et présentent des besoins financiers spécifiques liés à leur stade de maturité et à leur modèle économique : amorçage et capital-risque pour les startups, R&D et modernisation pour les PME, financements de long terme pour les collectivités (Linder et al., 2023). Ces travaux soulignent également que, pour surmonter les obstacles faible historique financier, manque de garanties, complexité réglementaire il est crucial de déployer des instruments hybrides combinant subventions, prêts verts et garanties publiques (Boldrini, 2018; Lecat et al., 2017).

Or, nos entretiens auprès de dix porteurs de projets algériens révèlent que, si l'accompagnement technique (accès à des laboratoires, formations, orientation) est effectivement assuré par les incubateurs et le CNTPP, l'appui financier demeure quasi inexistant. Nos entretiens montrent qu'ils ont bien pu obtenir quelques financements de démarrage, mais ceux-ci restent très faibles et ponctuels. Plusieurs d'entre eux ont dû recourir à des fonds personnels pour couvrir leurs besoins initiaux, faute de produits bancaires adaptés. (Bienfait & Raufflet, 2023 ; Gerges, 2024)

Par ailleurs, les porteurs sélectionnés par NESDA sont traités comme n'importe quel autre projet—avec des critères classiques de rentabilité et de garanties sans prise en compte de la spécificité et des besoins propres aux modèles circulaires. Cette réalité confirme les freins identifiés dans la littérature, à savoir la rareté de produits financiers adaptés et l'absence de mécanismes différenciés pour soutenir durablement les initiatives d'économie circulaire.

Par ailleurs, les entrepreneurs pointent un vide juridique autour de la traçabilité des matières premières secondaires et l'absence de normes de certification écologique, ce qui s'ajoute aux

obstacles financiers pour limiter leur crédibilité sur le marché. Là encore, ces constats vont dans le sens des travaux de (Linder et al., 2023), qui insistent sur la nécessité d'un cadre réglementaire clair et de garanties partagées pour encourager les investissements dans l'économie circulaire, pour aligner la pratique algérienne sur les recommandations théoriques, il apparaît essentiel de créer des guichets uniques, des fonds d'amorçage et des mécanismes de financement hybrides adaptés aux spécificités des porteurs circulaires. (Henry et al., 2020 ; Pardo, 2023)

2.3 Le positionnement des institutions financières publiques face au financement vert et circulaire

Selon la littérature, les institutions financières disposent d'un large éventail d'outils pour soutenir l'économie circulaire : subventions publiques et prêts à taux préférentiels (Horizon 2020 - European Commission ; Majid & Naji, 2024) , incitations fiscales dédiées (Vence & López Pérez, 2021), fonds de capital-risque durable et business Angels verts (Ameli et al., 2025; Wustenhagen & Teppo, 2006), fonds d'investissement à impact (Harji & Jackson, 2018 ; Pardo, 2023), partenariats public-privé hybrides (Polzin & Sanders, 2020) ainsi que des instruments innovants tels que les obligations vertes et le crowdfunding vert (Calic & Mosakowski, 2016 ; Shinde, 2021) Ces mécanismes visent à corriger la "méconnaissance" des modèles circulaires par les financeurs, à alléger les contraintes de garanties et à introduire des critères ESG dans l'évaluation des projets.

Or, nos entretiens avec six banques publiques algériennes montrent que cette palette d'instruments reste, en pratique, largement théorique : aucun produit spécifique à l'économie circulaire n'est officiellement proposé, et les dossiers sont jugés selon des critères traditionnels de rentabilité à court terme et de garanties matérielles, sans prise en compte de la dimension environnementale ni de la valeur à long terme des projets circulaires. Les responsables bancaires reconnaissent certes l'importance stratégique de ces initiatives création d'emplois verts, attractivité de financements internationaux mais leurs propositions (lignes de crédit vertes, incitations fiscales, PPP) demeurent au stade d'intentions, faute d'un cadre réglementaire clair et d'une volonté politique forte.

Cette situation confirme le décalage identifié dans la littérature entre la promesse des instruments financiers adaptés et la réalité de leur implémentation locale (Bienfait & Raufflet, 2023; Gerges, 2024) . À l'instar des études préconisant la mise en place de guichets uniques et

de garanties partagées pour sécuriser les investisseurs (Meunié & Quenault, 2007), il apparaît urgent que les autorités algériennes concertent banques et bailleurs de fonds internationaux pour structurer de véritables produits de financement circulaire : obligations vertes nationales, fonds d’amorçage dédiés, lignes de crédit “impact” afin de passer d’une simple reconnaissance de principe à un soutien financier effectif et pérenne des projets d’économie circulaire en Algérie.

2.4 L’influence des organisations internationales dans la structuration des initiatives circulaires locales

Selon (De Pascale et al., 2023) le C3 renforce l’intégration locale de ces pratiques dans les villes. Or, notre entretien avec l’expert GIZ montre que, si la coopération UE-Algérie via SWITCHMED ou FILREC apporte un appui technique, la matérialisation de financements européens dédiés aux boucles fermées reste très limitée : les appels Horizon sont perçus comme trop compétitifs et peu adaptés aux réalités locales, et les mécanismes de répartition des fonds manquent de transparence. Ce décalage entre l’ambition normative européenne et la capacité d’absorption algérienne confirme les travaux de (Bourdin et al., 2022) qui insistent sur la nécessité d’accompagner ces instruments d’un renforcement des capacités institutionnelles locales.

D’après le PNUD, les initiatives « Climate Promise » et les projets de valorisation de déchets organiques en Tunisie ou au Burundi illustrent l’efficacité d’un soutien combiné technique et financier (PNUD, 2025). Le PNUE, pour sa part, met en avant des feuilles de route globales chiffrant à 1 270 Md\$ les gains possibles et encourage l’intégration de mécanismes financiers adaptés (PNUE, 2023) ; Toutefois, l’entretien avec le représentant du PNUD révèle que, en Algérie, son action demeure centrée sur le renforcement des capacités des institutions publiques—gestion des déchets, Barrage vert—sans volet financement entrepreneurial direct. Cette limitation opérationnelle contraste avec la portée financière des programmes PNUD ailleurs (0,87 M USD pour l’assurance inclusive, GIZ/UNDP, 2023) et souligne, comme le note le PNUE, l’importance d’un « financement adapté » que les agences peinent à mettre en œuvre localement.

Bien que les programmes internationaux offrent un cadre et des ressources précieuses, nos résultats mettent en évidence leur caractère fragmenté et principalement technique. Pour rapprocher la pratique algérienne des meilleures pratiques identifiées dans la littérature.

il conviendrait de :

1. **Adapter les appels à projets européens** en co-conception avec les acteurs locaux pour améliorer l'accessibilité et l'appropriation des financements Horizon Europe.
2. **Mettre en place des instruments de financement directs** pour les entrepreneurs circulaires, inspirés des modèles de subventions et garanties proposées par le PNUD et le PNUE, mais calibrés aux spécificités réglementaires et économiques algériennes.
3. **Créer un guichet unique national** rassemblant EU, PNUD, GIZ et bailleurs multilatéraux, afin de mutualiser les ressources, simplifier l'accès aux fonds et assurer un suivi pérenne—une recommandation déjà formulée pour d'autres pays en développement et corroborée par nos entretiens.

Ces mesures permettraient de combler l'écart entre les ambitions des organisations internationales et les résultats concrets observés, et de structurer enfin un véritable écosystème de financement pour l'économie circulaire en Algérie.

2.5 Les apports et recommandations des experts pour une transition circulaire efficace

Selon la littérature, l'Algérie a posé les jalons d'une transition circulaire robuste grâce à sa « Stratégie nationale de l'économie circulaire » ([Ministère de l'Environnement et de la Qualité de la Vie, 2020](#)) et à des programmes législatifs récents (Décret n° 20-254, Loi 04-20, Plan National Climat 2020–2030) visant à stimuler l'éco-conception, le recyclage et la création d'emplois verts ([Abbabsa & Zedira, 2024](#); [Louhab, 2023](#)). Toutefois, nos entretiens avec deux experts nationaux montrent que ces cadres restent insuffisamment articulés et peu opérationnels : l'Expert 1 dénonce l'absence de transparence du label « startup », un accompagnement trop court et un manque d'engagement des industriels, tandis que l'Expert 2 pointe l'absence de normes claires, l'incertitude sur les rendements à long terme et l'insuffisance des infrastructures de recyclage. Ces constats confirment la fragmentation institutionnelle décrite dans la littérature, où plusieurs ministères agissent « sans réelle coordination nationale » (Expert – entretien LinkedIn) et où les PME peinent à accéder aux financements dédiés. ([Abbabsa & Zedira, 2024](#))

Par ailleurs, si ([Louhab, 2023](#)) et ([SWITCHEDMED, 2023](#)) mettent en avant la formation de plus de 150 entrepreneurs verts depuis 2020, les experts soulignent que les dispositifs importés

(FILREC, GIZ, PNUD) restent ponctuels et ne se traduisent pas par un soutien financier pérenne. Les attentes exprimées fonds spécifiques de garantie, produits financiers flexibles, critères ESG intégrés, guichet unique rejoignent les préconisations de la littérature pour structurer un véritable écosystème de financement circulaire (Meunié & Quenault, 2007; Polzin & Sanders, 2020). En croisant ces apports, il apparaît donc urgent de passer d'un cadre législatif ambitieux mais éclaté à la mise en place d'instruments concrets (fonds d'amorçage, garanties publiques, normes de certification) et d'une gouvernance unifiée, afin d'assurer la viabilité et l'essor des projets circulaires en Algérie.

Pour mieux cerner les divergences entre les recommandations issues de la littérature et la réalité de terrain en Algérie, le tableau suivant propose une lecture croisée des principaux acteurs impliqués dans le financement de l'économie circulaire, en confrontant les modèles théoriques aux pratiques observées, tout en identifiant les écarts structurels et les défis persistants.

Tableau 16 : Comparaison entre les recommandations théoriques et les pratiques observées en Algérie.

Acteurs	Recommandations théoriques	Pratiques observées en Algérie	Écarts et défis
Organisation d'accueil (CNTTP)	<ul style="list-style-type: none"> - Dispositifs hybrides (technique + financier) - Fonds pérennes et garanties partagées - Partenariats public-privé. 	<ul style="list-style-type: none"> - Financements limités aux phases initiales - Pas de fonds nationaux dédiés - Projet PNS en conception, sans budget 	<ul style="list-style-type: none"> - Fragmentation des aides Méconnaissance des modèles circulaires par les financeurs - Absence de mécanismes pérennes
Porteurs de projets	<ul style="list-style-type: none"> - Besoins différenciés (amorçage, R&D, long terme) - Instruments hybrides (subventions + prêts verts). - Cadre réglementaire clair 	<ul style="list-style-type: none"> - Accompagnement technique mais peu de financements - Recours aux fonds personnels - Critères bancaires classiques (non adaptés) 	<ul style="list-style-type: none"> - Manque de produits financiers spécifiques - Vide juridique sur les matières secondaires - Faible crédibilité des projets

Institutions financières publiques	<ul style="list-style-type: none"> - Prêts verts, obligations, crowdfunding. - Intégration des critères ESG. - Guichets uniques et garanties. 	<ul style="list-style-type: none"> - Aucun produit spécifique à l'économie circulaire - Évaluation basée sur la rentabilité à court terme - Propositions non concrétisées (lignes de crédit vertes) 	<ul style="list-style-type: none"> - Cadre réglementaire flou - Manque de volonté politique - Méfiance des investisseurs
Organisations internationales	<ul style="list-style-type: none"> - Soutien combiné (technique + financier) - Fonds accessibles (Horizon Europe adapté) - Mutualisation des ressources (guichet unique) 	<ul style="list-style-type: none"> - Appui technique dominant (GIZ, SWITCHMED) - Financements européens peu accessibles - Pas de fonds directs pour les entrepreneurs 	<ul style="list-style-type: none"> - Programmes fragmentés - Manque de transparence dans la répartition - Faible capacité d'absorption locale
Experts et cadre légal	<ul style="list-style-type: none"> - Stratégie nationale intégrée - Normes de certification et incitations fiscales - Fonds d'amorçage et garanties 	<ul style="list-style-type: none"> - Cadres législatifs éclatés et peu opérationnels - Labels "startup" non transparents - Pas d'infrastructures de recyclage adéquates 	<ul style="list-style-type: none"> - Gouvernance non coordonnée - Incertitude sur les rendements - Soutien financier absent ou ponctuel

Source : Auteure, à partir des résultats obtenus.

Pour répondre à la question centrale « Dans quelle mesure les pratiques actuelles de financement en Algérie permettent-elles aux porteurs de projets de concrétiser des initiatives d'économie circulaire ? », nos résultats montrent que, si les institutions financières (banques publiques, ASF, ANGEM) et les agences nationales (CNTPP, ANADE) disposent théoriquement d'une palette d'outils prêts à taux zéro, fonds d'amorçage, prises de participation—ces mécanismes restent très peu adaptés à la circularité.

- **Évaluation et soutien des projets :** Les banques évaluent encore les dossiers selon des critères classiques de rentabilité à court terme et de garanties matérielles, sans intégrer

d'indicateurs ESG ou circulaires. Les rares lignes expérimentales de « crédit vert » annoncées demeurent au stade d'intention, ce qui conforte le besoin de former les analystes crédit aux modèles circulaires. [\(Bienfait & Raufflet, 2023\)](#)

- **Obstacles financiers principaux** : Les porteurs soulignent la faiblesse des montants de démarrage, l'exigence de garanties surdimensionnées et l'absence de subventions pérennes. Nombre d'entre eux ont dû puiser dans leurs fonds personnels ou renoncer à certains investissements clés, illustrant la « complexité administrative » et la « méconnaissance des financeurs » des modèles circulaires. [\(Gerges, 2024\)](#)
- **Rôle des centres techniques et organisations internationales** : Le CNTPP, en partenariat avec l'ONUDI via SWITCHMED II, et les programmes de la GIZ ou du PNUD offrent un appui technique de qualité (formations, laboratoires) mais leurs subventions restent ponctuelles et limitées. Les appels à projets européens (Horizon Europe) sont jugés trop compétitifs et mal adaptés aux réalités locales, tandis que le PNUD concentre son action sur le renforcement institutionnel plus que sur un financement direct des entrepreneurs. [\(Arbenius & Norling, 2023\)](#).
- **Stratégies d'amélioration** : Il apparaît urgent de structurer un guichet unique regroupant CNTPP, ANADE, ASF, ANGEM et les bailleurs internationaux, de créer un fonds national d'amorçage circulaire doté de plusieurs millions d'euros, et de développer des crédits verts à long terme assortis de garanties publiques et d'un scoring ESG. Simultanément, l'harmonisation réglementaire (label « Excellence Circulaire Algérie », intégration de clauses circulaires dans la commande publique) et la formation des analystes de crédit sont indispensables pour transformer l'accompagnement technique existant en une véritable politique de financement durable.

CONCLUSION

1. Aperçu et objectifs de la recherche

Cette étude visait à analyser dans quelle mesure les pratiques actuelles de financement en Algérie permettent aux porteurs de projets de concrétiser des initiatives d'économie circulaire

L'objectif principal était d'identifier les écarts entre les mécanismes financiers actuels et les besoins spécifiques de l'économie circulaire, en mettant en évidence obstacles, leviers et pistes d'amélioration. Pour cela, une méthodologie mixte combinant revue documentaire et entretiens avec des acteurs clés (banques, agences, porteurs de projets, experts) a permis une analyse approfondie du financement de l'économie circulaire en Algérie.

2. Résultats et implications de la recherche

Afin de répondre à la question centrale : Dans quelle mesure les pratiques actuelles de financement en Algérie permettent-elles aux porteurs de projets de concrétiser des initiatives d'économie circulaire ? les résultats de cette recherche mettent en évidence une série de décalages structurels entre l'offre financière existante et les spécificités des modèles circulaires.

Les institutions financières algériennes offrent plusieurs outils, mais ils ne répondent pas aux spécificités de l'économie circulaire. L'évaluation privilégie la rentabilité à court terme et les garanties matérielles, sans intégrer les critères ESG. Les crédits verts sont encore peu développés, ce qui souligne le besoin urgent de former les analystes à la finance durable.

Les porteurs de projets circulaires font face à un manque de financements adaptés, des garanties excessives et l'absence de subventions durables, les poussant souvent à s'autofinancer ou à limiter l'innovation. Ces obstacles révèlent une complexité administrative et une méconnaissance des modèles circulaires par les financeurs.

Des partenaires comme le CNTPP, l'ONUDI, la GIZ et le PNUD apportent formation et appui, mais sans financements stables, leur action reste limitée. Les projets pilotes peinent à durer, et les appels à projets européens ne correspondent pas bien au contexte algérien. Il faut recentrer ces efforts pour soutenir concrètement et durablement les entrepreneurs de l'économie circulaire.

Face à ces constats, la littérature préconise une série d'actions structurantes, confirmées par les experts qui insistent sur la nécessité d'une meilleure coordination :

- La mise en place d'un guichet unique regroupant les principaux acteurs nationaux (CNTPP, ANADE, ANGEM, ASF) et les partenaires internationaux.
- La création d'un fonds national d'amorçage dédié à la circularité, doté d'une capacité significative (plusieurs millions d'euros ou équivalent).
- Le développement de crédits verts à long terme, assortis de garanties publiques, de taux bonifiés, et d'un système d'évaluation ESG rigoureux et standardisé.
- L'introduction d'un label national combinée à l'intégration de clauses circulaires dans les marchés publics, afin de stimuler la demande et créer un cadre incitatif.
- Enfin, un programme national de formation à destination des analystes crédit, des responsables d'investissement et des cadres publics serait indispensable pour opérationnaliser une finance réellement adaptée aux enjeux de la transition circulaire.

3.Limites de la recherche

Comme toute recherche appliquée, cette étude présente certaines limites méthodologiques et contextuelles qu'il convient de souligner :

- Difficulté d'accéder à certains acteurs institutionnels nationaux et internationaux.
- Données financières limitées, inaccessibles ou non désagrégées sur les projets circulaires.
- Diversité des secteurs d'activité rendant difficile une généralisation des résultats.
- Soutiens techniques souvent ponctuels, ce qui réduit la possibilité d'analyse à long terme.
- Faible documentation locale disponible sur le financement circulaire en Algérie.

4.Voie future de la recherche

Cette étude ouvre la voie à des investigations plus larges et approfondies. Il serait pertinent de mener des recherches quantitatives à grande échelle afin de consolider les résultats qualitatifs obtenus. De plus, des analyses comparatives internationales pourraient enrichir la compréhension des bonnes pratiques et des modèles financiers innovants adaptés à l'économie circulaire.

Un suivi longitudinal des impacts des réformes réglementaires et des nouvelles solutions de financement, telles que les fonds d'amorçage circulaire et les crédits verts à long terme, permettrait d'évaluer leur efficacité sur la durée. Par ailleurs, renforcer la formation des

analystes financiers et harmoniser les cadres institutionnels constituent des axes essentiels pour garantir un financement durable et performant des projets circulaires en Algérie.

BIBLIOGRAPHIE

Adnane. Benmir Mohammed Taib (2022). *Le rôle des banques et des institutions financières Maqrizi pour les études économiques*. P 561-578.

Abbabsa, Walid, & Zedira, Chérif Elhadj (2024). *Le Rôle des Startups Circulaires dans la Promotion de L'économie Circulaire*. 503-491 , (2)8 المقريزي للدراسات الاقتصادية والمالية.

Alcalde-Calonge, Alberto, Sáez-Martínez, Francisco J., & Ruiz-Palomino, Pablo (2022). Evolution of research on circular economy and related trends and topics. A thirteen-year review. *Ecological Informatics*, 70, 101716. <https://doi.org/10.1016/j.ecoinf.2022.101716>

Ameli, Narges, Chenet, Helene, Falkenberg, Markus, Kothari, Sonali, Rickman, Dominic, & Lamperti, Francesco (2025). Driving sustainability transitions through financial tipping points. *Earth System Dynamics*, 16(1), 333-345. <https://doi.org/10.5194/esd-16-333-2025>

Andersson, E. K., Sjöström-Strand, A., Willman, A., & Borglin, G. (2015). Registered nurses views of caring in coronary care – a deductive and inductive content analysis. *Journal of Clinical Nursing*, 24(23-24), 3481-3493. <https://doi.org/10.1111/jocn.12975>

Ang, K. L., Saw, E. T., He, W., Dong, X., & Ramakrishna, S. (2021). Sustainability framework for pharmaceutical manufacturing (PM) : A review of research landscape and implementation barriers for circular economy transition. *Journal of Cleaner Production*, 280, 124264. <https://doi.org/10.1016/j.jclepro.2020.124264>

Arbenius, Patrik, & Norling, Erik. (2023). *Breaking Free From Financial Inertia: The Barriers Causing and Enablers Mitigating Financial Inertia in Circular Business Model Transitions*. Disponible sur : <https://urn.kb.se/resolve?urn=urn:nbn:se:liu:diva-194787>

Ariztia, Tomás, & Araneda, Felipe. (2022). A “win-win formula : ” environment and profit in circular economy narratives of value. *Consumption Markets & Culture*, 25(2), 124-138. <https://doi.org/10.1080/10253866.2021.2019025>

Arruda, Eduardo H., Melatto, Rodrigo A. P. B., Levy, William, & Conti, Diego de M. (2021). Circular economy: A brief literature review (2015–2020). *Sustainable Operations and Computers*, 2, 79-86. <https://doi.org/10.1016/j.susoc.2021.05.001>

Bienfait, Ange, & Raufflet, Emmanuel. (2023). L'économie circulaire et l'inclusion socio-économique en Afrique Occidentale. *Science, Technologie, Développement*, 3(1).

<https://doi.org/10.21494/ISTE.OP.2023.0916>

Boar, Andrea, Bastida, Ramón, & Marimon, Francesc. (2020). A systematic literature review: Relationships between the sharing economy, sustainability and sustainable development goals. *Sustainability*, 12(17), Article 17 <https://doi.org/10.3390/su12176744>

Bocken, Nancy M. P., de Pauw, Ingrid, Bakker, Conny, & van der Grinten, Bram. (2016). Product design and business model strategies for a circular economy. *Journal of Industrial and Production Engineering*, 33(5), 308–320 <https://doi.org/10.1080/21681015.2016.1172124>

Bocken, Nancy M. P., Short, Steve W., Rana, Padmakshi, & Evans, Steve. (2014). A literature and practice review to develop sustainable business model archetypes. *Journal of Cleaner Production*, 65, 42–56. <https://doi.org/10.1016/j.jclepro.2013.11.039>

Boldrini, Jean-Christophe. (2018). La co-crédation de valeur dans un projet d'innovation collaboratif : Un cas de transition vers l'économie circulaire. *Innovations*, 55(1), 143–171. <https://doi.org/10.3917/inno.pr1.0028>

Bourdin, Stéphanie, Chenane, Amel, & Said, Abdelaziz T. M. (2022). Motivations et difficultés des éco-entrepreneurs en Algérie : Le rôle des dispositifs publics d'accompagnement. *Innovations*, 70(1), 209–239. <https://doi.org/10.3917/inno.pr2.0138>

Br-sustainability-report-2015-kpmg-summary-eng.pdf. Consulté 29 avril 2025, à l'adresse <https://assets.kpmg.com/content/dam/kpmg/pdf/2016/05/br-sustainability-report-2015-kpmg-summary-eng.pdf>

Castro, Camila Gonçalves, Trevisan, Andre H., Pigosso, Daniela C. A., & Mascarenhas, João (2022). The rebound effect of circular economy: Definitions, mechanisms and a research agenda. *Journal of Cleaner Production*, 345, 131136. <https://doi.org/10.1016/j.jclepro.2022.131136>

Castro, Carlos G., Trevisan, Andre H., Pigosso, Daniela C. A., & Mascarenhas, João (2022). The rebound effect of circular economy: Definitions, mechanisms and a research agenda. *Journal of Cleaner Production*, 345, 131136. <https://doi.org/10.1016/j.jclepro.2022.131136>

Cradle to cradle: Remaking the way we make things UNESCO Bibliothèque Numérique.

(n.d.). Consulté le 17 avril 2025, à l'adresse

<https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000154897>

Crifo, Patricia, Durand, Rodolphe, & Gond, Jean-Pascal. (2020). Le rôle des labels dans la finance verte : Construction et régulation d'un marché des labels en France. *Revue d'économie financière*, 138(2), 209-223 <https://doi.org/10.3917/ecofi.138.0209>

Daniela H. Pardo, Sophia Sunderji, et Natalia Maria Ramirez). 2023 GIINSights. The GIIN. Consulté le 29 avril 2025, à l'adresse : <https://thegiin.org/publication/research/2023-giinsight-series/>

Daniel Normandin, Stéphane Sauvé, & Monique McDonald (2016). *L'économie circulaire : Une transition incontournable*. Montréal : Les Presses de l'Université de Montréal.

David Robert Thomas. (2006). A general inductive approach for analyzing qualitative evaluation data. *American Journal of Evaluation*, 27(2), 237-246.

<https://doi.org/10.1177/1098214005283748>

De Pascale, Alessandra, Di Vita, Giuseppe, Giannetto, Carlo, Ioppolo, Giuseppe, Lanfranchi, Mario, Limosani, Marcella, & Szopik-Depczyńska, Katarzyna. (2023). The circular economy implementation at the European Union level: Past, present and future. *Journal of Cleaner Production*, 423, 138658. <https://doi.org/10.1016/j.jclepro.2023.138658>

Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ). (2021). *Portfolio GIZ Algérie* [PDF]. Consulté le 29 avril 2025, à l'adresse

https://www.giz.de/en/downloads/giz2021_fr_Portfolio_GIZ_Algerien.pdf

Dragomir, Victor. (2024). *The state of the research on circular economy in the European Union : A bibliometric review*. *Cleaner Waste Systems*, 7, 100102.

<https://doi.org/10.1016/j.clwas.2023.100102>

Driouich, Ghita, Berre, Chantal, & Raufflet, Emmanuel. (2024). *Renforcer son impact social grâce à l'économie circulaire : Le cas de l'organisme d'insertion socioprofessionnelle Insertech*. *Revue Organisations & territoires*, 32(3), 163-172.

<https://doi.org/10.1522/revueot.v32n3.1683>

Economie Circulaire en Algérie. *Switchmed*. Consulté 29 avril 2025, à l'adresse

<https://switchmed.eu/fr/poles-nationaux/algerie/>

Economie verte : Accompagnement de 400 porteurs de projets par le ministère de l'Environnement—وزارة البيئة وجودة الحياة. Consulté 15 mai 2025, à l'adresse https://www.me.gov.dz/fr/economie-verte-accompagnement-de-400-porteurs-de-projets-par-le-ministere-de-lenvironnement/?utm_source

Éducation et Développement de l'adolescent | UNICEF. (s. d.). Consulté 20 avril 2025, à l'adresse <https://www.unicef.org/algeria/%C3%A9ducation-et-d%C3%A9veloppement-de-ladolescent>

Ellen MacArthur Foundation. (s. d.). *The Butterfly Diagram: Visualising the Circular Economy*. Consulté le 18 avril 2025, à l'adresse <https://www.ellenmacarthurfoundation.org/circular-economy-diagram>

Enabling Factors and Strategies for the Transition Toward a Circular Economy (CE). Consulté 28 avril 2025, à l'adresse <https://www.mdpi.com/2071-1050/10/12/4628>

Environmental policies and evaluation. OECD. Consulté 14 mai 2025, à l'adresse <https://www.oecd.org/en/topics/environmental-policies-and-evaluation.html>

European Commission. *Horizon 2020*. Consulté le 21 avril 2025, à l'adresse https://research-and-innovation.ec.europa.eu/funding/funding-opportunities/funding-programmes-and-open-calls/horizon-2020_en

European Investment Bank. (2020). *The EIB Circular Economy Guide : Supporting the circular transition*. European Investment Bank.

FAO, IFAD, PAHO, Wfp, , & UNICEF. (2021). *Latin America and the Caribbean – Regional Overview of Food Security and Nutrition 2021*. FAO ; <https://openknowledge.fao.org/handle/20.500.14283/cb7497en>

Fikri, Youssef, & Rhalma, Mustapha. (2023). *Développement durable : Revue théorique. International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management and Economics*, 4(5-1), Article 5-1. <https://doi.org/10.5281/zenodo.8378223>

Florian Polzin et Mark Sanders (2020). *How to finance the transition to low-carbon energy in Europe ?* *Energy Policy*, 147, 111863. <https://doi.org/10.1016/j.enpol.2020.111863>

- Geissdoerfer, Martin, Savaget, Paulo, Bocken, Nancy M. P., & Hultink, Erik J. (2017). *The Circular Economy – A new sustainability paradigm?* *Journal of Cleaner Production*, 143, 757-768. <https://doi.org/10.1016/j.jclepro.2016.12.048>
- Gerges, Nawal. (2024, juin). *Le financement des entreprises et des projets dans le domaine de l'économie circulaire*. Congrès Interdisciplinaire sur l'Économie Circulaire - CIEC 2024. <https://hal.science/hal-04815547>
- Ghisellini, Patrizia, Cialani, Catia, & Ulgiati, Sergio. (2016). A review on circular economy : The expected transition to a balanced interplay of environmental and economic systems. *Journal of Cleaner Production*, 114, 11-32. <https://doi.org/10.1016/j.jclepro.2015.09.007>
- Gueddar, Omar El. Hggar (2022). Pratiques de développement durable en Afrique : Innovation entrepreneuriale ; défis et opportunités. *Revue Internationale des Sciences de Gestion*, 5(3), Article 3. <https://revue-isg.com/index.php/home/article/view/1028>
- Hannele P. Kallio, Anja-Maija Pietilä, Marita Johnson, & Merja Kangasniemi (2016). Systematic methodological review: developing a framework for a qualitative semi-structured interview guide. *Journal of Advanced Nursing*, 72(12), 2954-2965. <https://doi.org/10.1111/jan.13031>
- Henry, Michael, Bauwens, Thomas, Hekkert, Marko, & Kirchherr, Janet. (2020). A typology of circular start-ups: An analysis of 128 circular business models. *Journal of Cleaner Production*, 245, 118528. <https://doi.org/10.1016/j.jclepro.2019.118528>
- Henry, Michael, Hoogenstrijd, Tessa, & Kirchherr, Janet. (2023). Motivations and identities of “grassroots” circular entrepreneurs : An initial exploration. *Business Strategy and the Environment*, 32(3), 1122-1141. <https://doi.org/10.1002/bse.3097>
- Karen Winans, Andrew Kendall, & Hong Deng (2017). The history and current applications of the circular economy concept. *Renewable and Sustainable Energy Reviews*, 68, 825-833. <https://doi.org/10.1016/j.rser.2016.09.123>
- Kirchherr, Julian, Reike, Dominik, & Hekkert, Markus. (2017). Conceptualizing the circular economy: An analysis of 114 definitions. *Resources, Conservation and Recycling*, 127, 221-232. <https://doi.org/10.1016/j.resconrec.2017.09.005>
- Kirchherr, Julian, Yang, Nguyen-Huu Nguyen, Schulze-Spüntrup, Fabian, Heerink, Marieke J., & Hartley, Kieran. (2023). Conceptualizing the Circular Economy (Revisited) : An

Analysis of 221 Definitions. *Resources, Conservation and Recycling*, 194, 107001 <https://doi.org/10.1016/j.resconrec.2023.107001>

Lecat, Cécile, Lerouvillois, Pierre, & Nieddu, Marie. (2017). Quelle place pour les PTCE dans une perspective d'économie verte ? *RECMA*, 343(1), 73-87. <https://doi.org/10.3917/recma.343.0073>

Les obligations vertes | Ministères Aménagement du territoire Transition écologique.
Consulté 22 avril 2025, à l'adresse <https://www.ecologie.gouv.fr/politiques-publiques/obligations-vertes>

Linder, Mats, Mellquist, Ann-Charlotte, Vanacore, Elisa, Hallquist, Lena, & Whalen, Kerry. *Financing Circular Business Models: The challenges of obtaining bank credit for Product-as-a-service models.*

Lit, Fernando C., Huijben, Josephina C.C.M., Cloudt, Myriam M.A.H., & Paredis, Erik. (2024). Business model innovation in circular start-ups : Overcoming barriers in the circular plastics economy. *International Small Business Journal*, 42(4), 506–550 <https://doi.org/10.1177/02662426231217954>

Louhab, Karim. (2023). Économie circulaire : Nécessité et opportunité. *Journal de l'Économie Circulaire et Développement Durable.*
<https://jecdd.org/index.php/jecdd/article/view/1>

Lu, Shuang, Serafeim, Georgios, & Xu, Sheng. (2024). Catalysts for Climate Solutions : Corporate Responses to Venture Capital Financing of Climate-tech Startups. *SSRN Electronic Journal.* <https://doi.org/10.2139/ssrn.5018769>

Majid, Zineb, & Naji, Soukaina. (2024). *Le financement de l'économie circulaire : Défis et solutions.* *Dossiers de Recherches en Économie et Gestion*, 12(1), Article 1. <https://doi.org/10.34874/IMIST.PRSM/doreg-v12i1.41588>

Mazzucato, Marianna. (2013). *The Entrepreneurial State : Debunking Public vs Private Sector Myths.* London : Anthem Press. Consulté 29 avril 2025, à l'adresse <https://academic.oup.com/spp/article-abstract/42/1/143/1640202>

Meunié, Aurélien, & Quenault, Benjamin. (2007). Le financement international du développement durable : La mobilisation contre les changements climatiques. *Revue Tiers Monde*, 192(4), 853-869. <https://doi.org/10.3917/rtm.192.0853>

Muñoz, Sofia, Hosseini, Mohammad Reza, & Crawford, Robert H. (2024). *Towards a holistic assessment of circular economy strategies : The 9R circularity index*. *Sustainable Production and Consumption*, 47, 400-412. <https://doi.org/10.1016/j.spc.2024.04.015>

Ministère de l'Environnement et de la Qualité de la Vie. La nouvelle stratégie nationale de l'environnement. Consulté le 29 avril 2025, à l'adresse <https://www.me.gov.dz/fr/la-nouvelle-strategie-nationale-de-lenvironnement-2/>

Närvänen, Elina, Mattila, Malin, & Mesiranta, Ninna (2021). *Institutional work in food waste reduction: Start-ups' role in moving towards a circular economy*. *Industrial Marketing Management*, 93, 605-616. <https://doi.org/10.1016/j.indmarman.2020.08.009>

Hadeer Omar & Sami El-Haggag (2017). *Sustainable Industrial Community*. *Journal of Environmental Protection*, 8(3), Article 3. <https://doi.org/10.4236/jep.2017.83023>

Marta Royo, Vicente Chulvi, Enrique Mulet, Luis Ruiz-Pastor, L. (2023). Analysis of parameters about useful life extension in 70 tools and methods related to eco-design and circular economy. *Journal of Industrial Ecology*, 27(2), 562-586. <https://doi.org/10.1111/jiec.13378>

Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). *Transition vers une « Économie Verte » !* Consulté le 29 avril 2025, à l'adresse <https://www.undp.org/fr/algeria/blog/transition-vers-une-economie-verte>

Shinde, Anil A. (2021). *Green bonds an investment tool for resilient future : Helping to achieve circular economy business models*, University of Waterloo

Stockholm Resilience Centre. (2016, 14 juin). *The SDGs wedding cake*. Consulté le 20 mai 2025, à l'adresse <https://www.stockholmresilience.org/research/research-news/2016-06-14-the-sdgs-wedding-cake.html>

Vence, Xavier, & López Pérez, Sergio de Jesús. (2021). Taxation for a Circular Economy : New Instruments, Reforms, and Architectural Changes in the Fiscal System. *Sustainability*, 13(8), Article 8. <https://doi.org/10.3390/su13084581>

Wustenhagen, Rolf, & Teppo, Tarja. (2006). Do venture capitalists really invest in good industries ? Risk-return perceptions and path dependence in the emerging European energy VC market. *International Journal of Technology Management*, 34(1-2), 63-87. <https://doi.org/10.1504/IJTM.2006.009448>

ANNEXE (A)
GUIDE D'ENTRETIEN CNTPP

Nom : LAHIANI

Prénom : Feriel

Statut : Étudiante en Master 2 à l'École Nationale Supérieure de Management – Koléa -

Spécialité : Management Financier des Entreprises

Dans le cadre de la préparation de mon mémoire de fin d'études, une recherche est menée sur :
« Les pratiques de financement des porteurs de projet de l'économie circulaire ».

Ce guide vise à recueillir des données qualitatives permettant d'enrichir l'analyse des pratiques de financement des startups engagées dans l'économie circulaire en Algérie. Il a pour objectif de recueillir vos expériences, vos visions stratégiques, ainsi que vos recommandations pour améliorer l'accès au financement des projets d'économie circulaire. En recueillant vos avis, cette étude vise à mieux comprendre les obstacles rencontrés par les acteurs économiques, à identifier des solutions adaptées et à proposer des pistes pour favoriser une meilleure mobilisation des ressources financières.

Vos réponses seront traitées avec confidentialité et utilisées uniquement à des fins académiques.

Je vous remercie vivement pour le temps que vous voudrez bien consacrer à cet échange, ainsi que pour votre précieuse contribution à l'avancement de cette recherche.

1. Situation générale et perception

1. Pouvez-vous nous décrire brièvement le rôle du CNTPP dans la promotion de l'économie circulaire en Algérie ?

2. Comment percevez-vous la situation actuelle de l'économie circulaire dans le pays ?

3. Selon vous quels sont les secteurs ou domaines les plus concernés par l'économie circulaire aujourd'hui ?

2. Actions mises en place

4. Quelles sont les principales actions que vous avez mises en place pour encourager l'économie circulaire ?

5. Avez-vous des partenariats avec d'autres organismes ou entreprises dans ce cadre ?

3. Sensibilisation et comportement des acteurs

6. Comment évaluez-vous le niveau de sensibilisation des entreprises et des institutions sur l'économie circulaire ?

7. Quels sont selon vous les principaux freins que rencontrent les porteurs de projet circulaire pour adopter des pratiques circulaires ?

4. Cadre réglementaire et institutionnel

8. Est-ce que le cadre réglementaire actuel soutient suffisamment les initiatives d'économie circulaire ?

9. Existe-t-il des incitations spécifiques (fiscales, réglementaires) pour les projets circulaires ?

10. Existe-t-il une différence de traitement entre les startups circulaires et les autres types d'entreprises innovantes en Algérie ?

5. Financement de l'économie circulaire

11. Quels sont les besoins financiers typiques pour initier ou développer un projet d'économie circulaire ?

12. Quelles sont les sources de financement actuellement disponibles pour ces projets (publiques, privées, internationales) ?

13. Selon vous est-ce que ces sources sont suffisantes et accessibles ?

14. Selon vous, les mécanismes de financement en Algérie sont-ils adaptés à la logique de circularité ?

15. Y a-t-il des mécanismes de soutien ou de subvention mis en place par l'État ou d'autres organismes ?

16. Le CNTPP joue-t-il un rôle d'accompagnement dans la recherche de financement pour les entreprises ?

6. Défis et perspectives

17. Quels sont les principaux défis rencontrés dans le financement des projets circulaires ?

18. À votre avis quelles solutions pourraient améliorer l'accès au financement ?

19. Quelles sont vos perspectives pour le développement de l'économie circulaire dans les prochaines années ?

20. Quels rôles pourraient jouer les banques, les investisseurs ou les institutions internationales ?

ANNEXE (B)
MATRICE CNTPP

	Actions mises en place	Cadre réglementaire et institutionnel	Défis et perspectives	Financement de l'économie circulaire	Sensibilisation et comportement des acteurs	Situation générale et perception
R e s p o n s a b l e 0 1	Le CNTPP accompagne les projets circulaires via des formations, hackathons, appui technique et programmes comme "Switchers", facilitant l'accès à des subventions européennes. Malgré ces efforts et des partenariats avec des organismes internationaux (PNUD, PNUE, ONUDI), l'impact reste limité en raison du manque de financements locaux et de la lourdeur administrative.	Le cadre algérien reste fragmenté, avec des lois peu intégrées et peu incitatives. Malgré des efforts (avantages fiscaux, programmes d'aide, révision législative, soutien à l'entrepreneuriat), les startups circulaires peinent à accéder aux crédits locaux, en raison de la complexité administrative et de la difficulté des banques à évaluer leurs modèles, bien qu'elles puissent bénéficier de financements internationaux ciblés.	Le principal frein est la complexité du PNS et le manque de coordination. Une plateforme unifiée, des réformes efficaces, un système financier adapté et le soutien international sont essentiels à la transition circulaire en Algérie.	Le financement de l'économie circulaire en Algérie est freiné par un système financier inadapté et des dossiers difficiles à structurer. Malgré les aides existantes et l'engagement de l'État, les ressources restent limitées. Le CNTPP soutient les projets, mais manque de financements durables..	La sensibilisation à l'économie circulaire reste faible, surtout chez les TPE/PME et les consommateurs. Les startups peinent à croître, freinées par le manque de financement, une réglementation peu incitative, des infrastructures insuffisantes et des mentalités ancrées dans le jetable.	Le CNTPP soutient les projets circulaires en Algérie en facilitant l'accès aux financements étrangers et en aidant à structurer les dossiers. L'économie circulaire progresse grâce aux technologies propres et aux startups (recyclage, écoconception, énergies renouvelables), mais reste freinée par l'absence de cadre clair, de financements adaptés et de coordination. Les secteurs moteurs sont le recyclage, le biogaz et l'agroalimentaire
R E S P O N S A B L E 0 2	Le CNTPP propose des programmes de mentorat et formation pour les porteurs de projets circulaires, en partenariat avec des acteurs ministériels et internationaux comme le PNUD, l'ONUDI et le PNUE, pour soutenir et renforcer l'écosystème des startups vertes en Algérie.	Les textes sont dispersés et incohérents. Une stratégie nationale claire avec incitations spécifiques est nécessaire pour soutenir les startups circulaires face à leurs contraintes particulières.	Le PNS est complexe et peu adapté aux startups circulaires. Pour avancer, il faut simplifier le système, créer des fonds dédiés, renforcer partenariats, lancer crédits verts et soutenir l'amorçage. Le succès dépend du cadre, des financements et du dynamisme des startups.	Le principal frein au financement des projets circulaires est la difficulté à monter des dossiers solides. Les financements viennent de sources internationales, privées et publiques, mais restent insuffisants et complexes d'accès. Le système financier, adapté aux modèles traditionnels, doit évoluer pour intégrer la circularité. L'Algérie avance vers un cadre favorable, mais le financement direct reste incertain.	La conscience de l'économie circulaire progresse, surtout chez les startups, mais reste limitée. Les freins principaux sont un cadre réglementaire peu incitatif, un accès difficile au financement, des infrastructures insuffisantes et un manque de coopération entre acteurs.	Le CNTPP appuie techniquement les porteurs de projets sans financement direct. L'économie circulaire émerge en Algérie, portée par les jeunes, avec des progrès en compétences, filières et technologies durables, surtout dans l'industrie, les déchets et les énergies renouvelables.
R E S P O N S A B L E 0 3	accompagnement, tels que formations, ateliers, ont été mis en place pour aider les jeunes à transformer leurs idées d'économie circulaire. Ces programmes favorisent une culture entrepreneuriale circulaire et l'intégration dans un écosystème vert. De plus, des partenariats avec des organisations internationales, des programmes dédiés aux startups à impact environnemental ont été lancés, offrant accès à des outils, du réseautage et des financements essentiels.	Le cadre réglementaire pour les startups circulaires en Algérie est flou, fragmenté et peu adapté, sans statut spécifique ni aides ciblées. Une refonte cohérente est nécessaire pour reconnaître et soutenir leurs particularités et leur impact environnemental.	Le principal défi du financement des startups circulaires en Algérie est le manque de coordination et de compréhension des dispositifs, notamment du PNS, sans plateforme centralisée. Il faut clarifier, digitaliser les processus, renforcer les liens incubateurs-banques, former à la levée de fonds et mieux communiquer. Un cadre clair, des financements sur mesure et un accompagnement efficace sont essentiels. Banques et investisseurs doivent créer des produits adaptés et des fonds à impact pour soutenir la transition verte.	Les startups circulaires en Algérie manquent d'accompagnement financier structuré et peinent à monter des dossiers solides, limitant l'accès aux financements. Les aides publiques, privées et internationales sont limitées, peu coordonnées et peu adaptées aux spécificités circulaires, qui demandent un financement patient. Le CNTPP et Switchers apportent un soutien, mais l'accès reste difficile et les partenariats financiers doivent s'améliorer.	La sensibilisation à l'économie circulaire progresse chez les jeunes, mais reste inégale selon les régions. Les freins majeurs sont un cadre réglementaire flou, des infrastructures limitées, un accès difficile au financement et un manque de coopération intersectorielle.	Le CNTPP soutient techniquement l'émergence de projets durables. L'économie circulaire progresse en Algérie, surtout chez les jeunes, avec des startups innovantes dans les déchets, l'industrie, les énergies renouvelables et l'agriculture durable.

ANNEXE (C)

Document projets coopératifs

Projets relatifs à la coopération

Entre-le

CNTPP et l'Union Européenne

Dans le cadre de la coopération Algéro-Union européenne, le CNTPP en partenariat avec le MedWave (anciennement SCP/RAC) était en charge des projets suivants :

Intitulé du projet : Accroissement de l'Entreprenariat Vert en Algérie	
Objectif du projet : Mise en place d'économies productives, circulaires et durables	
Budget Alloué	Action réalisées
2xx.xxx.xx €	<ul style="list-style-type: none">• Formation de 40 formateurs• 6 ateliers de formation (groupe de 20 switchers)• Incubation de 15 switchers (durée 32 semaines)• Création du Partenariat National de Soutien aux Switchers en Algérie.• Promotion de la mise en réseau, de la répllication et du support mutuel entre• Identification et formation de Switchers « Investor Ready ».• Identification et implication des acteurs financiers.• Organiser 2 rencontres (Switchers et acteurs financiers).

Intitulé du projet : Promotion de l'entrepreneuriat durable dans le secteur de l'économie bleue en Algérie (Programme Sw

Objectif du projet : Mise en place des économies productives, circulaires et durables

Budget Alloué	Action du Projet
5x.xxx,00 €	<ul style="list-style-type: none">• Identification d'opportunités et de parties prenantes pour l'entreprenariat durable dans les secteurs• Identification et développement de modèles d'affaires innovants visant le verdissement de l'écono• Identifier les opportunités et les acteurs du développement des entreprises vertes dans les secteurs• Identifier et développer les modèles d'entreprises innovantes.• Incubation d'une start-up circulaire dans les secteurs de l'économie bleue.• Soutien technique en éco- innovation aux start-ups de l'économie bleue et circulaire.• Soutenir l'accès au financement des start-up du secteur de l'économie bleue.• Organisation d'un forum sur l'entrepreneuriat durable dans l'économie bleue.

ANNEXE (D)

**GUIDE D'ENTRETIEN INSTITUTIONS
FINANCIERES**

Nom : LAHIANI

Prénom : Feriel

Statut : Étudiante en Master 2 à l'École Nationale Supérieure de Management – Koléa

Spécialité : Management Financier des Entreprises

Ce guide vise à recueillir des données qualitatives permettant d'enrichir l'analyse des pratiques de financement des porteurs de projets engagés dans l'économie circulaire en Algérie.

Dans le cadre de la préparation de mon mémoire de fin d'études, une recherche est menée sur : « **Le financement de l'économie circulaire : mécanismes et modèles** », avec une attention particulière portée à la mise en place d'un **système de financement adapté aux besoins des porteurs de projets circulaires**.

Ce guide d'entretien a pour objectif de recueillir **vos expériences, vos visions stratégiques, ainsi que vos attentes et recommandations**. Vos réponses seront traitées avec **confidentialité** et utilisées uniquement **à des fins académiques**.

Je vous remercie sincèrement pour le temps que vous accorderez à cet échange, ainsi que pour votre **précieuse contribution** à l'avancement de cette recherche.

1. Profil général de l'établissement

1. Présentez brièvement votre établissement (taille, secteurs d'activités, types de clientèle ciblée, notamment vis-à-vis des startups).
2. Disposez-vous d'une politique ou d'engagements formels en matière de financement durable, responsable ou d'accompagnement de porteurs de projets vertes ?

2. Expériences passées en financement durable et circulaire

1. Avez-vous déjà financé des projets liés à l'économie circulaire (recyclage, écoconception, réemploi, valorisation des déchets, etc.), notamment portés par des startups ?
2. Quels types de difficultés ou de freins avez-vous rencontrés lors du financement de ces projets circulaires, en particulier pour les **jeunes entreprises innovantes** ?

3. Stratégies actuelles ou en cours de développement

1. Disposez-vous d'une stratégie spécifique pour accompagner la transition vers une économie circulaire ? Est-ce que cette stratégie inclut un focus sur les startups ?
2. Selon vous, quels produits ou instruments financiers pourraient être développés pour répondre aux besoins spécifiques des startups circulaires (exemples : prêts verts à taux bonifié, microcrédits dédiés, fonds d'investissement à impact, garanties publiques, etc.) ?
3. Quelle place occupe aujourd'hui l'évaluation environnementale dans votre processus d'analyse et d'octroi de financements, notamment pour les jeunes entreprises ?

4. Mise en place d'un système de financement de l'économie circulaire orienté startups

1. Quels seraient, selon vous, les piliers essentiels pour construire un système efficace de financement de l'économie circulaire dans une institution financière (exemples : création de lignes de financement spécifiques pour startups circulaires, partenariats, accompagnement technique, incitations fiscales, etc.) ?
2. Quelles transformations internes votre établissement devrait-il envisager pour intégrer pleinement l'accompagnement des projets circulaires et innovants, notamment portés par des startups (exemples : adaptation des critères d'évaluation de risques, formation du personnel, création d'une cellule dédiée, etc.) ?
3. Selon vous, quels types de collaborations (avec des institutions publiques, privées, internationales, incubateurs, fonds d'investissement spécialisés) seraient nécessaires pour structurer un écosystème de financement efficace en faveur des startups circulaires ?

5. Résultats attendus

1. Quels bénéfices principaux votre établissement pourrait-il tirer d'un engagement actif dans le financement de projets d'économie circulaire portés par des startups (exemples : diversification du portefeuille, positionnement stratégique en finance verte, création d'un impact social et environnemental positif, etc.) ?
2. Quels indicateurs clés suivriez-vous pour évaluer le succès de votre contribution (exemples : nombre de startups circulaires financées, montants alloués, réduction des risques environnementaux, création d'emplois verts, etc.) ?

ANNEXE (E)

**GUIDE D'ENTRETIEN PORTEURS DE
PROJETS**

Nom : LAHIANI

Prénom : Feriel

Statut : Étudiante en Master 2 à l'École Nationale Supérieure de Management – Koléa

Spécialité : Management Financier des Entreprises

Ce guide vise à recueillir des données qualitatives permettant d'enrichir l'analyse des pratiques de financement des projets engagées dans l'économie circulaire en Algérie.

Dans le cadre de la préparation de mon mémoire de fin d'études, une recherche est menée sur :
« **Le financement de l'économie circulaire : pratiques et mécanismes** », avec une attention particulière portée sur la mise en place d'un **système de financement adapté aux besoins des projets circulaires.**

Ce guide d'entretien a pour objectif de recueillir **vos expériences, vos visions stratégiques, ainsi que vos attentes et recommandations.** Vos réponses seront traitées avec **confidentialité** et utilisées uniquement à **des fins académiques.**

Je vous remercie sincèrement pour le temps que vous accorderez à cet échange, ainsi que pour votre **précieuse contribution** à l'avancement de cette recherche.

1. Présentation générale

1. Pouvez-vous nous présenter brièvement votre projet ou votre startup ?
2. En quoi votre projet s'inscrit-il dans le cadre de l'économie circulaire ?
3. Quelles sont les principales motivations qui vous ont poussé à développer un projet dans ce domaine ?

4. Accompagnement et environnement

5. Êtes-vous accompagné par une structure (comme le CNTPP / Incubateur) dans le développement de votre projet ?
6. De quel type d'accompagnement avez-vous bénéficié jusqu'à présent (technique, administratif, financier, etc.) ?
7. Quels sont selon vous les avantages de cet accompagnement ?

1. Besoins et défis

2. Quels sont les principaux besoins que vous avez rencontrés lors du lancement de votre projet ?
3. Avez-vous rencontré des obstacles spécifiques liés au domaine de l'économie circulaire ?
4. Quels sont les défis financiers auxquels vous faites face aujourd'hui ?

5. Financement

6. Avez-vous obtenu un financement pour votre projet ? Si oui auprès de qui (banques, aides publiques, concours, investisseurs...) ?
7. Comment évaluez-vous l'accessibilité des sources de financement en Algérie pour les projets d'économie circulaire ?
8. Avez-vous postulé ou bénéficié d'un soutien financier spécifique à ce type de projet ?
9. Selon vous quels types de financement seraient les plus adaptés à votre situation (subvention, prêt à taux réduit, financement participatif, etc.) ?
10. Quelles suggestions auriez-vous pour améliorer le financement des startups circulaires ?

11. Perspectives et vision

12. Quels sont vos objectifs à court et moyen terme pour le développement de votre projet ?
13. Comment voyez-vous l'évolution de l'économie circulaire en Algérie, et la place des startups dans ce domaine ?
14. Quelles recommandations feriez-vous aux institutions pour mieux soutenir les projets comme le vôtre ?

ANNEXE (F)
GUIDE D'ENTRETIEN EXPERTS

Nom : LAHIANI

Prénom : Feriel

Statut : Étudiante en Master 2 à l'École Nationale Supérieure de Management -Koléa-

Spécialité : Management Financier des Entreprises.

Ce guide vise à recueillir des données qualitatives permettant d'enrichir l'analyse des pratiques de financement des projets engagées dans l'économie circulaire en Algérie.

Dans le cadre de la préparation de mon mémoire de fin d'études, une recherche est menée sur :
« **Le financement de l'économie circulaire : pratiques et mécanismes** »,
avec une attention particulière portée sur la mise en place d'un **système de financement adapté aux besoins des projets circulaire.**

Vos réponses seront traitées avec confidentialité et utilisées uniquement à des fins académiques.

Je vous remercie vivement pour le temps que vous voudrez bien consacrer à cet échange, ainsi que pour votre précieuse contribution à l'avancement de cette recherche.

Axe 01 :

1. Avez-vous déjà été confronté à des projets d'économie circulaire cherchant un financement ? Si oui, quels ont été les principaux obstacles rencontrés ?
2. Selon vous, pourquoi les projets d'économie circulaire peinent-ils à trouver des financements adaptés en Algérie ?

Axe 02 :

1. Quelles sont, selon vous, les attentes prioritaires des porteurs de projets circulaires vis-à-vis des banques ?
2. Selon vous, quels sont les leviers prioritaires pour accélérer la mise en place d'un système de financement durable et circulaire en Algérie dans les prochaines années ?

Axe 03 :

1. Quelles stratégies ou solutions concrètes recommanderiez-vous aux banques pour favoriser le financement de l'économie circulaire ?
2. Quels critères spécifiques devraient, selon vous, être intégrés par les banques pour évaluer et financer un projet circulaire ?